Tome VI. N° 11 PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e) 1er Sept. 1921

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Madame de Chateaubriand et ses bons amis les Joubert

Céleste Buisson de La Vigne, à dix-sept ans, était « blanche, délicate, mince et fort jolie ». Le chevalier de Chateaubriand, qui revenait d'Amérique, la voyait sur la plage de Saint-Malo et de loin la reconnaissait « à sa pelisse rose, sa robe blanche et sa chevelure blonde enflée au vent ». Il l'épousa le 19 mars 1792 ; et puis, douze ans d'affilée, il l'oublia : tant et si bien que, pendant son séjour d'émigré dans le comté de Suffolk, en Angleterre, il faillit, par distraction, commettre le crime de bigamie, s'étant épris de la douce Charlotte Ives. L'émigration, les tribulations qu'il endura peuvent en quelque mesure expliquer sa négligence, pourtant singulière, à l'égard de sa jeune épouse. Mais il revint en France au mois de mai 1800. Rien ne l'empêchait alors d'appeler à lui Mme de Chateaubriand. C'est ce qu'il ne fit pas du tout. Il composa le *Génie du christianisme :* et le soin de recommander à ses contemporains la religion chrétienne et catholique l'occupa. En outre, il avait avec Mme de Beaumont cette liaison que l'histoire et la littérature ont obligeamment consacrée : c'est auprès de cette

charmante femme qu'il put achever l'apologie du christianisme. Pauline de Beaumont mourut à Rome le 4 novembre 1803. En mourant, elle avait engagé le frivole à ne plus négliger sa vie conjugale. La réunion de ces deux étranges époux se fit lorsque Chateaubriand revint d'Italie, au mois de février 1804. Il y a, dans tout cela, bien du mystère ; et, si les faits principaux sont tels que je les résume, il manque les petits faits que méprisent les annalistes, les philosophes de l'histoire, les biographes cérémonieux : faute de ces petits faits, la vérité des sentiments vous échappe ; vous ne lisez qu'une anecdote insignifiante, inhumaine et qui a l'air de se passer ailleurs qu'en ce bas monde où les âmes de nos pareils nous sont un peu intelligibles.

Dans le temps qu'il se rapprochait de sa jeune femme oubliée douze ans, Chateaubriand, qui avait le chagrin, dit-il, de « commencer une année sans Mme de Beaumont, année d'absence que tant d'autres devaient suivre », continuait une amitié fort tendre et amoureuse avec Mme de Custine : or, il aimait déjà cette belle, appelée la Reine des Roses, avant la mort de Mme de Beaumont. D'autres belles survinrent et furent le divertissement de toute sa vie, les unes après les autres, et même l'une apparaissant lorsque l'autre était encore là. Elles forment, le long de sa destinée, une guirlande ininterrompue ou, si l'on veut, une farandole aux mains liées. Mme de Chateaubriand fait, pour ainsi dire, le fond du tableau, fidèle épouse et qui ressemble à une immobile statue, et patiente et souriante un peu, dans un jardin parcouru des ébats d'une fête galante.

Le jeune ménage s'était établi à l'hôtel, rue de Beaune, modestement, et n'avait pas encore de domicile, au printemps de l'année 1804. Chateaubriand connaissait Joubert depuis son retour d'Angleterre. Cette année-là, les Joubert, ayant quitté Villeneuve dès le printemps, demeuraient à Paris, chez eux, rue Saint-Honoré. Joubert admirait et aimait Chateaubriand, dont le génie l'émerveillait et qu'il trouvait « un bon garçon » simple et gentil. Joubert n'appréciait pas moins Mme de Chateaubriand : « Celle-là, écrivait-il un jour, console des autres. » Il l'estimait, pour tant de vertus qu'elle pratiquait avec grâce et intelligence ; puis elle l'amusait, car elle avait beaucoup d'esprit, le plus vif, drôle et malin.

Chateaubriand, son amitié pour Joubert est l'un de ses

meilleurs sentiments, où il a mis de la constance et de la bonhomie. En outre, moins il était un bon mari tranquille et assidu à son foyer, plus il souhaitait que Mme de Chateaubriand fût assurée d'une fidèle et agréable compagnie : les Joubert étaient excellents. A la réunion du ménage tout récemment aventureux, les Joubert lui furent ce que n'aurait été personne aussi bien, l'obligeance et la discrétion, la société que l'on désire et qui est là, qui s'efface quand on la voudrait éconduire. Mme de Chateaubriand savait qu'ils avaient conseillé à Chateaubriand de lui revenir. Et ils composaient un exemple de sagesse. Mme Joubert était une femme douce et ordonnée, d'une sensibilité fine, et qui avait une âme. Au surplus, il est inutile que je présente davantage ces divers amis : on les verra, au cours de cette petite étude, tout en vie, tels que je les ai rencontrés dans la correspondance de Mme de Chateaubriand.

Cette correspondance n'est pas inédite d'un bout à l'autre. Paul de Raynal en a publié quelques extraits. Seulement, par trop de zèle à bien faire, il corrigeait selon sa guise et arrangeait selon ses goûts les documents dont il n'aurait dû être que l'éditeur exact. Il supprimait ce qui ne lui agréait pas, sans qu'il soit possible d'apercevoir le motif de ses préférences. Quelquefois, il prenait deux ou trois lettres de date bien différente ; il empruntait à celle-ci un paragraphe, la suite à la deuxième, les dernières lignes à la troisième ; il rafistolait tant bien que mal — du reste, habilement — ces bribes, les recousait de son fil, les attachait de son ciment. Et il a laissé de côté les quatre cinquièmes des précieux papiers qu'il avait à sa disposition. M. Paul du Chayla, qui les possède, a bien voulu me communiquer les cent douze lettres ou billets de Mme de Chateaubriand, pages quasi toutes neuves et jusqu'à présent inconnues. Je les publierai. En attendant, mon dessein n'est que de les parcourir avec mon lecteur qui en goûtera, ou je me trompe, l'attrait divers et, j'allais dire, l'utile et délicieux enseignement.

Car c'est ici le modèle de l'amitié, de la bonhomie, de la vraie élégance, le modèle d'un usage qui a passé de mode et que ne remplace pas ou que remplace en dépit du bon sens le nouvel usage. Vieilleries? Mais ravissantes. Puis, notre époque des lendemains de la guerre n'est pas sans nulle analogie avec les lendemains de la Révolution. Les deux épreuves ont pour conséquences maintes difficultés de vie quotidienne

qui me semblent avoir été mieux résolues et d'une façon plus joliment avisée par nos arrière-grands-parents que par nous. Les salons, quand le calme se rétablit par les soins du premier Consul, rouvrirent leurs portes et peu de lumière suffit à la gaieté encore tremblante et alarmée d'un monde qui, généralement appauvri, tâchait de ranimer à peu de frais l'ancienne urbanité, l'ancienne futilité aussi. Les financiers et fournisseurs de la guerre avaient plus d'exubérance : la société la meilleure ajouta aux délicatesses d'autrefois une simplicité nouvelle et de bon ton. Voyez comment les Joubert et les Chateaubriand vivaient ensemble.

De la première année 1804, il ne reste aucun témoignage. Les Joubert sont restés à Paris jusqu'à la mi-septembre : les deux ménages ont dû se voir très souvent ; et le voisinage leur épargnait le soin d'écrire. A l'automne, quand les Joubert furent à Villeneuve, les Chateaubriand allèrent passer quelque temps auprès d'eux : c'est le moment où Lucile de Chateaubriand mourut. Puis ils rentrèrent à Paris. Des lettres d'alors sont perdues. Mais, le 16 février 1805, Mme de Chateaubriand écrit à Mme Joubert : « M. de Chateaubriand triomphe, madame, parce que votre lettre est arrivée précisément le lendemain du jour où il avoit écrit à M. Joubert. Il faut l'entendre ! Il dit que vous êtes des gens impatients, de mauvaises têtes, des esprits exaltés ; il fait de grands raisonnements sur les gens qui demeurent en province et qui se montent la tête dans la solitude. Enfin, il dit cent folies... » Voilà ce Chateaubriand bon garçon, que Joubert a plus d'une fois célébré, mais que la postérité ne connaît plus, l'ayant guindé. Or, il y avait tout juste un an que ce bon garçon, revenu d'Italie, demeurait à Paris auprès de sa femme : il ne songeait qu'à s'en aller ; son idée d'un voyage en Orient ne le tracassait pas encore, mais la Grèce au moins le tentait et il le dissimulait si peu qu'il en avait, comme on dit, l'air absent, dont sa femme plaisante avec plus de mélancolie que de gaieté vraie... « Je ne suis pas bien sûr qu'il soit ici ; je le crois parti pour la Grèce. J'ai grand besoin que vous veniez m'éclaircir de ce point. Je ne puis dans ce moment aller me consoler auprès de vous ; il faut que vous veniez adoucir mes peines. Un si long voyage ! tant de périls ! être parti comme cela !... Enfin, madame, il n'y a plus de consolation pour moi que dans la religion. Je vous attends pour aller me jeter avec vous aux pieds du pape... »

Le Saint-Père était venu à Paris pour le sacre... « Mais hâtez-vous, car le Saint-Père va aussi franchir les monts. C'est une fureur de voyager qui s'est emparée de tout le monde... » Et l'on voit comme badine Mme de Chateaubriand ; car ne n'est pas la fureur de voyager qui avait excité Pie VII loin du siège apostolique et l'avait amené en France !... « Cependant, si en arrivant ici vous voyez quelque chose qui ressemble à M. de Chateaubriand, j'espère que vous ne croirez pas que je vous aie trompée ; mais M. de Chateaubriand a tant d'amitié pour M. Joubert et pour vous, madame, que son ombre sera toujours errante autour de vous... » Elle envoie ses tendres compliments aux Joubert et ajoute : « Je ne sais si je dois me hasarder à vous dire mille choses de la part de M. de Chateaubriand, qui fait toujours semblant d'être ici. »

Comme la précédente année, les Chateaubriand, vers l'automne, passèrent à Villeneuve quelques semaines. Au retour, le 11 novembre, Mme de Chateaubriand ne manque point d'écrire : « Nous regrettons bien Villeneuve, madame ; nous sommes si tristes de vous avoir quittés que, nos affaires finies, il n'a tenu qu'à notre cabriolet que nous ne fussions retournés auprès de vous... Le Chat passe sa journée à écrire pour M. Molé... » Le Chat, c'était le surnom de Chateaubriand, parmi la petite société qui se réunissait rue Neuve-du-Luxembourg autour de Mme de Beaumont ; le surnom dure et Mme de Chateaubriand sera désormais la Chatte. Le jeune M. Molé, que Joubert appelait son Caton de vingt ans, venait de publier un volume, *Essais de morale et de politique*, volume auquel Chateaubriand avait promis de consacrer un article dans le *Mercure*. On promet de telles choses ; puis l'on se repent... « Il enrage. Il dit qu'il n'entend rien à ce livre, qu'il est contre son opinion d'un bout à l'autre, et qu'il ne sait comment s'en tirer. Il dit encore qu'il écriroit une grande lettre à M. Joubert s'il avoit fini avec M. Molé... » L'article parut ; et les précautions que prit Chateaubriand pour ne pas montrer tout son déplaisir n'empêchèrent pas que l'article ne brouillât ces deux amis de Joubert, qui eut à les réconcilier.

Les velléités de voyage, qui rendaient Chateaubriand une âme en peine depuis plus d'un an, devinrent si pressantes qu'il y céda au mois de juillet 1806. Alors, ses projets, élargis, le conduisaient en Terre sainte et le ramenaient par l'Espagne où l'attendait, auprès de l'Alhambra des Maures,

Nathalie de Noailles, Dolorès en Espagne. Mme de Chateaubriand ne fut pas de l'itinéraire et n'obtint pas la permission d'accompagner le voyageur au delà de Venise. De là, elle écrivit aux Joubert deux lettres que Joubert trouva jolies et copia pour Mme de Vintimille : « Cette plume vive et leste mérite, je crois, de vous faire quelque plaisir... » Les deux lettres de Venise sont bien connues : je n'en veux rien citer qu'un passage de la seconde, qu'a supprimé Paul de Raynal : « En vous quittant, madame, je me suis ôté toute consolation. Le moment du repentir est arrivé ; aussi je ne soupire qu'après celui de vous rejoindre tous. Je partirai dès que Ballanche sera arrivé... » Chateaubriand, la veille au soir, était parti pour Trieste et pour les pays inconnus. Ballanche devait la ramener de si loin... « Mais, mon Dieu, arrivera-t-il? Je lui prépare une scène pour s'être [fait] attendre si longtemps. Écrivez-moi, je vous prie, aussitôt que vous serez à Villeneuve et adressez-moi votre lettre à Lyon, où je passerai le temps que vous resterez encore à Paris... » C'est le 29 juillet que Mme de Chateaubriand crie ainsi au secours. Elle devait passer à Villeneuve les premiers temps de la solitude où l'aurait laissée le frivole voyageur. Mais, au moment qu'elle avait accepté cette invitation si obligeante, elle n'était pas tout à fait sûre de n'accompagner son mari que jusqu'à Venise. Et puis, dans sa mélancolie, elle embrouilla les dates ; elle oublia que les Joubert ne comptaient pas quitter Paris sans délai et ne sut pas que le séjour à Lyon lui serait fastidieux. Mais Ballanche n'arrivait pas. Il arriva enfin, venant de Lyon, tout uniment pour trouver Mme de Chateaubriand et la reconduire à Paris. La scène qu'elle s'était promis de lui faire, il la reçut gentiment. C'était le soir. Elle lui dit qu'elle le mènerait sur la place Saint-Marc et que c'est tout ce qu'il verrait de Venise, car ils partaient le lendemain dès le matin sur les cinq heures. « Puisque vous le voulez, je le veux bien, répondit Ballanche ; mais alors il faudra que je revienne. — Vous reviendrez, mon cher Ballanche ! » Et il en fut comme l'avait décidé l'impatiente. Ballanche n'avait que trente ans ; mais il avait déjà l'âme douce et désintéressée d'un aimable métaphysicien. Or, à Lyon, Mme de Chateaubriand s'aperçoit qu'elle s'ennuie. Le 26 août, non de Paris, mais d'à côté de Paris, à Issy où il était l'hôte de son frère, Joubert écrit à Mme de La Briche : « ... Il ne m'est pas possible de donner plus d'étendue à cette lettre, pour laquelle cependant j'avois

très bien choisi mon temps... Un incident très imprévu a brouillé mon arrangement. Mme de Chateaubriand, qui m'avoit écrit avant-hier qu'elle arrivoit à Lyon et qu'elle y attendroit notre retour à Villeneuve, vient d'arriver tout à coup à Paris. On me l'apprend en ce moment et je dois tout quitter pour elle... M. de Chateaubriand auroit été bien flatté d'apprendre ce que vous m'avez dit de lui et pour lui ; j'en ferai part dans deux heures à Mme de Chateaubriand, qui vous voit peu, qui vous fuit presque, mais dont l'esprit très pénétrant (je puis vous l'assurer) a parfaitement sçu vous distinguer... » Telle était, un peu farouche, la jeune Mme de Chateaubriand. Joubert, qui la connaissait bien, voulait qu'elle fût devinée des personnes qu'il estimait.

Les Joubert tinrent compagnie à l'abandonnée ; mais ils n'allèrent à Villeneuve que le 18 septembre. Peu de jours après, Mme de Chateaubriand partit pour les rejoindre. Hélas ! à Charenton, voici qu'elle s'aperçut qu'on lui avait volé sa malle. Il fallut retourner à Paris : « Je ne pouvais décemment arriver chez vous sans chemises ! » et languir un peu de temps avant de recommencer l'équipée. Elle ne put être à Villeneuve que les premiers jours d'octobre. Dans la lettre où elle annonce sa prochaine arrivée et demande à Joubert « une petite place au coin de *son* feu », il y a ces lignes plaisantes et où l'on voit son caractère : « Avez-vous été bien furieux de mon aventure? Pour moi, j'ai toutes les peines du monde à en garder le deuil convenable : j'avoue que ces sortes d'accidens ne peuvent tout au plus que me donner de l'humeur. Mais ma voisine n'entend pas raillerie là-dessus, elle ne peut concevoir que je n'en sois pas triste à la mort, elle prétend que dans ma position cela n'est pas pardonnable. » C'est que les Chateaubriand n'étaient pas riches ! La voisine était Mme de Coislin, qui leur avait loué l'attique de son hôtel au coin de la place Louis XV : elle voulait qu'on fût raisonnable et, quant à elle, ne l'était pas.

Mme de Chateaubriand revint à Paris avant les Joubert qui n'y rentrèrent que les tout derniers jours de décembre. Elle écrivit à Joubert : « Ne me demandez pas pourquoi je vous ai quitté ; en vérité, je n'en sais rien. Si ce n'est que je fais toujours à ma tête, jamais à mon cœur, car il est bien vrai que je ne suis bien qu'auprès de vous... » Tant que dura l'absence du pèlerin de Terre sainte, elle vécut dans les

transes d'une mortelle inquiétude, dont témoignent les frissonnants billets qu'elle adresse au bon Joubert : « Aurois-je été trop maussade hier matin, que vous n'avez pas voulu revenir? J'ai passé ma soirée seule et, quoique je tournasse à la mort, j'ai eu le courage de vous attendre, vous et Mme de La Briche, jusqu'à dix heures. Je ne vous attendrai pas aujourd'hui ; mais venez, si vos bas blancs vous le permettent. J'ai dans l'idée qu'il est arrivé quelque malheur à M. de Chateaubriand ; et, malgré mon indifférence, je suis inquiète à *mourir.* » Son indifférence est un air qu'elle se donne et auquel Joubert se trompe si peu qu'il vaut mieux tout lui avouer. Un autre jour : « Je n'ai pas été hier chez Mme de Rosanbo. J'ai eu une attaque de nerfs qui a duré tout le soir ; et je suis si souffrante aujourd'hui que je ne sortirai pas, même pour la messe. Hier, Mmes de La Briche, Molé et Vintimille sont venues pour me voir ; je suis désolée qu'elles ayent été, encore, renvoyées ; si vous les voyez aujourd'hui, chargez-vous de mes regrets auprès d'elles. Vous verrai-je ce matin? » Un autre jour : « Faut-il que j'écrive à Mme de Vintimille, pour lui demander pardon du triste spectacle dont on l'a rendue, hier, témoin? On dit qu'avant de perdre tout à fait connoissance, j'ai passé une heure tête à tête avec le Président... » C'est Fontanes, président du Corps législatif... « Je n'en ai aucun souvenir, mais je suis bien inquiète de toutes les sottises que je lui aurai dites. Vous savez comme mes idées se brouillent lorsque je suis menacée de ces attaques. Je ne sortirai point, aujourd'hui, je suis trop souffrante. » Un autre jour, elle n'a pas eu d'attaque de nerfs ; il ne faut pas dire que ce soit cela ; mais : « J'étois foible, le feu me fit mal, cela ne dura qu'un moment. Je ne sais si le tems est beau, mais je sais que j'ai envie de sortir et je sortirai. Attendez-vous à me voir. » Un autre jour encore : « Quand vous êtes venu ce matin, j'étois sortie pour aller chez vous ; mais j'ai été obligée de m'arrêter en chemin, n'en pouvant plus. Tâchés de venir me voir, ce soir, de bonne heure, car il fait si noir, chez moi, que je crains de m'y trouver seule. » La pauvre femme était bien à plaindre. Sa tristesse tournait à une maladie nerveuse. Après cela, si l'on dit qu'un mari imparfait comme le fut alors l'amant de l'attrayante Dolorès qui, près de l'Alhambra des Maures, devenait Blanca pour le nouvel Abencerage, ne méritait pas de si tendres alarmes, ce n'est rien dire et c'est méconnaître le cœur d'une

parfaite épouse. Les intelligents Joubert prodiguèrent à la délaissée la consolation d'une amitié vigilante.

Chateaubriand revint de son grand voyage et bientôt publia dans le *Mercure* un article qu'il avait eu la fierté de vouloir qui fût insolent de fidélité à l'ancien régime. Napoléon supprima le *Mercure* et, par M. Pasquier son préfet de police, donna l'ordre à l'écrivain de quitter Paris. C'est alors que Chateaubriand fit l'emplette de sa chère Vallée aux Loups, près de Châtenay. En attendant que la Vallée fût prête à recevoir les exilés, ceux-ci durent quitter leur appartement de la place Louis XV et se terrer dans un hôtel garni de la rue des Saints-Pères, que tenait un certain Lavalette, ancien officier du gobelet de Louis XVI, « coiffé à l'oiseau royal et royaliste enragé ». De ces jours mauvais date ce billet de nouvelle inquiétude où l'on voit d'autres soucis trouver auprès de la même amitié un pareil secours : « Dites-moi si vous avez vu M. de Chateaubriand ; il n'est point rentré à l'hôtel de Lavalette. Pour surcroît de malheur, André n'est point rentré aussi ; de sorte que je suis sans nouvelles et sans dîner. Si le Chat doit aller me prendre chez vous ce soir, j'irai l'y attendre aussitôt que j'aurai trouvé le moyen d'attraper un morceau de pain, mais cela me paroît difficile. » Cependant, la police de Napoléon, soit qu'elle fût assez clémente ou qu'il lui plût de refuser au journaliste impertinent les honneurs d'une persécution, soit que M. Pasquier, qui était ami des Chateaubriand, la rendît complaisante, leur laissa le temps d'aménager leur Vallée et négligea de les savoir à Paris.

Au commencement de septembre, les Joubert purent sans vraie angoisse quitter Paris pour Villeneuve, où ils reçurent cette amusante lettre de Mme de Chateaubriand qui n'avait plus martel en tête : « On dit que, moi exceptée, vous écrivez à toute la terre ; aussi, excepté moi, et la Présidente, tout le monde ici vous adore. A propos de la Présidente, que voulez-vous que nous fassions des embrassades que vous nous avez envoyées pour le Président? Nous ne le voyons plus... » M. de Fontanes semble avoir été peu curieux d'afficher, en ce moment critique, son amitié pour le hardi collaborateur du *Mercure*... « Clausel dit que *c'est parce que, voyez-vous, madame, hé! hé, hé! hé, c'est un homme, madame, je vous déclare que c'est l'homme de France*... Vous sentez qu'après cela nous ne pouvons plus le voir. Vous croyez peut-être que j'en gémis? Point. Je ne soupire plus que la Vallée du Loup. Pour

lui avoir de beaux habits, je cours tous les matins à pied. Avec la mécanique Lavalette, nous entrons dans toutes les boutiques, nous marchandons, nous achetons, nous nous querellons, nous mourons de faim. Cela ne nous embarrasse pas ; nous achetons une brioche que nous mangeons le long du boulevard. Le matin se passe. Arrive Clausel avec une douzaine de petites nouvelles que j'agrandis pour vous à ma manière, et qui deviennent des histoires à faire trembler, comme celles par exemple de l'ambassadeur du Maroc et de celui de Perse. Figurez-vous l'ambassadeur du Maroc enveloppé depuis les pieds jusqu'à la tête d'un morceau d'étoffe blanche ; cela joue le revenant à faire évanouir toutes les femmes. Il n'y a que la maréchale Le Febvre qui ose l'approcher. Aussi est-elle chargée de lui faire les honneurs du palais. On dit qu'ils s'entendent à merveilles, quoiqu'ils ne sachent le français ni l'un ni l'autre, et que la maréchale écorche à peine le maroquin. Pour l'ambassadeur de Perse, il est fait à me faire sauver dans les bras d'un Turc enragé, pour le fuir ; mais je ferai peur de tout cela à Villeneuve. Je n'ai point encore fait votre commission à Clausel, parce qu'il est allé au Hâvre faire une petite visite à un général qui a la fièvre tierce ; mais *il aura l'honneur* de me voir à son retour. Pour votre Mathieu... » C'est Molé... « écrivez-lui si vous voulez ; mais je ne me charge point de lui en donner les avant-goûts. Je ne l'ai vu qu'une fois depuis votre départ, et le temps m'a manqué pour répondre à toutes ses bêtises, car par charité il faut nommer ainsi ce qu'il dit. Mille tendresses à tous les parents et mille rigueurs pour vous. Je veux écrire à M. de Bonneville ; mais : *que vais-je lui dire et par où commencer?* M. de Chateaubriand dit que, si vous écrivez à tout le monde, sans distinction d'âge et de sexe, il laissera vos lettres à la poste ; mais moi, je les ferai retirer pour remplacer celles que vous devez m'écrire : ainsi soyez tranquille. » Voilà l'esprit de Mme de Chateaubriand. C'est beaucoup d'enjouement, et sans autre coquetterie que le jeu d'amuser qui vous a dit que vous l'amusiez. C'est de la moquerie, que n'entrave nulle feintise d'indulgence, et le talent de la vive caricature. Les personnages qu'elle dessine d'un trait rapide ont leur caractère, ont leur figure, leur manie, leur parole, le type de leur petitesse. Et, quant au style, sans étude, il a bon air et l'ingéniosité spontanée.

En 1808, pendant l'été, les Chateaubriand sont à la

Vallée ; les Joubert sont à Issy chez leur frère Arnaud. L'on voisine. Et, le 4 juillet, la Chatte écrit au Loup, — c'est Mme Joubert : — « Le Chat dit qu'il n'a pas promis d'aller jeudi à Issy, et nous ne croyons pas y être attendus... Vous savez que j'ai juré de ne pas dîner hors de chez moi à Paris ; mais vous savez aussi qu'on ne résiste point à une prière de campagne. Voulez-vous de nous samedi?... Notre Vallée est toujours aussi laide que vous l'avez vue ; le Chat a mal aux nerfs et moi je suis triste à mourir... Adieu, chère dame ; voilà un bien petit billet, mais je ne me porte pas bien ; j'ai des palpitations qui m'empêchent de respirer. Mille choses tendres au Cerf et à toute la famille. » Le Cerf, comme au temps de la Petite société, c'est Joubert, qui a de longues jambes minces, qui est un peu sauvage et vite aux abois.

Du même été, le 26 août ; les Chateaubriand ne sont plus à la Vallée, mais dans un château des environs : « Je ne veux plus dire ni bien ni mal de personne, l'un et l'autre conduisent au repentir. Mettez donc que je n'aie rien dit dans ma dernière lettre, puisque je pense aujourd'hui qu'il n'y a pas un mot de tout ce que j'y ai fourré d'éloges et de médisance. Nous devions, il est vrai, partir lundi ; mais M. de Chateaubriand croit qu'il n'est pas décent de le faire avant jeudi pour être, dit-il, gens de parole jusqu'au bout... Malgré tous les sujets que j'ai de me plaire ici, cela ne diminue rien du désir que j'ai de vous voir ; mais je crains de vous trouver la plume sur l'épaule, volant aux affaires de votre Université, sans vous arrêter aux miennes, qui seront sans nombre à mon retour... » Fontanes s'occupe d'organiser l'Université impériale, où il a résolu d'appeler son ami Joubert... « A propos, j'aurois été bien contente de votre lettre, si vous n'en aviez écrit en même temps une autre à Méréville... » où était Mme de Vintimille chez ses cousins de Laborde... « Je n'aime point à être enveloppée dans ces petits devoirs généraux que vous vous croyez obligé de remplir à tout le moins une fois l'an. Je ne sais pourquoi M. Guéneau fait tant d'honneur à mon billet, qui n'était qu'une réponse ; je ne suis orfèvre que pour vous... » Elle finit sa lettre sur ces mots très véridiques : « Madame Joubert, vous êtes encore la personne que j'aime le mieux au monde. » Et puis, par jeu, elle barre cette ligne, en ayant soin de ne la point cacher sous la brusque rature.

Au printemps 1809, Chateaubriand publia *les Martyrs* ;

et cet ouvrage fut assez mal accueilli. La critique se déchaîna, dans les *Débats*, alors *Journal de l'Empire*, où Hoffmann sévissait rudement ; le clergé se mit de la partie et dénonça, pour avoir cru l'apercevoir, l'orthodoxie imparfaite de l'écrivain. Chateaubriand s'amuse à dire que sa femme l'admirait sans avoir lu deux lignes de lui : elle avait lu *les Martyrs* et principalement elle ne tolérait pas qu'on se permît de taquiner le génie de son époux. Elle s'avisa de lui acquérir un défenseur : et le meilleur serait Fontanes. Seulement, pour gagner à sa cause le Président du corps législatif, elle eut recours à leur ami commun, l'adorable Joubert. Elle lui écrivit : « Remettez pour aujourd'hui les ennuis de l'Université à l'ami Villar et écoutez. Il faut absolument que vous décidiez le P[résident] à faire quelque chose pour nous ; vers ou prose, n'importe. Mais il faut qu'il parle. Il n'y a qu'un cri contre son silence et *la grande voix s'en mêle...* » Je crois que cette grande voix est la voix de l'auteur des *Martyrs*... « S'il ne vouloit pas écrire dans un journal, sans nom, ne pourroit-il pas publier, aussi sans nom, une petite brochure de dix ou douze pages qui lui feroit le plus grand honneur? Boileau n'a-t-il pas deffendu Racine, je crois que oui... Au reste, le grand Pan est très bien pour M. de Chateaubriand et le P[résident] n'auroit rien à craindre... Si vous ne faites pas cette œuvre et ce chef-d'œuvre, je publierai mes *œuvres* contre l'Université ; mais, si vous réussissez, je ferai comme M. de Langeac, je mettrai mon poème sous la clef jusqu'à la première occasion. Finissons sérieusement. Je vois que le Chat oublieroit *tout, tout*, s'il avoit quelque chose du P. Je m'apperçois de cela à ses conversations : on lui épargneroit par là peut-être des choses très graves ; il ne le dit pas, mais sa tête travaille prodigieusement. Je vous écris à son insçu : j'ai peur. Je serai chez vous à midi. Attendez-moi. » C'est une question, mais insoluble, de savoir si Mme de Chateaubriand, comme elle le dit, écrivait à l'insu de son mari. Or, il est amusant de retrouver dans les *Mémoires d'outre-tombe* cette ligne qui rappelle une ligne de la précédente lettre : « M. de Fontanes surtout était ferme (admirateur des *Martyrs*) ; je n'étais pas Racine, mais il pouvait être Boileau. » Cette analogie ne prouve pas que Mme de Chateaubriand ait écrit sa lettre sous la dictée de la grande voix ; mais elle y résume les conversations qu'ils avaient ensemble. Toujours est-il que Fontanes n'écrivit pas une brochure, ni un article,

et que Joubert, s'il accepta d'être négociateur en cette affaire, gaspilla toute sa diplomatie contre la circonspection peu héroïque de ce Boileau à la manque.

Peut-être aussi, — car il y a plaisir à être juste, au bout du compte, — le trémoussant Fontanes n'avait-il guère de temps à lui vers cette époque où l'Université, qu'il avait non seulement à gouverner, mais à créer, l'occupait sans relâche. Nommé inspecteur, Joubert, en 1810, depuis l'automne, et jusqu'au plein été 1811, accomplit une longue tournée dans le Midi, où le ménage le plus casanier, devenu vagabond, reçut de Mme de Chateaubriand cette plaisante lettre (du 18 octobre 1810) : « Ingrats voyageurs ! comment pouvez-vous croire que j'aime autant mes ennemis que mes amis? Vous à qui je ne souhaite que bonheur et prospérité, tandis qu'il n'y a pas un seul de mes ennemis que je n'étranglasse jusqu'à septante fois sept fois ! M. de Chateaubriand prétend que je vous ai dit cette folie : c'est bien possible ; vous savez qu'il n'y a sortes de choses que je ne puisse dire quand je le veux, mais je ne remue pas mes affections si fort à ma fantaisie : *dominus in sua potestate habet omnium corda et quo vult inclinat ea* : il a fait pencher le mien vers vous... Le Chat est furieux ; il dit que vous n'aimez pas ses lettres et que vous n'en voulez point ; aussi il ne vous écrit ni ne vous écrira : il se contentera de vous faire des volumes. Adieu. Voilà une bien petite lettre, mais assez longue pour ce qu'elle vaut ; depuis quelque temps, je n'ai ni le sens commun, ni l'esprit de dire une folie, et je sais que vous voulez qu'il y ait de tout cela dans mes lettres. » Bon sens et des folies, des folies pleines d'un bon sens qui se rit, se moque et a bien drôlement raison, c'est le génie singulier de cette épistolière.

Peu de temps avant le retour des Joubert, le 11 juin 1811, Mme de Chateaubriand, qui n'entendait pas imposer à ses velléités ni à ses bonnes intentions une longue patience, écrivit au frère cadet de Joubert, Arnaud, magistrat d'importance, avocat général à la cour de cassation, qui, malgré son importante magistrature, ne dédaignait pas de s'intéresser aux petites choses de la vie quotidienne : en ce temps, on avait de la bonhomie. Mme Gaudy, que Mme de Chateaubriand nomme dans sa lettre, était une dame qui habitait, à un étage d'eux, la maison des Joubert, rue Saint-Honoré. « Vous allez être bien étonné de recevoir une lettre de moi qui n'écris point. Mais c'est pour une bonne œuvre. Il faut,

mon cher ami, que Mme Gaudy ait absolument besoin d'une femme de chambre, et sûrement elle en a besoin. Je veux lui donner un trésor. C'est une femme qui remplace actuellement Florette auprès de moi, mais que je serai obligée de renvoyer après les couches de ladite dame. Elle est bien née, raisonnable, adroite, d'une fidélité à toute épreuve, et a des sentiments fort au-dessus de l'état qu'elle est obligée d'embrasser. Du reste, un caractère parfait et de l'ordre autant qu'en pourrait désirer Mme Joubert elle-même. J'ai oublié l'essentiel : elle coud à merveille, brode, festonne, lave, repasse et ne se refuse à rien : je n'ai jamais connu personne de plus et de plus constamment laborieux. Voici ses défauts : elle est laide, petite et parfois triste ; mais cela ne nuit jamais à l'égalité de son humeur. Je m'intéresse vraiment à cette femme et vous me feriez grand plaisir si vous pouviez la faire succéder aux mille et une qu'a eues déjà Mme Gaudy : d'ailleurs, c'est la personne qui lui convient, parce qu'elle ne sort jamais, pas même le dimanche quand elle a eu la messe, et qu'elle n'écoutera aucun propos domestique. Quand vous m'écrirez, dites-moi donc que Joubert est arrivé. Je commence à lui en vouloir réellement de la facilité qu'il a à vivre loin de ses amis. La pauvre Mme Joubert qui vouloit être à Villeneuve pour la Fête-Dieu la passera dans quelque collège. Adieu, mon cher ami, la poste part et le déjeuner sonne... »
Les Joubert n'arrivèrent à Villeneuve que le 2 juillet, passé la Fête-Dieu.

Dès le printemps et tout l'été de la suivante année 1812, les Joubert furent à Paris. Les Chateaubriand, l'été, allèrent à la Vallée. Le 11 juin, la Chatte écrit au Cerf : « Etes-vous furieux de ne m'avoir pas vue hier? Vous en seriez bien capable ! car de penser qu'on est malade, c'est ce que vous ne voulez point du tout penser. Cependant je l'étois, je le suis encore et le serai tant qu'il plaira à Dieu : me voilà pour un mois à la Vallée, j'ai du temps de reste. Savez-vous pourquoi je vous écris aujourd'hui? C'est que je suis toute touchée de la spéculation du petit sou que vous voulez employer tous les jours en fiacre, cet hiver, pour mon service et ma plus grande satisfaction. Comme je voudrois bien ne vous pas céder, sinon en générosité, du moins en marques d'affection, j'ai réellement envie de faire assassiner votre voisin Lucas pour me loger plus près de vous. Mais, mon Dieu, nous logerons-nous? Pendant mon dernier séjour à Paris,

j'ai été voir vingt-cinq maisons ; j'en ai trouvé beaucoup de jolies, peu chères, presqu'à votre porte, enfin qui nous conviennent ; mais le Chat n'a pas voulu les aller avoir ; il craint d'arrêter un logement où il ne pourra peut-être loger. Puisque vous avez quitté Issy, vous devriez revenir à la Vallée, et amener Victor ; nous ne sommes point jansénistes ici, il s'y plairoit. Pour vous, vous aurez le plaisir d'essayer du lit de Véronique, puis d'un autre lit qui est dans un trou noir ; et enfin, si vous voulez encore voyager, ma chambre et celle du Chat sont à votre service. Quant à Florette, elle vous cédera la sienne, le plus gracieusement du monde ; et au moindre mot, Ménil délogera avec armes et bagages... » Ménil, c'était le cuisinier des Chateaubriand.

Les Joubert étaient si casaniers, quand ils ne voyageaient pas en Provence pour le service commandé de l'Université, que Mme de Chateaubriand n'obtenait pas sans peine leur visite et leur bref séjour à la Vallée. Elle écrivait à Joubert : « M. de Chateaubriand m'a dit que vous étiez à mes ordres. Je vous ordonne donc de venir, avec le Loup, passer beaucoup de jours à la Vallée et surtout d'arriver promptement... » Les Joubert ne venaient pas ! Mme de Chateaubriand se fâchait tout rouge. Ils promettaient de venir? Alors, elle retournait à la mansuétude : « Allons, c'est bien, pour ce qui vous regarde, et nous sommes très joyeux. Mais vous n'êtes pas claire, malgré votre bonne tête, sur l'article de Fontanes et de M. de Langeac. Viennent-ils demain avec vous ou bien un autre jour? Nous envoyons à Paris tout exprès pour le savoir, parce qu'il faut bien que nous prenions nos précautions. A demain donc, j'espère qu'il ne tombera ni hallebardes ni glaçons, car voilà le beau temps. » Pas de réponse ; et nouvelle question, mais drue cette fois : « Nous sommes à peu près aussi avancés que nous l'étions hier. M. de Fontanes et M. de Langeac viennent-ils toujours demain? Il est plus que temps de le savoir. Nous n'avions point dit de déranger leur visite, ils ne sauront ce que veut dire ce caprice ; — vous êtes de drôles de gens, adieu. — Réellement, nous ne sommes point contents du tout. » Et cette affaire s'arrangea.

Cette querelle s'apaisa ; la bonne humeur recommença : « Comment vous portez-vous? Pour moi, je suis malade de fureur, d'être obligée d'aller samedi à Paris pour le jury. Tâchez au moins de savoir avec qui le pauvre Chat jurera ; et si vous le savez déjà, mandez-le-moi. Nous aurons jeudi

un vieux bonhomme de Sceaux, qui viendra lire des vers à M. de Chateaubriand. Il dînera, de sorte que moi je mourrai d'ennui ; si vous voyez le grand Valery, envoyez-le-nous : au moins, je causerai pendant que le bonhomme radotera. Voilà une chaleur insupportable et qui amènera *tonne, tonne*. Vous devriez venir dîner jeudi à la Vallée... » Je ne sais pas si les Joubert allèrent au secours de Mme de Chateaubriand qui avait peur de s'ennuyer.

A l'automne, ils quittèrent Paris pour Villeneuve et les Chateaubriand firent leur tournée de châteaux, qui était une chose dont Mme de Chateaubriand ne raffolait pas et qu'elle acceptait comme l'un des inconvénients d'une vie qu'on ne saurait arranger suivant ses goûts. A Verneuil, au mois d'octobre, elle se trouvait quasi en famille auprès de Mme de Tocqueville, l'une des trois filles du président de Rosanbo : une autre demoiselle de Rosanbo avait épousé Auguste de Chateaubriand, frère du Chat. Et, le 17 octobre, elle écrit à Mme Joubert : « J'approuve votre colère, parce que c'est une bonne chose que la colère. Mais, que vous ayez quelque motif d'y être, non. D'abord, si vous m'avez écrit plusieurs lettres, je n'en ai reçu qu'une. Encore elle m'est arrivée à Verneuil quinze jours après son départ de Villeneuve ; de sorte que, vu ma paresse, je ne suis pas en retard pour y répondre. Après cela, vous ne voulez de mes lettres que pour rire, et il n'y a pas le mot pour rire dans tout ce que je dis et écris maintenant. Qu'est-ce que M. Joubert veut que je lui dise de Mme de Bérenger? Nous ne sommes plus en correspondance : on dit que cela reprendra ; en attendant, je patiente et je me repose ; et tout en me reposant je ne vous ai point écrit... Nous irons la semaine prochaine retrouver notre chère Vallée ; il faut absolument que vous y veniez passer le mois de novembre. Au portrait que vous me faites de la belle dame qui a couché dans notre chambre, j'ai reconnu Mme de Brécieux. Mais il ne faut pas dire que je ne l'aime pas. Je l'aime beaucoup ; seulement elle m'impatiente et impatiente aussi M. Joubert, voilà la vérité. D'ailleurs, comme je suis juste, j'avoue que ses aimables qualités l'emportent de beaucoup sur ses défauts, et que je ne suis si maussade pour elle que parce qu'elle a précisément ceux qui me sont le plus antipathiques ; du reste, plût au ciel que je lui ressemblasse, je vaudrois mieux que moi et vous ne me feriez pas tant de mauvaises querelles... Le Chat a dû vous

écrire hier pour réparer mes torts envers vous. Il les trouve fort grands. Il dit que vous êtes trop bons... Croyez à ses tendresses, mais point du tout à ses compliments. Ni vous ni moi, chère dame, ne sommes trop bonnes. Pour M. Joubert, je conviens qu'il est parfois excellentissime, mais il y a des jours où il s'entend avec nous épouvantablement. Il y a dans votre dernière lettre un petit mot bien barbouillé, où j'ai cru lire que vous reviendriez à Paris le 2 ou le 3 novembre, est-ce cela? Alors, nous vous verrons bientôt, et je m'en réjouis beaucoup. J'aime surtout à vous savoir dans la rue Saint-Honoré où je peux vous voir quand je veux, et même quand je ne le veux pas, car j'ai été vingt fois chez vous en maugréant, mais sans pouvoir m'en empêcher... » Voilà quelle amitié se cachait sous les plaisants dehors d'une feinte bougonnerie.

André Beaunier.

(A suivre.)

L'Inconnue slave et la Russie de demain

Le slavisme est la redoutable inconnue de la restauration européenne. Les yeux fixés sur l'Allemagne, la France ne prête au monde slave qu'une attention intermittente et limitée aux reliefs de l'actualité épisodique. Nous nous sommes peu à peu familiarisés avec le chaos russe. Nous discernons mal les liens moraux qui subsistent entre la Russie et les nouveaux États slaves. Encore moins concevons-nous que le sentiment de la solidarité slave puisse désormais réagir sur la politique internationale : on l'a vu lorsqu'une partie de la presse française a cru pouvoir envisager une coopération tchèque ou yougoslave à l'action militaire dirigée contre les bolchevistes.

Il est cependant difficile de songer à l'établissement d'une paix complète et définitive en Europe tant que la Russie n'aura pas repris son rang dans le concert des peuples et il suffit de parcourir les États du proche Orient pour s'assurer qu'on n'y considérera comme irrévocable le nouveau statut territorial que le jour où la nation russe y aura apposé sa signature. On doit pour cette raison chercher à dégager, avec les antécédents historiques des rapports existant entre les États slaves, l'influence éventuelle que ces États pourront exercer sur une Russie régénérée ou recevoir d'elle dans l'ordre de la politique internationale. Tel est en effet l'angle sous lequel se présente aujourd'hui à nous la ques-

tion slave après une longue évolution dont les étapes méritent d'être rappelées brièvement.

L'idée slave, sous la forme d'un programme plus ou moins défini d'union entre les peuples slaves, chemina pendant des siècles à travers les sentiers de la philologie et de la littérature. On peut regarder le poète ragusain Ivan Gundulic (né en 1558, mort en 1638), auteur de l'*Osmaniade*, comme le premier écrivain qui formula l'idée d'une entr'aide slave en vue de la rédemption de la race opprimée par le Turc, le Magyar ou l'Allemand. Gundulic chanta les victoires du prince Ladislas, le futur Ladislas IV, qui défit les Turcs sur les rives du Dniester. C'était un hymne de gratitude et d'espérance élevé par les Slaves catholiques du littoral adriatique vers la Pologne au lendemain de ses succès éphémères.

Après lui, un prêtre catholique de Croatie, Youra Krijanitch, parla avec un chimérique enthousiasme de la *nation slave;* son œuvre, mélange de linguistique, d'histoire et de politique, traduit une excitation intellectuelle et sentimentale peut-être confusément influencée par le souvenir de Byzance. En Krijanitch se manifeste pour la première fois la conscience, claire et poussée au delà d'une formule poétique, de l'unité de la race slave. Tournant les yeux non plus vers la Pologne, mais vers la Russie, il a eu la conception prophétique du rôle de celle-ci, appelée à cristalliser l'énergie slave. Il en coûte d'être prophète ; Krijanitch fut exilé à Tobolsk peu après son arrivée en Russie, sous le règne d'Alexis, peut-être pour avoir prêché la doctrine uniate et apparu aux Moscovites sous les traits d'un agent de la papauté. Mais il avait amorcé un mouvement qui devait être repris deux siècles plus tard par une génération de penseurs et d'érudits et qui, dépouillé de sa phraséologie utopique, se présentait sous un double aspect : formation d'une conscience de la solidarité des peuples slaves ; action émancipatrice en faveur des Slaves opprimés.

Depuis la prise d'Azof sur les Turcs par Pierre le Grand en 1696, le centre de gravité des espérances slaves se fixa en Russie : il y resta pendant plus de deux siècles, exception faite du point de vue polonais. Les trois règnes de Pierre le Grand, de Catherine II et d'Alexandre I[er] contribuèrent à éveiller la conscience nationale russe au contact des Slaves des Balkans, d'Autriche et de Hongrie. Ce contact détermina des courants d'influence réciproque entre des peuples frères

qui se découvraient après de longs siècles d'isolement et de mutuelle ignorance. Un académicien serbe, M. Stoyanovitch, a récemment publié une série de témoignages de Serbes contemporains de Pierre le Grand d'où il appert que, dès cette époque, les Slaves du Sud considérèrent les succès de la Russie comme leurs propres succès. Sous Catherine, chaque guerre contre l'empire ottoman donna lieu à des levées de contingents slaves. Après l'échec de leurs insurrections, les Slaves se réfugièrent en masses dans le midi de la Russie où leur furent distribués de vastes districts. Pendant les guerres napoléoniennes, la flotte de l'amiral Seniavine assista, aux bouches de Cattaro, les Monténégrins unis aux Serbes. Mais une défaillance de la diplomatie russe rendit, lors du Congrès de Vienne, les bouches de Cattaro aux Autrichiens ; on prétendit qu'Alexandre Ier avait consenti cette trahison slave au prix d'une nuit de la belle Mme de Metternich. Enfin, lors du premier soulèvement serbe, le général russe O'Rurck s'unit à Karageorge pour battre l'armée turque à Varvarino, au nord de Nich.

Sur le terrain des idées, l'immense labeur de l'école historique allemand fut, au dix-neuvième siècle, un exemple et un stimulant pour le slavisme. Le *sanctus amor patriæ dat animum* qui servit d'épigraphe aux *Monumenta Germaniæ historica* inspira les *Antiquités slaves* de Chafarik (1837) et l'*Histoire de Bohême* de Palatsky. Les Slaves se passionnaient pour ces études : ils se laissaient gagner par cet orgueil de race que la science allemande étalait avec une prodigieuse débauche de textes et de compilations.

Un Slovaque, Kollar, un Croate, Kukuljevitch, deux Slovènes, Kopitar et Stanko Vraz, un Serbe, Vouk Karadjitch, formèrent la pléiade d'érudits et de littérateurs romantiques qui révélèrent aux peuples slaves le fonds commun de leur culture et de leurs traditions. Cette offensive scientifique, que Renan appellera un peu dédaigneusement « la philologie comparée transportée sur le terrain de la politique », fut le prélude d'une ère d'agitation slave et de craquements périodiques par où les esprits clairvoyants pouvaient pressentir la catastrophe qui emporterait l'œuvre du Congrès de Vienne. Jamais l'érudition pure n'avait déchaîné une pareille puissance explosive. Jamais, pour mieux dire, cette érudition n'avait plus expressivement mis au jour un instinct populaire latent depuis des siècles et prêt à se trans-

former soudain en une de ces forces élémentaires qui tuent ou créent les empires.

Cette réaction fut précipitée par la recrudescence de l'antagonisme des races en Hongrie. La révolution de 1848 avait jeté dans toute l'Europe des traînées de poudre. L'Autriche-Hongrie se trouva, dans les années qui suivirent, en proie à deux courants opposés qui représentaient beaucoup moins des conceptions politiques différentes que les aspirations à la vie de deux groupes ennemis parmi les nations de cet Empire disparate. Tandis que les libéraux de Vienne insurgés contre le pouvoir absolu marchaient à l'unisson du Parlement de Francfort et comprenaient dans leurs rangs les Allemands d'Autriche, tandis que les libéraux magyars rompaient avec les Habsbourg et portaient Kossuth au pouvoir, les Slaves de Cisleithanie et de Transleithanie, par un naturel choc en retour des races opprimées, se dressaient contre les tendances qui visaient au renforcement des deux hégémonies : tudesque et magyare La crise ethnique atteignit son maximum d'acuité en Hongrie où les Croates marchèrent à la défense du trône sous la conduite du ban de Croatie, Jelatchitch, pendant que les Slaves de Hongrie (Slovaques et Serbes) regimbaient sous les persécutions d'un régime que le journalisme occidental confondit follement avec le libéralisme parlementaire. La Russie intervint en 1849, non pas seulement, comme on l'a longtemps cru, pour sauver le principe monarchique, mais aussi sous l'obligation morale de ne pas laisser succomber les Slaves de Hongrie. Par la victoire de Vilagoch, les armes russes rendirent aux Habsbourg la Hongrie qui leur échappait. Six ans plus tard, lors de la guerre de Crimée, l'Autriche, suivant un mot célèbre, devait étonner le monde par son ingratitude. On conte que Nicolas Ier, au déclin de son règne, visita Varsovie et s'arrêta pensif devant la statue de Sobieski : « Voilà, dit-il, le premier des imbéciles qui travailla pour les Habsbourg. Et le second, c'est moi ! »

Ce fut au fort de ces mêlées de races que les peuples slaves tinrent leurs premières assises. La Bohême, le plus civilisé des peuples slaves, fut la première à tendre la main à ses frères. Le premier congrès slave eut lieu à Prague en juin 1848 : il eut pour objet l'établissement de relations périodiques entre les peuples slaves et l'élaboration d'un programme d'action pour ceux de ces peuples qui étaient

soumis à la domination autrichienne ou magyare. Ce congrès, qui réunissait trois cent soixante-trois membres, sous la présidence de l'historien tchèque Palatsky, fut divisé en trois sections : russo-polonaise, yougoslave et tchécoslovaque. Tout en protestant de son loyalisme à l'égard des Habsbourg, il réclama pour les populations slaves les droits et garanties assurés aux Allemands et aux Magyars. Des émeutes éclatèrent à Prague à la suite de cette réunion et la répression qui y mit fin montra que les Slaves n'avaient pas grand'chose à attendre de Vienne. Les yeux du monde slave se tournèrent de nouveau vers la Russie.

Le poète et le précurseur du courant slavophile russe avait été le Moscovite Alexis Khomiakoff, né en 1804, mort en 1860 du choléra. Bien qu'il eût une culture générale très étendue, il était profondément attaché à la tradition nationale et religieuse. Vivant dans un milieu littéraire et philosophique où l'occidentalisme faisait alors fureur, il sentit profondément la nécessité de réagir. Au cosmopolitisme des idées et à la philosophie de Schelling dont ses contemporains étaient férus, il opposa un système nouveau fondé sur l'obligation, pour tout peuple, qui veut atteindre son plein développement, de se maintenir dans son ambiance originelle de foi, de mœurs et de traditions. Ainsi, tandis que les Tchèques, les Croates, les Slovènes, avaient d'abord aperçu dans le slavisme un instrument de solidarité consciente et de libération, la Russie commençait par y voir un rempart contre l'intrusion de la pensée occidentale. L'idée fondamentale de l'école dite slavophile était celle-ci : l'Occident est en pleine putréfaction ; il appartient à la Russie de se garder pure de toute contamination pour jouer le rôle régénérateur que la Providence lui assigne. Dans l'histoire universelle, les peuples ont pour destinée de réaliser un des aspects du génie humain et de porter cette réalisation jusqu'à son point de perfection. La Grèce antique a exprimé la beauté plastique, Rome a reçu la mission providentielle de réaliser la conception de l'État et du Droit. Les peuples chrétiens de l'Europe occidentale ont développé le rationalisme et ses applications à la vie réelle en donnant un relief spécial aux tendances individualistes : témoin la doctrine de Luther, le libéralisme politique anglais, l'égalitarisme français.

Aux tard-venus de l'histoire, la Russie et les autres peuples slaves, un rôle décisif reste à jouer dans l'évolution

humaine : c'est de dégager la valeur sociale de l'amour et de la fraternité. La race slave trouvera dans sa mentalité et ses institutions les conditions requises pour remplir cette mission. Il est seulement nécessaire qu'elle entretienne et développe ses traits originaux.

Voilà le côté psychologique et providentiel de la thèse slavophile où l'on retrouve une inconsciente réminiscence de la construction philosophique hégélienne, d'où était sorti l'idéal ultranationaliste allemand et d'où allait maintenant dériver, à travers Khomiakoff et son école (Kirejevski, Constantin et Ivan Aksakoff, Youri Samarine), un puissant mouvement de réaction contre le germanisme.

Les odes de Khomiakoff constituent ce qu'on pourrait appeler l'épigraphe du slavophilisme moscovite. Elles sont un pathétique et prophétique appel à la solidarité slave. « Regarde au sud la steppe immense et l'occident lointain... Ils sont nombreux dans les Carpathes et dans le gouffre des Balkans, ils sont nombreux nos frères esclaves du Turc et de l'Allemand... Réchauffe-les au feu de ton amour et le jour viendra où les aiglons nos frères, brisant leurs fers d'un bec d'airain, prendront à leur tour le vol de l'aigle » (*Ode à l'aigle*, 1832). Le leitmotiv de ces odes, c'est la mission divine de la Russie qui doit relever ses frères et les soustraire au joug de l'oppresseur. Mais cette mission ne va pas au delà d'une hégémonie morale. « N'aie pas d'orgueil, dit ailleurs le poète, vis-à-vis de Belgrade, ô toi, Prague, capitale des pays tchèques. Ne méprise pas le sanctuaire bohême de Vychegrad, ô toi, Moscou, la ville aux coupoles dorées. Frères de même sang, rappelons-nous tous que nous nous devons une égale et fraternelle affection. »

L'école slavophile eut à ses débuts ce que nous appellerions aujourd'hui une « mauvaise presse ». Les occidentalistes qui dirigeaient alors la critique et manœuvraient l'opinion traitèrent de chauvins et d'obscurantistes les amis de Khomiakoff. A l'étranger, où un vers malencontreux de Pouchkine («les ruisseaux slaves viendront-ils tous se fondre dans l'océan russe?) avait jeté déjà pas mal d'alarmes, on agita aussitôt le spectre du panslavisme.

Cependant, le mouvement slavophile, qui allait jouer un rôle considérable jusqu'à la guerre mondiale, n'impliquait dans l'ordre politique aucun esprit de conquête, aucun prosélytisme par le glaive. C'était une idée essentiellement

défensive, qui eût pu se cristalliser dans la formule allemande : « Vivre et laisser vivre », *leben und leben lassen.* Le mot panslavisme n'existe pas dans la langue russe. L'idée slave avait couvé avec une intensité sourde à travers le cours de l'histoire russe. Arrivée à son point de maturité, elle se présentait sous deux faces, l'une interne, l'autre extérieure. Il s'agissait avant tout pour les théoriciens du mouvement d'imposer une mentalité russe dans le règlement des affaires intérieures russes. C'est ainsi que le problème de l'affranchissement des serfs fut étudié par Samarine, un des chefs de l'école. Le slavophilisme se profilait sur le fond de la conscience nationale comme une idéologie sociale, politique et religieuse. Hors de Russie, il visait naturellement à un raffermissement de la solidarité ethnique entre tous les Slaves. Mais si la Russie menait le mouvement, ce devait être par vocation et non par ambition. Réduisant son rôle à celui d'entraîneur et de protecteur, le slavisme russe ne poussait guère ses prévisions au delà de l'étape de la libération. S'il l'avait fait, il est évident qu'il aurait incliné plutôt vers un *Staatenbund* que vers un *Bundstaat.*

Le congrès de Moscou, en 1857, marqua l'apogée du slavophilisme russe au milieu de l'enthousiasme qui avait salué l'émancipation des serfs. A vrai dire, ce fut moins un congrès qu'une réunion amicale dont l'initiative avait été prise par la Société des sciences naturelles de Moscou. Quatre-vingts délégués des peuples slaves répondirent à l'appel des organisateurs : c'étaient des Tchèques, des Serbes, des Croates, des Bulgares, des Slovaques et des Russes-Galiciens. Les Polonais, encore sous le coup de la répression de 1863, s'étaient abstenus. Les délégués furent reçus à Tsarskoïé-Selo. L'historien russe Pogodine prononça un discours où il exprima le vœu que la réunion fût le point de départ d'une ère de relation constante entre tous les Slaves. On décida de tenir tous les deux ans un congrès dans une ville fixée d'avance pour y discuter les divers problèmes se rattachant à la mutualité slave ; de fonder une société d'éditions pour resserrer les liens intellectuels entre les peuples slaves ; d'instituer à Moscou un comité permanent qui servirait de trait d'union entre les organisateurs slaves.

Bien que les principaux articles de ce programme fussent restés lettre morte, en raison de l'apathie de l'opinion russe, le comité slave de Moscou, fondé aussitôt après le congrès,

et sa filiale de Saint-Pétersbourg, créée au printemps de 1868, déployèrent dans les années qui suivirent une activité continue soit comme sociétés de bienfaisance, en donnant l'instruction aux jeunes Slaves originaires des régions opprimées, soit comme sociétés d'édition, en publiant des ouvrages, dictionnaires, cartes, revues, etc., pour la propagation de l'idéal commun. Entre 1875 et 1878, les deux organisations furent particulièrement en faveur auprès de la société russe : des millions de roubles affluèrent aux collectes dont elles prirent l'initiative ; des comités de secours vinrent en aide aux réfugiés de Bosnie-Herzégovine ; des armes furent envoyées aux chrétiens soulevés contre l'Islam ; une légion de volontaires russes fut armée et envoyée en Serbie un an avant la déclaration de guerre de la Russie, qui n'eut lieu qu'en avril 1877.

Le mouvement ne prenait pas moins d'ampleur dans les autres États slaves. Tandis que les députés tchèques refusaient de siéger au Parlement cisleithan, que les Slovènes réclamaient les droits de leur race et de leur langue, que les Croates, à la voix de Mgr Strossmayer, faisaient de Zagreb un foyer de culture nationale, les Serbes parachevaient leur émancipation et les Bulgares obtenaient en deux étapes (1860 et 1870) la création de l'exarchat. Le monde slave était en pleine effervescence. Le germanisme s'alarmait. « On collera, s'il le faut, les Slaves au mur », avait dit le chancelier de Beust.

La guerre russo-turque de 1877-1878 fut en quelque sorte l'épilogue militaire de cette période d'agitation. Le congrès de Berlin fournit à Bismarck et à lord Beaconsfield l'occasion de réprimer les élans de la race slave et de mater les propagandes ethniques sous couleur d'assurer la paix européenne.

Dans les années qui suivirent, l'intérêt porté par la Russie aux pays slaves parut décroître. Les affaires intérieures absorbèrent l'attention du gouvernement impérial. Cependant, malgré le sentiment de lassitude qui envahit la société russe sous le règne d'Alexandre III (1881-1894), des déceptions mêmes que le congrès de Berlin avait laissées dans les cœurs naquit une forme nouvelle de l'esprit slavophile replié sur l'œuvre de consolidation nationale. Jamais on ne poursuivit avec autant de fermeté et de méthode la réalisation d'un programme nationaliste que sous ce règne de treize

années qui laissa deux monuments reliés par une connexion peu apparente, mais étroite : le Transsibérien et l'alliance franco-russe, et qui travailla à resserrer les liens unissant les confins et les allogènes au noyau central.

Ainsi le mouvement slave, si différent de l'image caricaturale du panslavisme que l'Allemagne avait popularisée en France avec un incroyable succès, suivit une courbe divergente en Russie et chez les autres Slaves de l'ouest et du sud. Le slavisme moscovite se différenciait du slavisme tchèque, par exemple, non seulement par ses tendances internes, mais par sa structure psychologique. Le mysticisme patient des Russes visait certes à des réalisations pratiques, mais sur la base d'une évolution millénaire. Les Tchèques, de mentalité moins nébuleuse et de puissance volitive intense, cherchaient des résultats immédiats. On parlait, à Moscou, de la mission divine de la chrétienté d'Orient ; à Prague, du boycottage des articles allemands et de l'écoulement des produits de l'industrie tchèque. Entre deux peuples d'un tour d'esprit aussi différent, il était difficile de maintenir longtemps une action morale concomitante.

D'autre part, le monde officiel russe ne tarda pas à tenir en défiance les représentants du courant slavophile. Tandis que l'Europe voyait dans le panslavisme une sorte de volcan russe, la diplomatie tsarienne s'évertuait sans relâche, vers la fin du dernier siècle, à rompre toute solidarité avec les tenants de l'idée slave qui avait inspiré le règne d'Alexandre III. Le mot de *bratouchka* (petit frère), né en 1877, lors de la campagne bulgare, perdait sa signification touchante et devenait un terme de méprisante ironie à l'égard des autres nationalités slaves. L'influence germanique, qui s'exerçait à Pétersbourg par les barons baltes et par la cour, sut exploiter les répugnances du libéralisme et de l'intellectualisme à la mode de l'Occident contre un mouvement qui tendait à ramener le pays aux sources de sa tradition. Par là s'expliquent les défaillances de la Russie officielle aux heures critiques de l'histoire du monde slave.

Mais, même reléguée dans les milieux politiques d'opposition et les sociétés patriotiques, la pensée slave mûrissait en Russie comme ailleurs. Guillaume II suivait avec une attention inquiète ce travail sourd et fatal qui devait mettre, aux environs de 1930, l'Allemagne en face de la plus formidable poussée de race que le monde eût jamais vue. Et l'empe-

reur allemand fit éclater cette collision avant terme pour tirer avantage de sa préparation militaire.

L'honneur de la Russie s'identifiait, à la veille de la guerre, avec la défense des peuples slaves. Deux fois déjà au cours de ce siècle, le cabinet de Pétersbourg avait, par un esprit de pacifisme outrancier, transigé avec son idéal. En janvier 1909, intimidé par une lettre de Guillaume II qui le menaçait d'une guerre immédiate, le tsar avait dû abandonner les Serbes au moment où l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine. Stolypine eut alors une phrase pour expliquer ce recul en ménageant l'avenir : « Accordez encore dix ans de charrue aux paysans de Kostroma. » Une seconde humiliation fut infligée à la Russie en avril 1913 quand elle dut se joindre, pour complaire à l'Autriche, au concert européen qui contraignit le Monténégro à lever le siège de Scutari.

La crise de juillet 1914 plaçait donc la Russie pour la troisième fois devant l'éventualité d'un renoncement qui eût été un véritable désastre moral, pour ne pas dire un suicide. Nul ne pressentit mieux que Nicolas II, qui avait l'âme honnête, la tragique et décisive importance de cette heure historique. Lorsqu'il adressa à son représentant à Belgrade le fameux télégramme : « Dites aux Serbes qu'ils peuvent compter sur moi », il fut un moment de la conscience slave. Ce prince, si souvent médiocre par les dispositions de sa nature mystique et pusillanime, se haussa ce jour-là au rôle d'interprète de la volonté d'un monde.

On ne saurait trop le répéter : en dehors de l'idéologie slavophile qui imposait à la Russie la tâche de libérer les Slaves opprimés par le Turc, le Magyar ou le Germain, aucun intérêt matériel n'entraînait l'empire vers la guerre. Il n'était pas question de Constantinople au début d'août 1914, puisque la Turquie n'était pas en guerre. Pour l'idée slave la Russie a joué toutes les forces de son immense empire.

Les choses se sont passées comme si une fatalité mystérieuse avait fait de l'effondrement russe la rançon de la liberté des jeunes peuples slaves. L'Europe a rendu à ceux-ci le droit à la vie qu'elle leur avait si longtemps refusé, au moment où le grand frère slave rentrait dans le chaos. Synchronisme où le mysticisme russe ne manquera pas de voir le couronnement par le martyre de la vocation de l'empire moscovite !

*
* *

Absente dans les traités qui ont remanié la carte de l'Europe, la Russie n'en reste pas moins au premier plan des préoccupations et des espérances des autres peuples slaves. Elle est devenue un impondérable dont nos diplomates auraient le plus grand tort de ne pas faire cas dans leurs rapports avec Prague ou Belgrade. Sans remonter plus haut, on a pu juger de l'effet déplorable qu'a eu sur l'opinion serbe le retrait de notre appui à l'armée Wrangel, retrait sans doute justifié par des considérations financières, mais qu'on a laissé présenter sous une forme, somme toute, assez malencontreuse. Les Slaves gardent à leur aîné dans le malheur un touchant attachement et il est à remarquer que ce sentiment est d'autant plus vif qu'on descend plus avant dans les couches populaires.

Un rapide exposé des rapports psychologiques qui unissent actuellement les peuples slaves est ici nécessaire.

Il faut mettre la Pologne en marge de la solidarité slave. Ce sera même une tâche singulièrement délicate pour notre diplomatie que d'harmoniser les sympathies traditionnelles de la France à l'égard de la Pologne avec les liens moraux qui doivent nous unir à une Russie éventuellement reconstituée ainsi qu'à la Tchécoslovaquie et à la Yougoslavie, appelées à rester l'une et l'autre dans l'orbe des influences moscovites.

On n'a pas perdu le souvenir de la tension tchéco-polonaise, en 1920, au sujet de l'attribution de la Silésie de Teschen, prise entre deux courants slaves. La question a été réglée, mais des griefs subsistent qui ne sont « ni oubliés ni réparés », selon l'expression du prince Sapieha. Tout porte à croire que la politique pacifique et réaliste de Prague et le bon vouloir polonais viendront à bout de ces difficultés. Les divergences les plus à redouter entre les deux peuples sont celles qui dérivent non pas des accidents politiques mais de leur mentalité traditionnelle : appréciation de la question juive et, surtout, attitude observée à l'égard de la Russie.

Au temps de la lutte engagée par Varsovie contre le bolchevisme, on se posait à Prague et à Belgrade cette question : la Pologne combat-elle le bolchevisme ou la nation russe?

Les Polonais se sont attachés à infirmer l'accusation de russophobie et d'impérialisme que leurs frères du Sud leur adressaient alors. Dans une brochure intitulée *Pologne, Yougoslavie, Russie*, M. Erasme Piltz, ancien ministre de Pologne à Belgrade, a exposé, en termes clairs et conciliants, la réponse de ses compatriotes à ce grief. Il montre la politique polonaise commandée par l'appréhension d'une alliance entre la Russie et l'Allemagne, alliance qui menacerait l'indépendance de la Pologne. Il repousse toute idée de fédération slave sous l'hégémonie russe. « Entre la Pologne et la Russie, dit-il, il ne peut être question que du rapport de deux grandes puissances slaves traitant d'égale à égale, puissances qui peuvent être opposées, mais qui peuvent aussi se donner la main pour établir des relations amicales et régler leurs contestations territoriales. »

Envisageant l'avenir des rapports entre ses compatriotes et les Yougoslaves, M. Piltz ajoute : « Il n'est rien qui nous sépare ; au contraire, tout nous unit. On ne trouverait pas un Polonais qui ne souhaite la prospérité et le développement de l'État des Serbes, Croates et Slovènes. On n'en trouverait pas un qui ne considère l'alliance avec la Yougoslavie comme une œuvre féconde et désirable au plus haut point. Mais si un des publicistes serbes les plus en vue n'hésite pas à prétendre que les rapports polono-yougoslaves doivent dépendre de nos rapports avec la Russie, j'estime pouvoir dire, sans craindre un démenti, qu'aucun gouvernement polonais, aucun parti polonais n'acceptera de telles réserves et une semblable façon de poser la question. »

On ne pose certainement pas la question sous cette forme dans les milieux officiels de Prague ou de Belgrade. Mais les gouvernements proposent et l'opinion dispose. Il était autrefois rare que le « Kolo polsko » ou bloc des 77 représentants des partis polonais au Parlement de Vienne votât avec les Tchèques et les Yougoslaves. L'unanimité de vues sur les questions d'intérêt commun ne s'est pas rétablie depuis que la Pologne a retrouvé son indépendance : ceux qui connaissent les tractations d'où est sortie la petite Entente pourraient en dire long à ce sujet...

C'est à Belgrade, métropole par intérim du monde slave, que l'on suit avec le plus d'émotions et de secrètes espérances les péripéties du drame moscovite. Sans doute, Prague a

été le laboratoire, l'académie de l'idée slave, comme Moscou, avant de tomber aux mains des aventuriers de l'Internationale, en fut le temple et le foyer. Mais c'est aujourd'hui Belgrade qui donne le plus pur exemple de solidarité slave. Ce sont les Serbes qui ont gardé au grand frère dans le malheur la sollicitude la plus fidèle ; les plus hautes personnalités de l'ancien empire vivent en Serbie dans une ambiance de touchante cordialité ; elles y ont constitué une organisation solide et des cadres qui pourraient éventuellement devenir ceux de la restauration russe si la loi dynamique de la réaction appelait l'absolutisme à relever les ruines accumulées par le bolchevisme.

Le slavisme des Serbes est avant tout un « russisme ». Nul ne doute à Belgrade que le géant russe doive se réveiller un jour d'entre les morts et redevenir un facteur primordial de la politique mondiale.

En Bulgarie, l'idée slave a subi une éclipse pendant la guerre. Ce fut le temps des manifestations « touraniennes », par où certains dirigeants bulgares s'appliquaient à démontrer la consanguinité de leur peuple avec les Magyars, le temps où le poète Cyrille Kristoff se qualifiait orgueilleusement de « tartaro-bulgare ». Courbés sous le vent de la défaite, les Bulgares se souvinrent qu'ils avaient été longtemps les enfants gâtés du monde slave et plaidèrent, avec l'oubli de leur erreur, le retour à une politique de solidarité ethnique sous la forme d'une confédération russo-balkanique. « L'avenir de la Bulgarie est étroitement lié à celui de la Russie », déclarait le ministre Bakaloff. « Nous espérons, disait le *Dnevik*, de Sofia, que la Russie reconnaîtra qu'elle est condamnée à la ruine si elle se sépare du monde slave. Il est clair que la Russie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Bulgarie, qui représentent une population de 200 millions d'hommes, peuvent jouer un rôle capital dans la nouvelle phase des événements mondiaux. »

Ces déclarations allaient de pair avec les avances répétées que M. Stambolisky faisait aux Yougoslaves pour les inviter à passer l'éponge sur les événements de 1913 et de 1915 et à accepter la main que leur tendait le peuple bulgare. Avances jusqu'ici infructueuses, car l'état des relations entre les deux peuples n'est guère plus cordial aujourd'hui qu'il ne l'était au lendemain de l'armistice. Cependant, à Bel-

grade, nombre d'hommes politiques estiment qu'une fois que la Bulgarie aura donné des témoignages répétés et non équivoques de son repentir, il sera difficile de se refuser à la réadmettre au sein de la communauté slave. C'est une question de temps et d'opportunité : elle est vouée à un insuccès certain si elle est posée avant que les cicatrices ouvertes par la guerre soient refermées dans le cœur des Serbes. On en fit l'expérience en juin 1920 lorsque la participation de la Bulgarie à la septième fête fédérale des Sokols, à Prague, faillit entraîner l'abstention de la délégation yougoslave. Soit dit en passant, la France commettrait une erreur de psychologie en proposant ou imposant ses bons offices en vue d'un rapprochement serbo-bulgare, car ces bons offices seront toujours considérés à Belgrade comme le complaisant écho d'une suggestion bulgare.

Les Tchécoslovaques, sollicités de Sofia pour jouer ce rôle de médiateur au nom de la solidarité slave, s'y sont catégoriquement refusés. « Le principe fondamental de ma politique, a déclaré M. Benes à ce sujet, consiste à envisager les affaires en tenant compte des réalités. Nous souhaitons un rapprochement entre les Yougoslaves et les Bulgares parce qu'il serait profitable à tous, mais ce rapprochement doit résulter de la volonté des deux nations. Il doit répondre non aux déclamations d'une politique de sentiment, mais aux besoins des deux partis. Tant qu'il n'en sera pas ainsi, les efforts des idéalistes seront vains. »

Les Tchécoslovaques sont restés fidèles à un idéal dont ils furent les premiers apôtres. Leur slavisme se rapproche beaucoup de celui des Yougoslaves avec lesquels ils semblent appelés à entretenir des rapports étroits par-dessus l'Autriche et la Magyarie. Il est à remarquer que les nations slaves que la géographie réunit sont celles que l'histoire ou la politique oppose : Polonais et Tchécoslovaques, Serbes et Bulgares. Les Serbes ont pour la Tchécoslovaquie un véritable sentiment d'admiration. De nombreux étudiants serbes ont vécu à Prague et ce sont les Tchèques qui ont organisé les Sokols de Serbie. Les fêtes des Sokols en 1920 furent pour le peuple tchèque ce que fut, pour le peuple français, la revue des armées victorieuses : elles consacrèrent le rôle historique de la Bohême dans le monde slave.

Les sympathies tchéco-serbes sont allées se fortifiant depuis le début du siècle. Pendant la crise d'annexion de la

Bosnie, la loi martiale fut proclamée à Prague parce que les cris répétés de « Vive la Serbie ! » avaient retenti dans la ville. Pendant la crise albanaise de 1912-1913, le 28e et le 102e d'infanterie, deux régiments purement tchèques, se rendant à la frontière, furent salués dans toutes les gares des cris de *Slava Srbum!* (vivent les Serbes). Pendant la guerre, les Tchèques ont été les seuls Slaves qui aient « saboté » l'armée impériale et royale. Les soldats et officiers tchèques de l'armée d'occupation en Serbie eurent pour les habitants tous les égards possibles. Il y a là un ensemble de souvenirs que la Serbie n'est pas près d'oublier et dont on trouve l'influence dans la vénération qu'elle professe à l'égard de Masaryk, auquel son attitude courageuse pendant le procès Friedjung mérita la reconnaissance de tous les Yougoslaves.

* * *

Pour tirer la morale de cet exposé historique et politique, on peut maintenant se demander ce que représentera le slavisme dans la future dynamique européenne.

A priori, il semblerait que l'idée slave dût perdre de sa vigueur chez les peuples qui s'en sont longtemps réclamés pour trouver un point d'appui à l'extérieur, un élément moral de rénitence à l'intérieur. Car, la guerre mondiale ayant brisé leurs chaînes, ces peuples sont fatalement entraînés aujourd'hui vers une politique égoïste limitée par les horizons nationaux. Bien que certains esprits chimériques prédisent encore l'établissement d'un « front politique » Fiume-Dantzig, qui tirerait au large de l'Europe une diagonale ethnique, on aperçoit mal une application positive de l'idéologie slave dans le conflit d'appétits économiques dont l'Europe nous offre le spectacle. Force d'aversion ou de subversion, le slavisme n'enserre aucune vertu organisatrice.

Un fait géographique important serait seul, aujourd'hui, de nature à aviver la solidarité slave. Le remaniement de la carte de l'Europe a éloigné les Slaves des accès à la mer libre. Si on suit les côtes de la Baltique des confins de l'Estonie au port libre de Dantzig, on ne rencontre aucun port entièrement slave, encore que l'arrière-pays soit peuplé de Slaves. Sur l'Adriatique, la côte dalmate n'offre que des débouchés médiocres adossés à des pentes abruptes. Malgré un hinterland slave, l'Égée n'a pas non plus d'issue slave. Les ports

de la mer Noire peuvent être paralysés par une batterie lourde installée à Kilid Bahr. Le monde slave voit la main de l'Angleterre dans le veto qui l'empêche de former, dans un proche avenir, des puissances maritimes rivalisant avec celles des nations germaniques, anglo-saxonnes ou latines, au profit de la Grèce constantinienne et des États baltes qu'il considère comme des têtes de pont britanniques. Contre cette exclusion, une action commune des nations slaves s'ébaucherait peut-être, si celles-ci n'étaient pas aussi fermement convaincues que le statut de l'Europe est provisoire tant que la Russie régénérée n'aura pas dit son mot.

En tout cas, le slavisme sera toujours, agissant sur la conscience de millions et de millions d'êtres, une puissante aspiration sentimentale faite de foi mystique, de velléités, de réflexes et d'inquiétudes. On l'eût naguère dédaigné, à n'en juger que par l'attitude de la Russie officielle. Il est cependant entré au moins pour les trois quarts dans le remous qui a déchaîné la guerre. Sans doute, un reflux comparable à celui de 1914 n'a plus désormais aucune raison de se produire. Mais le sentiment d'une solidarité interslave et les réactions émotives d'une mentalité millénaire ne paraissent nullement à la veille de disparaître : qu'on consulte à cet égard ceux de nos compatriotes qui ont vécu, depuis la guerre, à Prague ou à Belgrade.

Or, la question est, pour la France, d'une importance toute spéciale. L'alliance franco-russe est sortie du courant slavophile. On pourra discuter les fondements de notre politique russe et notamment la contradiction qu'il y eut à vouloir porter l'Empire allié au maximum de sa puissance militaire en le poussant en même temps à adopter des institutions démocratiques qui — en Russie — ne pouvaient s'implanter qu'au prix d'un ébranlement incalculable de tous les ressorts de l'État. L'incomparable candeur avec laquelle on accueillit, en France et en Angleterre, l'aube du bolchevisme, sans en prévoir les dérivations logiques, montre les aberrations qu'entraîne la subordination de l'intérêt national au fétiche du libéralisme. Alexandre III avait cependant défini l'esprit de l'alliance le jour où, sous les yeux de l'Europe étonnée, il s'était levé tête nue pour entendre la *Marseillaise*.

L'avenir dira si la leçon de la guerre nous a libérés de semblables préjugés. Mais de quel côté penchera la Russie si

elle se relève? On entend répéter qu'elle sera la proie désignée des ambitions germaniques; cette éventualité est envisagée en France avec une sorte de fatalisme ou de résignation qui dispensent d'un examen plus approfondi de la question et qui ont d'ailleurs l'avantage de mettre les choses au pis dans la fixation de notre ligne de conduite à l'égard de l'Allemagne.

Il est toutefois difficile de penser que la Russie puisse se reconstituer, sous quelque forme politique que ce soit, sans faire appel aux forces séculaires de son génie ethnique, dont le régime judéo-asiatique de Lénine est la négation. Le slavophilisme, école de synthèse nationale, peut jouer un rôle décisif dans la restauration interne de l'État russe.

Reste à savoir quelles en seront les orientations extérieures. Ce serait à cet égard un sérieux avantage pour nous que de pouvoir compter sur la sympathie agissante et loyale des Tchèques et des Serbes : la Russie pourrait malaisément adopter une attitude qui la mît, dans les problèmes européens, en opposition ouverte avec les deux peuples qui représentent l'un l'esprit de réalisation, l'autre la valeur épique du slavisme.

Mais le slavisme est-il par lui-même une force antigermanique? Non, répondent les Russes lorsqu'on leur pose la question. Le slavisme n'est venu à la haine de l'Allemagne que par suite des tendances voraces de Berlin et de Vienne. On se rappelle le mot terrible de Skobeleff devant une délégation d'étudiants serbes à Paris : « Chez nous, nous ne sommes pas chez nous. » Toute la signification défensive du slavisme est là. Sans doute, le germanisme qui considérait comme une nécessité vitale d'opprimer les Slaves, jugeait-il agressive cette répugnance à se laisser opprimer. Aussi avait-il solidement pris position à Pétersbourg : onze tsars ou tsarines depuis Pierre le Grand furent de sang allemand ou soumis à une influence matrimoniale allemande; par ce seul trait on peut juger de la fatalité qui pesa depuis le dix-huitième siècle sur l'histoire de la Russie. Jamais le germanisme ne s'y heurta à une haine psychologique comparable à celle que la France éprouva pour les Allemands à partir de la guerre de 1870. L'alliance franco-russe ne fut pas une coalition d'antipathies; elle découla seulement du fait que les intérêts des deux États avaient un dénominateur commun.

La Russie, oubliant que l'Allemagne lui a inoculé le virus bolcheviste, n'aura pas, demain, la germanophobie du Polonais ou du Tchèque. Son attitude restera défensive.

La question se trouve donc déplacée. L'Allemand peut-il vivre sans manger de la chair slave? L'histoire est là pour répondre : en l'an 1000, l'Elbe marquait à peu près la frontière orientale du monde germanique ; en 1900, cette frontière était reportée de plusieurs centaines de kilomètres à l'est. La guerre a fait reculer l'envahisseur, mais rien ne permet de croire que le mouvement soit définitivement enrayé, les événements de Silésie sont même l'éloquente démonstration du contraire. La Russie n'étant plus le voisin immédiat de l'Allemagne, les Tchèques et les Polonais restent seuls dans l'engrenage. Néanmoins, le premier soin d'une Russie restaurée sera de chercher à se réincorporer les *membra disjecta* de l'ancien empire moscovite. L'Allemagne, si elle s'en sent la force, ne peut manquer de venir en aide aux éléments irrédentistes des provinces baltes et au nationalisme ukrainien dont le développement artificiel fut son œuvre. La menace subsiste donc d'une rivalité germano-russe. Par sa place dans l'histoire et dans le monde slaves comme par le jeu périodique des lois qui dominent la politique de l'Europe orientale, la Russie est appelée à se retourner de nouveau vers les États de l'ouest et à leur demander la garantie de sa sécurité et de son indépendance.

Cette échéance paraît inéluctable. Mais la période de redressement donnera sans doute lieu à d'assez âpres discussions. Les émigrés, qui vivent à Paris ou à Londres depuis la Révolution et qui n'occupent dans l'ensemble de l'émigration russe qu'une place infime et discutée, s'efforcent d'interpréter le « silence russe » dans le sens de leurs désirs et il est à craindre que leur action, toute personnelle, entraîne l'opinion française vers de redoutables illusions. Nombre de Russes, même parmi ceux qui ont reçu la plus forte empreinte de notre culture, professent aujourd'hui à l'égard de la France des sentiments fort différents de ceux que nous leur avons connus aux jours héroïques de Verdun. Ils nous reprochent comme aux autres alliés d'avoir permis le démembrement du territoire russe, et, particulièrement, notre rôle dans la capitulation d'Odessa et dans la dislocation des troupes de Wrangel. Toutefois, il leur est impossible

d'oublier que, seule, la France a toujours refusé d'entrer en rapports, sous quelque prétexte que ce soit, avec le régime de fait établi à Moscou.

Au fond leur grief irrémissible, c'est de nous voir méconnaître la continuité de l'État russe à travers les foyers d'émigration ; bien qu'il n'y ait entre ces divers foyers aucune action coordonnée, chacun d'eux prétend faire revivre l'âme de la Russie authentique, exilée de la « Sovdepie » ou terre bolcheviste. Et le courant qui entraîne tant de Russes vers l'Allemagne s'explique le plus souvent par le désenchantement que leur a causé notre attitude (et, à plus forte raison, l'attitude de l'Angleterre) vis-à-vis de cette conception de la personnification physique et extraterritoriale de la patrie russe.

Mais que représente l'opinion de quelques centaines de milliers d'émigrés, si éminente qu'ait été leur situation dans l'ancien empire, dans la masse immense de la population russe dont les sentiments nous sont si mal connus et avec laquelle ils ont depuis longtemps perdu contact?

Je crois à un rétablissement des liens d'amitié entre la France et la Russie parce que ces liens dérivent de la logique immanente de la psychologie et de l'histoire. Mais pour reconstruire l'alliance, deux conditions seront nécessaires de notre part. La première, c'est que nous nous abstenions de contrecarrer les efforts de la Russie renaissante — de toute Russie renaissante — pour récupérer, la Pologne exceptée, ses limites de 1914. La seconde, c'est que nous renoncions à lui imposer telle ou telle formule de politique intérieure.

A ce prix, et avec le concours de nos autres amis et alliés slaves, nous mettrons dans notre jeu le redoutable atout que représente la coalition morale des intérêts slaves.

ALBERT MOUSSET.

La Fête du Blé

Devant le champ.

Honorons en ce champ de blé
Les vertus de la bonne terre
Dont les épis se sont gonflés!
Il est, dans sa splendeur austère,

Plus beau que les jardins en fleur,
Plus beau que les prés remplis d'herbe,
Et que les bois lourds de senteurs;
La mer et toute sa superbe

Doit s'humilier devant lui;
Elle n'a que des flots stériles
Et des vagues grosses de bruit,
Mais la multitude fertile

Des épis frôlés par le vent
Chante, pour l'oreille humaine,
Un cantique plus émouvant
Que sa chanson farouche et vaine.

La mer, Dieu l'a faite sans nous,
Mais pour que le sillon prospère
Sous la grâce des épis roux,
L'aide de l'homme est nécessaire.

Le jugement.

Attendu que ce blé surpasse ses rivaux,
Attendu qu'il est né de graines sans défaut;

Qu'un labeur diligent l'a préservé des herbes
Qui mangent le terrain et diminuent les gerbes;

Qu'on n'y voit ni gramens, ni sanves, ni chardons,
Que la paille en est haute, et que, pleins, gras et ronds,

Les épis vers le sol courbent la tige drue;
Attendu que les grains, dans leur niche barbue,

Ont la chaude couleur du soleil et du pain,
Et que leur pesanteur est plaisante à la main;

Nous, juges de l'épreuve et paysans insignes,
Décernons à ce blé le prix dont il est digne.

La gerbe couronnée.

Composez de ce blé choisi
Une gerbe parfaite aussi!
Avec de la paille de seigle,
D'un tour de main souple et précis,
Qu'il soit lié selon les règles!

Dressez la gerbe vers les cieux
Afin que, de loin, tous les yeux
Admirent sa haute stature,
Et pour que le soleil joyeux
Illumine sa chevelure.

Mieux encore, afin d'ajouter
De la grâce à la majesté
Que cette jeune reine étale,
Cueillez les roses dont l'été
Embaume sa terre natale,

Les simples roses comme en ont
Les jardins des vieilles maisons,
Et qu'une adroite main dispose,
En diadème, autour du front
De la gerbe auguste, ces roses!

Le cortège.

Et la gerbe chemine à travers les moissons;
On l'a mise debout sur un lit de feuillage;
Des filles du pays la portent, et ce sont
Les plus belles et les plus sages.

Des roses et des lis couronnent leurs cheveux;
La sandale est légère à leurs chevilles nues;
Leurs robes blanches font les plis justes que veut
L'art qui cisèle les statues.

Une fine sueur prête à leur chair d'enfant
L'apparence d'un marbre ami de la lumière,
Mais leur sein qui respire a des charmes vivants
Interdits aux beaux corps de pierre.

Et voici le cortège arrivé dans le bourg;
Les anciens pour le voir viennent au seuil des portes,
Et leurs yeux souriants regardent tour à tour
La gerbe et celles qui la portent.

Le soleil dont juillet embrase le ciel clair
Allume les drapeaux que sa lumière flatte,
Et des adolescents lèvent dans un éclair
Des clairons à glands d'écarlate.

Le salut des clairons.

C'est bien. Que les clairons sonnent devant le blé!
Qu'ils acclament la gerbe et commentent sa joie!
Il sied que leur éclat belliqueux soit mêlé
Aux plaisirs que la paix guerrière nous octroie.

Cette paix est le fruit des larmes et du sang...
Si nos blés ont grandi dans une terre libre,
Si le vent qui mûrit les épis frémissants
Est tel qu'une fierté victorieuse y vibre;

Si nous mangeons toujours d'un pain loyal et fort
Tout chargé des parfums qu'un sol français lui donne,
Ah! nous avons payé cela d'autant de morts
Que l'on jette de grains dans les sillons d'automne!

Il faut qu'on s'en souvienne, et par ce jour serein,
Les clairons, à voix haute, ont raison de le dire!
— Qu'ils rappellent aussi que les blés de demain
Vers le soleil heureux ne pourraient pas sourire

Si des mâles devoirs nous ne gardions l'amour,
Si nos cœurs ne s'armaient de vertus bien trempées,
Et si nous n'avions plus autour de nos labours
L'acier pur et l'éclair vigilant des épées.

Louis Mercier.

Les notes intimes de la princesse Blücher

La situation critique, douloureuse même d'une Française mariée à un Allemand, a été traitée bien souvent par nos romanciers. Vient la guerre, et voici que l'amour tout court est vaincu par l'amour de la patrie. Mille barrières s'élèvent entre les époux que leur race oppose maintenant l'un à l'autre, et transforme en adversaires aujourd'hui, demain en ennemis. Telle est, du moins, l'opinion des nombreux auteurs que, chez nous, cette question passionna.

L'exemple que nous offre la princesse Blücher, pourtant, ne confirme pas la règle ; il est vrai que l'auteur des *Notes intimes* est Anglaise (1).

Cette dame est née Stapleton-Bretherton, et appartient aux plus anciennes et aux meilleures familles de Grande-Bretagne ; elle épousa en 1905 le comte Blücher, Prussien de bonne race, descendant du fameux Blücher qui, à Waterloo, fit pencher en faveur de nos adversaires la balance du destin. Le pays natal de la princesse Blücher s'est armé, lui aussi, contre celui de son mari, et la guerre, loin de diviser

(1) *Notes intimes de la princesse Blücher.* Une Anglaise à Berlin, traduction d'Henriette Cavaignac. Payot frères.

ce couple, le laisse aujourd'hui plus uni que jamais. Il faut ajouter que notre auteur fit tous ses efforts pour demeurer impartiale. Chose curieuse, elle y parvint.

Donc, cette dame vivait en paix à Londres, avec son mari prussien, en 1914, tous deux d'ailleurs brouillés avec le beau-père, le vieux prince Blücher, qui fermait à ses enfants, depuis je ne sais quelle querelle de famille, son palais de Berlin et ses immenses domaines de Silésie. Ce vieux maniaque fuyait du reste son pays, adoptait l'Angleterre comme résidence habituelle, et occupait ses loisirs à y élever des kanguroos.

La guerre éclate. La princesse Blücher, femme d'un Allemand, doit quitter sa patrie, retourner, non sans peine, à Berlin, où elle résida, pendant les hostilités, à l'hôtel de l'Esplanade, jusqu'à la mort du vieux prince. C'est au début de la guerre qu'elle entreprit d'écrire les notes qu'elle publie aujourd'hui, journal quotidien destiné à sa mère, et dans lequel elle n'omit aucun des événements qui la frappèrent pendant quatre ans et demi.

On a beaucoup loué la princesse Blücher d'avoir su, au milieu des événements qui mettaient aux prises son pays natal et... l'autre, conserver une neutralité parfaite. Pour moi, je ne l'en féliciterai point, et je suis même fort étonnée de n'apercevoir dans ses notes aucun sentiment d'indignation à l'égard de la guerre allemande. Au point de vue de la solidarité conjugale et de la famille, cette attitude est d'un bel exemple ; au point de vue patriotique, c'est autre chose, et ce souci d'impartialité sera peu goûté chez nous. Je sais bien que la princesse Blücher est Allemande par alliance, l'est-elle suffisamment pour plaindre l'Allemagne vaincue? J'en doute. Mais lorsqu'elle écrit, parlant de Herr von Jagow et de ses collègues, en 1915 : « Moi-même, je ne pus m'empêcher d'être contente qu'on en vînt enfin à leur donner quelque louange », le lecteur français est désagréablement surpris ; il l'est bien davantage quand le même écrivain, dont les cinq frères sont au feu (l'un d'eux tomba à Ypres en 1914), parlant des Alliés, les appelle « l'ennemi ».

Ces critiques n'atteignent pas l'intérêt du livre, qui est grand. Il est clair que l'auteur, n'ayant pas tout d'abord rejeté l'Allemagne et y vivant, juge les événements au point de vue de sa patrie d'adoption. Sa nationalité d'Anglaise se manifeste cependant par une certaine dignité de tenue,

une volonté de ne pas se laisser dépasser par les épreuves, de les juger froidement, une maîtrise de soi, l'orgueil, disons-le, très marqué pour son pays d'origine : le lieutenant Paulay, blessé, prisonnier échangé revenant d'Angleterre, parle avec enthousiasme à la princesse Blücher des bons traitements dont il a été l'objet à l'hôpital : elle est fière. La mère du prince Christian de Hesse, chez qui notre auteur a pris le thé, lui montre un instantané de Zeebrugge : un zeppelin bombardé par trois dreadnoughts anglais ; le zeppelin s'effondre, il est en pièces, la princesse est glorieuse ; elle l'est aussi lorsqu'un Allemand blessé lui vante l'état des tranchées anglaises, « si confortables » ; ou lorsqu'un autre affirme : « Vous n'obtiendrez jamais qu'un officier anglais grogne ou se plaigne. » Malheureusement, à l'heure de la Marne, le silence se faisant à Berlin, elle écrit : « Pas de nouvelles veut dire mauvaises nouvelles. » Elle est attristée, certes, au début, lorsqu'elle songe au sort de l'Angleterre. Quel sera-t-il? Mais voici comment elle accueille les réjouissances allemandes à l'annonce de la prise de Varsovie : « J'essaie de m'associer aux réjouissances, mais, intérieurement, mon cœur est lourd, et mes pensées volent très vite, et peut-être égoïstement, vers une question qui prime les autres : Qu'en résultera-t-il pour l'Angleterre? » Cependant quand l'Allemagne est vaincue, la princesse s'écrie : « C'est lamentable d'assister aux sursauts d'agonie d'une grande nation. Cela me fait penser à un grand vaisseau qui s'enfonce lentement sous mes yeux, englouti par les vagues tumultueuses. Je compatis vivement aux malheurs de l'Allemagne, de son brave peuple, si endurant, qui a fait de si formidables sacrifices et supporté tant de misères !... » Que ne songe-t-elle plutôt aux malheurs de la France envahie et dont tant de provinces sont ruinées et rasées. Elle n'en parle jamais (1).

La princesse Blücher a pu, grâce à des amitiés précieuses dans les deux camps, grâce à ses alliances surtout, rendre à ses compatriotes pendant la guerre, en pays ennemi, de

(1) Cependant, le kaiser lui-même, dans son discours municipal d'Aix-la-Chapelle, lui donnait la mesure de nos souffrances. Ne prononçait-il pas le 13 mai 1918 : « Je viens de voir la France dévastée. C'est en la voyant qu'on comprend ce qui a été épargné au Vaterland. Quiconque se sent le cœur faible n'a qu'à aller voir la dévastation, il cessera alors de se lamenter et sera satisfait du sort de l'Allemagne. »

grands services. Tout en soignant les blessés allemands, elle réussit, par la Croix-Rouge, à retrouver la trace de soldats anglais disparus, à leur faire parvenir des nouvelles, elle put même en voir quelques-uns, — faveur insigne. Quant au prince, son mari, il fut attaché au train-hôpital organisé par les chevaliers de Malte. La princesse raconte combien elle fut fière de le voir partir dans son bel uniforme neuf « pour guérir et non pour tuer » elle prononça même ces paroles devant une amie dont le mari se trouvait alors sur le front, et les yeux de cette dame se remplirent de larmes : « Pensez à ce que j'éprouve, répliqua l'Allemande, moi qui vois mon mari partir pour l'Ouest où il va grossir la muraille humaine qu'on dresse autour de notre pays, pour empêcher tant d'ennemis d'y entrer et de nous faire disparaître du reste du monde. »

La princesse ne sourcilla point.

J'ai fait quelques chicanes à l'auteur des *Notes intimes*. Elles sont d'ordre purement sentimental ; il ne s'ensuit pas qu'il ne soit fort heureux, pour notre édification personnelle, que cette Anglaise ait passé en Allemagne, et qu'elle n'ait pas, dès la déclaration de guerre, envoyé promener son époux, et décidé qu'elle n'entendrait plus jamais parler de lui. Que serait-il advenu si elle eût agi ainsi? Elle nous eût privés de cet « outlook » sur la vie de Berlin pendant la guerre. Nous nous doutions bien que nos ennemis escomptaient la victoire, mais il nous est agréable de constater, après leur certitude, leur lassitude et leur inquiétude. Il est très peu question de l'empereur dans ce livre, il passe au second plan ; le dieu, c'est Hindenburg.

La princesse Blücher, pour observer, est dans une position excellente. On se méfie bien un peu d'elle au début, mais quoi? N'est-elle pas la marraine du croiseur allemand le *Blücher*, qu'elle baptisa avec l'empereur en 1905 ; son mari n'est-il pas de bonne race, prince prussien aujourd'hui? et la princesse est au courant de tout. Ses amis sont le prince et la princesse Victor de Wied, le baron Rœder, ancien maître des cérémonies de l'empereur et son confident, le comte de Oppersdorff, diplomate avisé, qui prédit en 1914 une guerre de dix semaines, le baron von Jagow « fort préoccupé », le prince de Munster, le prince de Pless, qui accompagne l'empereur au grand quartier général.

A la nouvelle de l'entrée en guerre de l'Angleterre, Guillaume s'indigne et confie au prince de Pless : « Penser que Nicolas et Georgie (1) ne joueraient pas franc jeu avec moi ! Si ma grand'mère (2) avait vécu, elle ne l'aurait jamais permis. » Nous avons donc ainsi la note comique. Nous suivrons, dans le livre de la princesse Blücher, les phases qu'a traversées l'Allemagne, le bluff formidable d'un Lüdendorff, la chute progressive de l'empereur, d'autant plus détesté à la fin, qu'il fut au début plus ardemment aimé.

En août 1914 : « Ce cri de guerre en fait aujourd'hui l'homme le plus populaire d'Allemagne. Ses six fils sont déjà partis pour le front. Le prince Eitel-Frédéric va commander le 1er régiment des gardes du corps, qui a l'honneur de devoir toujours être le premier au front et de conduire toute l'armée. C'est la mort certaine, dit-on. Pourtant il est parti en souriant (3). » A la fin de son livre, la princesse enregistre le mot d'un mutilé allemand à l'impératrice, qui lui demandait ce qu'elle pouvait faire pour lui être agréable : « Envoyer votre fils au front, et qu'il en revienne mutilé comme moi », répond l'autre.

L'attitude orgueilleuse de l'Allemagne subit à la Marne le premier choc, et déjà en 1915 le pays donnait des signes certains de découragement. La princesse Blücher reflétera journellement l'opinion de sa patrie d'adoption. En voyant partir les troupes allemandes, elle admire l'enthousiasme des hommes, elle les félicite d'appartenir à une race vraiment guerrière. « Ils se mettent à la guerre comme les canards se mettent à l'eau » ; elle est éblouie par leur merveilleuse organisation militaire, qu'elle juge « écrasante ». « Tout se met en branle sans accroc. En quelques jours, soixante-dix corps d'armée furent sur le terrain, chaque train militaire partant et arrivant sans une minute de retard. » Il y a déjà 5 600 000 Allemands à la frontière. Elle constate aussi que l'Allemand civil n'a aucun chic ; « habillez-le militairement, le voilà élégant. »

Puis vient l'envahissement de la Belgique. — Quoi? on le reproche aux Allemands? S'ils ne l'avaient fait les premiers, Français et Belges auraient pénétré en Allemagne par cette

(1) L'empereur de Russie et le roi d'Angleterre.

(2) La reine Victoria.

(3) Le prince Eitel fut le cambrioleur distingué du château de Balny d'Avricourt, qu'il déménagea systématiquement avant de le détruire.

voie. Ne le saviez-vous pas? » C'est le moment où l'on apprend chaque jour à Berlin un nouveau succès : chute de Liége, chute de Bruxelles. « Une joie sauvage règne partout... on s'embrasse, fou de bonheur (le pape est mort, pauvre vieillard !). Maubeuge est pris », et puis : « Évasion du *Gœben*. Succès en Prusse orientale, enfin : la marche sur Paris. Ici, un long silence. « Que se passe-t-il donc? » La princesse interroge : « Nous nous attendions tous à apprendre incessamment l'entrée triomphale des Allemands, l'entrée de l'empereur à Paris, à la tête de ses troupes, il semble maintenant qu'il n'y entrera pas ! » Elle n'insiste plus. Mais un mois après : « On dit ici tout bas que cette défaite de la Marne peut se révéler le tournant décisif de la guerre. » Nous sommes au 12 octobre 1914.

D'ailleurs, la princesse Blücher ne se gêne pas pour noter les mésintelligences qui existent entre l'empereur et ses généraux. « Moltke a donné sa démission, son plan était de prendre Calais d'abord, et d'atteindre ainsi la côte avant que l'armée anglaise ne débarquât. Mais l'empereur, emporté par son ambition, s'opposa à ce plan. C'était Paris qu'il voulait, et la folie de l'empereur fut cause de la défaite de la Marne. Si l'on eût agi comme Moltke le désirait, l'Allemagne eût déjà gagné la guerre. On l'affirme ici », écrit la princesse, qui rapporte fidèlement ces rumeurs. C'en est assez pour nous révéler l'état d'esprit de nos ennemis en 1914, leur saisissement à leur première grande défaite, et le début des rancunes contre l'empereur.

La princesse Blücher habita, quelques mois avant la mort de son beau-père, l'hôtel de l'Esplanade à Berlin, sorte de Ritz cosmopolite fort élégant. Chaque soir, elle y rencontrait les membres de l'ambassade qui s'y donnaient rendez-vous, les généraux de passage, les diplomates étrangers ; la société y était élégante, les réunions fastueuses. Il viendra un temps même où notre auteur sera gêné, en considérant les passants faméliques qui murmurent et rôdent alentour, de séjourner dans cet hôtel si luxueux, trop riche à son gré.

Le jour où la nouvelle de la chute d'Anvers fut connue (cloches, maisons pavoisées, ivresse du peuple, etc.), il y eut un grand dîner à l'Esplanade. Une des dames invitées arbora une robe de bal, très décolletée. Comme on la félicitait de sa toilette, cette dame, pleine de tact, s'écria : « C'est pour la chute d'Anvers, mais vous verrez quelle robe je vous réserve

lorsque l'Angleterre sera vaincue! » La princesse Blücher, forcément, devait entendre de pareils traits plusieurs fois par jour, et c'étaient pour elle, malgré son attachement à la patrie de son mari, mille blessures cruelles, faites à son amour-propre. Cependant elle est « entourée de charmants amis ». S'efforcent-ils de dissimuler leur joie, lorsqu'ils apprennent la fin des trois croiseurs anglais coulés en vue de la Haye, ou les raids de zeppelins sur l'Angleterre? Non, certes...

Au début de la guerre, et jusqu'au torpillage du *Lusitania*, on voit aller et venir, dans le récit de la princesse Blücher, divers personnages appartenant à la société américaine, qui s'efforcent de maintenir à Berlin une neutralité rigoureuse. Le corps diplomatique, surtout, observe la plus grande réserve : ni faveur, ni hostilité envers les Allemands. « Que la balance soit égale ; nous sommes neutres. » En mai 1915, une terrible nouvelle arrive à Berlin, et transforme en vingt-quatre heures les attitudes et les visages. Le *Lusitania* a été torpillé par les Allemands, il y a 1 100 morts, des femmes, des enfants : des innocents. Aussitôt les Américains de la société berlinoise rompent avec leurs amis de la veille, les évitent ouvertement et, lorsqu'ils parlent d'eux, ne mesurent plus leurs termes. Les femmes surtout sont exaspérées : la violence même. Un Allemand s'étonne de cette brusque attitude, il en veut surtout aux Américaines, qui n'apportent aucune nuance dans ce changement d'attitude. « Ces Américaines, lorsqu'elles sont excitées, ne se préoccupent nullement ni du lieu où elles sont, ni de la façon dont elles expriment leurs sentiments. » Il est froissé, cet homme, dans sa délicatesse, et la princesse Blücher note la stupéfaction des Allemands à la nouvelle de cette hécatombe, leur fierté aussi. « Quelle admirable méthode de combat », disent-ils. S'il faut l'en croire cependant, l'empereur lutta constamment avec Bethmann-Hollweg contre l'amiral Tirpitz, toujours favorable à la guerre sous-marine à outrance.

On a peine, néanmoins, à s'imaginer l'empereur sensible que notre auteur esquisse dans son livre, l'empereur attendri, à qui son amiral arrache des ordres de mort et de destruction perpétuels. C'est une figure falote, qui ne présente aucun caractère de vérité, que celle-ci.

Ce qui est plus réel, c'est la division qui régna pendant la guerre entre le corps diplomatique (que fréquente la princesse

Blücher et ses amis) et le grand quartier général. Il y a là, bien entendu, rivalité : la Bulgarie entre-t-elle en guerre? « Nos grands exploits militaires l'y décident », s'écrient les généraux. « Point, » répliquent les partisans de Herr von Jagow, « notre diplomatie a emporté la partie. »

Ces divisions existent aussi au dehors : les Autrichiens ne s'accordent pas avec leurs alliés. Chaque victoire appartient, suivant eux, uniquement à l'Autriche, et dans le clan allemand, entièrement à l'Allemagne. La princesse Starhenberg, Autrichienne d'un chauvinisme parfait, est toujours prête à la riposte ; elle a l'oreille fine et n'admet aucune critique à l'égard de son pays. (Au fond, cette Autrichienne est fort sympathique.) La princesse Blücher, moins combattive, la regarde un peu comme un phénomène ; elle se hasarde à demander un jour à cette dame si les Autrichiens haïssent beaucoup les Anglais? et s'attire cette réponse impayable : « Sans doute nous les haïssons, mais nous sommes tellement occupés à haïr l'Italie et à critiquer l'Allemagne, que nous ne pensons pas beaucoup à autre chose en ce moment. » Et c'est excellent.

L'offensive des Alliés, en octobre 1915, surprit l'Allemagne : « Il y a si longtemps qu'on l'annonçait, cette offensive... » on n'y croyait plus. « Les pertes d'ailleurs sont immenses : 20 000 prisonniers, 40 000 morts. » Après cela, le moral ne s'améliore pas, au contraire, d'autant plus que la disette de vivres se fait déjà sentir ; on craint aussi de manquer de matières premières pour la fabrication des munitions, on réquisitionne le cuivre dans les maisons particulières ; quelquefois il est question de la paix, et chacun la souhaite, et puis on ne parle plus de rien. En novembre, deux cents femmes surexcitées se réunissent dans le Linden en criant : « Frieden ! » elles sont dispersées par la police et ordre est donné aux journaux de se taire. Les jours passent et le doute se change en découragement, le peuple murmure plus haut ; quant à l'armée, son esprit n'est guère meilleur que celui de l'arrière. Les femmes disent : « Pourquoi envoyer nos hommes au combat, nous n'en aurons que plus de travail, plus de misère. Que nous importe qu'un morceau de territoire soit ajouté à notre grande Allemagne? »

Petit à petit, des anecdotes se chuchotent : un officier revenant du front se rend au grand état-major pour faire son rapport, en sort indigné de la tenue des officiers qu'il

a trouvé banquetant, et parlant légèrement de la guerre ; l'officier dit : « Je les aurais tous tués ! » Signe des temps. Le respect aveugle des officiers pour leurs chefs s'affaiblit ; la troupe voit aussi d'un mauvais œil les repas trop copieux des gradés, qui se font servir des ailes de faisan sur purée d'ananas, arrosées de champagne, pendant qu'elle-même ne reçoit qu'un pain composé d'éléments écœurants. On ne se gêne pas pour dire : « Nous sommes forcés de garder le silence maintenant, mais attendez la fin de la guerre, c'est alors que notre tour viendra ! »

Déjà en 1915 la princesse Blücher sentait l'hostilité sourde de l'opinion populaire, elle en éprouvait un malaise : « Comment le réveil du peuple se manifestera-t-il? » écrivait-elle alors. Elle s'interrogeait plus tard aussi (avec quelque naïveté) : « Pourquoi l'Allemagne est-elle si ardente à conclure la paix à présent? Cela tient-il seulement à des raisons humanitaires? »

Chose singulière, devant la défaite qu'elle commence à prévoir, son patriotisme (anglais) grandit. Peut-être l'attitude des Allemands, plus hostiles certes, maintenant, vis-à-vis de cet adversaire dont la patrie leur inflige des déboires imprévus, en est-elle cause?

L'année 1916, c'est l'attaque sur Verdun. Toute l'Allemagne compte sur le succès ; « on considère que ce sera une des victoires de la guerre » ; les Allemands escomptent la chute de la forteresse, « ce n'est que l'affaire de quelques jours ». Mais « les pertes des Français remplissent les Allemands eux-mêmes d'horreur ». L'empereur, qui va visiter à quelque temps de là son armée et se rendre compte de la victoire prochaine, au lieu de la chute de Verdun, assiste à « l'explosion d'une compagnie tout entière, il en éprouve un choc nerveux si violent, qu'il ne cesse d'en être malade depuis ».

Un autre grand sujet d'inquiétude pour Berlin au début de cette année, c'est l'Amérique. Ne va-t-elle pas cesser de ravitailler les Alliés? La Chambre des seigneurs se réunit pour en délibérer, elle propose de faire à l'Amérique des remontrances, alors le ministre des Affaires étrangères : « Si vous exécutez ce projet, c'est la guerre », et chacun se tient coi. Le mot d'ordre est : *Soyons bons pour les Américains* ; on arbore à leur intention un sourire.

Pendant ce temps, le peuple, qui a faim, se mutine à Berlin,

à Bonn, à Cologne, il exige la réouverture des marchés la nuit. Quant à la princesse Blücher, la plus grande incohérence préside à ses destinées. Un jour, elle est priée officieusement d'écrire dans sa patrie, pour voir comment seraient accueillies des tentatives de paix ; quelques semaines après, on l'interroge seule, à la kommandantur, pendant deux heures d'horloge, pour une critique qu'elle aurait laissé échapper sur le traitement des prisonniers ; puis le vieux prince de Blücher étant mort, le couple s'installe à Krieblowitz d'abord, et ensuite dans son palais berlinois.

En Silésie, la princesse est aussi bien renseignée qu'à Berlin, et la bataille de la Somme « qui remplit les hôpitaux » défraie ses notes ; puis la nomination de Hindenburg comme commandant en chef à la place de Falkenhayn, les émeutes de Berlin, où des femmes sont fusillées, le raid aérien sur Carlsruhe, étouffé en Allemagne, la famine, tels sont les sujets qui l'occupent, et avec elle le pays tout entier. Encore : la viande manque, les gens qui en possèdent doivent la déclarer, et cette anecdote : dans un train qui revient du front, un civil demande à un jeune soldat quand il pensait que finirait la guerre? « Quand l'empereur mangera comme nous du pain et de la marmelade. » Un voyageur entend ce propos et fait arrêter le bavard.

L'aventure suivante arrivée à une amie de la princesse Blücher, qui désirait acheter en 1916 des vêtements de laine, est plaisante, et mérite d'être rapportée aussi. Elle prouvera la misère croissante de nos ennemis, leur énervement, et encore cet étatisme redoutable, qui pesa lourdement sur leur pays.

Donc, cette dame, dans un magasin de nouveautés, fait son choix, mais au moment de payer ce qu'elle doit, la vendeuse lui demande son *bezugschein* (permis d'achat). « Je n'en ai pas, » déclare la dame. — « Aucune importance, reprend la vendeuse, réclamez-en un au commissariat de police. Je vous attends avec vos emplettes. » Docilement, l'acheteuse se rend chez le commissaire, qui l'expédie chez le papetier, où elle achète une formule qu'elle rapporte au commissariat, et remplit ; elle écrit son nom, son adresse, son âge, le lieu de sa naissance et (renseignement fort important lorsque l'on désire des combinaisons de laine) la religion qu'elle pratique. Ceci fait, le fonctionnaire timbre le papier, et indique le bureau où l'on doit remettre à la dame

le fameux permis. Mais le bureau est si loin, et l'acheteuse si lasse, qu'elle remet cette course au lendemain. Hélas! le lendemain, elle ne se présente au bureau qu'à quatre heures sonnées, et celui-ci n'est ouvert que de huit heures à une heure. Il lui faut s'en aller encore. Enfin, le troisième jour, elle croit atteindre son but, et revêtir les combinaisons si ardemment désirées... Mais un fonctionnaire à ce bureau veille et lui demande à quoi elle destine ce permis? — « A acheter trois combinaisons », explique la dame en baissant pudiquement les yeux... « Quoi! reprend l'homme, vous voulez en acheter trois? Vous n'avez droit qu'à deux : une sur vous, l'autre au lavage » : c'est ainsi que la Berlinoise dut restreindre ses dépenses somptuaires.

L'hiver de 1917 fut cruel aux Berlinois, et il eût été injuste qu'ils n'éprouvassent pas, comme nous, et même davantage, le manque de charbon. Notre chroniqueur nous dépeint, en outre, les rues encombrées de neige, rarement balayées par quelques écoliers ou femmes de bonne volonté ; d'autos, il n'y en a pas pour circuler dans la ville, mais quelques fiacres traînés par de pauvres chevaux affamés. Les « riches » restent couchés pour se réchauffer ; les calorifères sont éteints partout, les tuyaux d'eau éclatent de tous côtés. Mais le peuple, qui ne peut, lui, demeurer au lit? Son humeur « héroïque » d'hier est transformée, on ne voit que visages bleuis par le froid, allongés par la faim, aux écoutes, guettant le riche qui, lui, mange à sa faim, peut-être? Quant aux blessés, le temps n'est plus où, dans les hôpitaux, ils trouvaient le loisir de terminer une convalescence nécessaire ; à peine guéris, les voilà repartis pour le front ; « quiconque peut arriver à marcher à quatre pattes » y est renvoyé sans crier ouf!

La princesse Blücher, en énumèrant tous ces maux, s'écrie assez drôlement : « Les poules sont exaspérantes, et ne veulent pas pondre! On distribue un œuf toutes les trois semaines. »

Enfin, l'Allemagne joue sa dernière carte, mais au moment où le gouvernement annonce à la commission du Reichstag sa résolution de pousser plus activement l'offensive sous-marine, — communication qui est accueillie par un morne silence, — l'Amérique remet sa note déclarant la guerre à l'Allemagne et à ses Alliés.

C'est en mai 1917 que le prince Blücher eut l'occasion,

dans une audience privée de l'empereur, de discuter avec celui-ci des affaires du pays. Le prince le trouva fort changé, il fut frappé de son aspect et de son isolement, mais il constata que les paroles de l'empereur conservaient une confiance, une sécurité même, que toute sa personne démentait ; la princesse affirme que son mari « eut pitié » de lui. A ce moment, et suivant les renseignements que nous donne l'auteur des notes, la France eût pu obtenir la paix glorieuse qu'elle souhaitait : le pays était à bout, l'empereur vaincu. Que n'a-t-on à cette heure signé cette paix? Que de jeunes vies épargnées, si on l'eût fait alors. Mais la destinée de l'Allemagne était de connaître l'humiliation amère qu'elle se proposait au début de nous imposer ; et voici, en 1918, le pays complètement aux abois : plus de métal, les vieilles cloches, les tuyaux d'orgue sont transformés, à la fonte, en munitions ; le café et le thé remplacés par des infusions de baies et de feuilles ; les châtaignes servent à l'alimentation des bêtes ; on extrait l'huile de toutes sortes de pépins, dont les vertus, jusqu'ici, demeuraient ignorées ; les épices valent de l'or, le beurre est introuvable ; on se vend pour un morceau de sucre.

Au milieu de Berlin glacé et sombre, l'empereur fait quelques apparitions silencieuses, et dans les rues écartées, des gens louches distribuent furtivement des papiers sur lesquels on lit : *A bas l'empereur!* Les grèves, et cela est logique, deviennent chaque jour plus nombreuses ; malgré cela, la princesse constate, dans tous les milieux, une frénésie de plaisir, qui remplit les cinémas et les dancings, les théâtres et les réunions privées ; mais, à cause sans doute du « splendide isolement de l'Allemagne », ces réunions sont fort restreintes et manquent de gaieté ; d'ailleurs il n'y a pas de quoi rire.

Il est très curieux de voir juger, à Berlin, nos victoires françaises. Avec quelle difficulté, d'abord, l'ennemi les admet-il ! Déjà il avait étouffé la nouvelle de la Marne en 1914 ; après avoir fait grand bruit de l'offensive allemande de 1918 et de ses premiers succès, la contre-offensive française le suffoque, — de fait il était alors bien près du but, — le succès français, loin d'être attribué à la valeur de notre armée et au génie de Foch, est dû (selon les Allemands) à la trahison de certains secteurs, qui auraient révélé aux Français les plans allemands ; les Américains aussi apportent

certainement un atout nouveau dans notre jeu : c'est tout ce qu'ils nous concèdent. Il est étrange aussi de voir la foi que la masse de la population conserva jusqu'au bout à Lüdendorff et à Hindenburg ; la princesse écrit : « Il est lamentablement tragique de voir l'Allemagne succomber lentement aux coups du destin. » Car voici que Lüdendorff avoue enfin publiquement son échec, même le bruit court que, pendant sa dernière entrevue avec l'empereur, Lüdendorff éclata en sanglots, et supplia l'empereur de congédier Hindenburg et de laisser la place à un gouvernement démocratique.

Parmi la succession de catastrophes que la princesse Blücher apprend à chaque heure, à la fin de ce mois d'octobre 1918 : paix séparée de l'Autriche, fuite du jeune empereur et nouvelles d'armistice prochain, abdication imminente de Guillaume II, il y en a une qui l'intéresse au plus haut point, et pour cause : la révolution. C'est la baronne Sternburg qu'elle rencontre fort troublée, tenant contre son cœur un manchon rempli de bijoux, qui la prévint : « Avant trois jours, *cela* sera un fait accompli. » Or, la princesse Blücher, qui habite un somptueux palais voisin de la porte de Branbebourg, commence à trouver cette demeure un peu voyante, et l'échangerait volontiers à cette heure contre une autre, plus modeste. De plus, le voisinage de l'ambassade de Russie, remplie de munitions et d'armes, inquiète la princesse, c'est un centre de bolchevisme. Liebknecht y entre et en sort constamment, librement ; qu'y va-t-il faire? La Wilhelmstrasse est gardée par des agents de police armés, les ministères clos, les employés congédiés, des camions pleins de soldats et de matelots passent, se dirigeant vers le château.

A cette heure, on croit encore, dans les milieux socialistes, au retour de l'empereur (on l'attend pour le faire prisonnier, non pour l'assassiner) ; or, l'empereur est en fuite, en Hollande (et attendit même le 8 novembre qu'un asile s'ouvrît pour le recevoir). Pendant ce temps, le général Winterfeld et Erzberger sont en route pour la France : « Quelle mission humiliante ! s'écrie notre princesse... la pauvre Allemagne est complètement épuisée. »

Puis, voici la nouvelle de l'abdication. On sait que le prince Max de Bade l'annonça avant que l'empereur l'eût signée. Alors, comme si elle n'attendait que cela, la révolution éclata.

Disons-le, elle ne fut guère méchante. De la fenêtre de son palais aux volets clos, la princesse Blücher, tremblante, regardait passer les masses en bon ordre, portant des drapeaux rouges : des jeunes filles à bandeaux pâles, des prisonniers français et russes, que l'on avait rendus à la liberté, défilaient. Les Blücher découvrirent bientôt que le peuple avait juché des mitrailleuses sur les toits, et, de là, canonnait le palais impérial tout proche. On voit la scène. Accroupis dans les chambres closes, sans lumière, retenant leur souffle, les habitants du palais Blücher passèrent ainsi, verrouillés, la nuit sans bouger, de peur d'attirer l'attention de la foule qui, au dehors, fusillait à qui mieux mieux. Cette fusillade se poursuivit pendant toute la nuit dans la Wilhelmstrasse, le Dorotheenstrasse et la Friedrichstrasse. On ne peut passer non plus *Unter der Linden;* le peuple y est massé, des combats se livrent entre la garde rouge et les soldats, restés fidèles à l'empereur. Le lendemain, la princesse s'enfuit pour se réfugier dans une demeure plus paisible. Puis la foule, voyant des aristocrates, commença de les entourer assez vilainement, mais la dame avisée feignit un évanouissement, et le docteur Mainzer qui l'accompagnait, ayant déclaré qu'il emmenait une malade à sa clinique, on fit avancer un fiacre, et le départ s'effectua en toute sécurité.

Il était temps : des mitrailleuses furent installées une heure après sur le faîte du palais, et des batailles rangées se livrèrent à la porte.

Pendant ce temps, vingt agents de police qui devaient défendre le palais Blücher, plus morts que vifs, se dissimulaient derrière les volets de fer. Pâles et tremblants, ces courageux défenseurs de l'ordre public restèrent cachés quarante-huit heures, grassement nourris, et ne quittèrent la place que dûment revêtus d'habits civils, qui leur permirent de n'être point remarqués.

L'abdication de l'empereur causa une joie *aussi grande qu'eût causée une victoire*, dans le peuple s'entend ; car l'aristocratie pleura l'empereur, ou fit semblant. Au moment où la révolution prenait fort mauvais aspect, on apprit que les Alliés refusaient de conclure la paix avec les bolchevistes. Cette communication fut cause de la rentrée en fonctions d'Ebert comme chancelier, et rendit très impopulaires les projets de Liebknecht : « On est enclin, en ce moment, à

considérer l'ennemi comme l'ami et le sauveur à l'heure du péril », remarque la princesse Blücher.

Le 12 novembre, tout était redevenu calme. Rien ne semblait changé au mécanisme de l'État, sauf dans les ministères, où les fonctionnaires étaient maintenant entourés de soldats et de matelots qui surveillaient leur travail à l'intérieur, et ne les saluaient plus au dehors. L'impératrice se mit sous la protection des gardes rouges.

La princesse Blücher n'assista pas, à Berlin, au retour des troupes, elle se remettait alors en Silésie de ses récentes émotions, et ravitaillait la famille déchue du roi de Saxe. Lorsqu'elle revint dans Berlin, ce fut pour plaindre l'empereur détrôné et l'Allemagne vaincue, pour se glorifier aussi de la réputation excellente dont jouissent les Anglais qui occupent le Rhin... « On se plaint fort au contraire des Français et des Belges, de leur réglementation, et de leur conduite désagréable. »

Bientôt pourtant, cette dame qui, elle le déclare nettement, éprouva toujours une grande sympathie pour l'Allemagne et la race allemande, se plaindra à son tour de ne trouver après la guerre que méfiance, et suspicion partout. Pendant les hostilités, l'Allemagne se méfiait d'elle comme Anglaise, maintenant l'Angleterre ne la repoussera-t-elle pas comme alliée à l'Allemagne? Partout elle se sent « bannie et en exil », sa fortune est sous séquestre, etc., etc. C'est ainsi que la princesse Blücher s'apercevra à ses dépens que l'on ne peut aimer deux patries à la fois, qu'un cœur bien né ne peut contenir deux amours.

MARIE-LOUISE PAILLERON.

Caroline Gêvrot[1]

XIV

Dépitée... on peut croire que je l'étais le lendemain encore. Tout en rangeant dans la garde-robe et les tiroirs mes achats de Caen, je méditais sur la sottise avec laquelle je m'étais laissé jouer par Lise Rocreux, par Robertine, par Grand-Luc... par M. de Fagues, car ce dernier pouvait bien être complice ; et plus j'y réfléchissais, plus je me persuadais que la rencontre de Guignol avait été chose prévue et combinée.

Robertine se tenait en arrière de nous, regardant les étalages des magasins, quand j'avais aperçu Grand-Luc pour qui rien n'avait dû être plus facile, un instant auparavant, que de passer tout près d'elle et de lui jeter quelques mots. C'était après cela qu'elle avait parlé du Cours-la-Reine et tant insisté pour s'y rendre ; en même temps que son oncle, devinant sans doute ses raisons, s'avisait subitement d'une visite à laquelle il aurait pu songer plus tôt. Quand elle épiait les passants, c'était donc Grand-Luc qu'elle guettait parmi eux, parce qu'elle attendait de lui les indications nécessaires pour rejoindre Lise Rocreux. Par Rosalie, il avait su cinq jours d'avance notre voyage à Caen ; on ne m'avait pas trompée en me disant qu'il était allé dans le Bocage ; mais ce n'était pas pour voir sa famille — plus ou moins hypothétique ; — c'était pour avertir Lise et probablement la

(1) Voir la *Revue* des 15 juillet, 1er et 15 août.

ramener. On sait que j'en avais eu tout de suite le soupçon ; était-ce bien la peine, en vérité, d'avoir fait preuve de tant de clairvoyance pour aboutir à ce résultat : Lise Rocreux assise contre moi à me toucher et, pendant vingt minutes, libre d'échanger derrière mon dos des regards et des signes d'entente avec Robertine !

Sur un seul point, je m'applaudissais : avoir su me taire, m'être imposé le calme apparent et le délai de la réflexion, et n'avoir pas cédé à la tentation du premier moment d'interpeller Robertine ou de témoigner au comte un juste mécontentement. Encore ne pouvais-je me dissimuler que cette conduite sage me venait pas seulement de ma prudence et de ma maîtrise de moi-même, et que les circonstances y avaient fort aidé. Robertine ne m'avait-elle pas donné l'exemple? En nous précédant de quelques pas sur le Cours, comme par un besoin de mouvement et un caprice de tout voir aux environs, il était évident qu'elle avait entendu prendre le temps de se ressaisir, d'effacer de sa physionomie toute trace d'émotion et qu'elle ne s'était retournée vers nous que sûre d'y avoir réussi. Elle avait en effet repris son sourire et ses couleurs et nous avait annoncé qu'elle venait de découvrir à droite un joli petit pont sur une petite rivière ; c'était le Pont d'Amour, jeté récemment sur le canal du Duc Robert, et quand elle sut son nom, elle affecta de s'en amuser beaucoup et tint à y passer. Elle recommença les folies et les puérilités et ne laissa plus rien paraître de l'agitation certaine de son cœur. Profitant de la leçon, je m'étais résolue à garder pour moi mon humeur et mes préoccupations ; et comme pendant le retour en voiture, à mi-route de Naufreville, elle s'était endormie, j'eus soin de maintenir la conversation avec M. de Fagues sur d'autres sujets que Lise Rocreux et l'aventure du Cours-la-Reine.

Depuis, la réflexion m'inclinait à penser que je ne saurais décidément rien par les gens du château ; que du dehors seulement pouvait me venir la clarté. Tout ce qui tenait de près ou de loin aux Cheuvignon se tairait ; mais, du côté de Lise Rocreux, rien ne donnait à croire qu'il en serait de même, au contraire : la lettre de l'ombrelle ne disait-elle pas que ma curiosité serait satisfaite plus tôt que je ne le croyais? C'en étaient les termes exacts, qui montraient assez que, de ce bord-là, on ne demandait qu'à parler ; il y avait presque promesse de le faire. Quand, comment et par qui? On me le laissait ignorer. Par Lise elle-même, ou par quelque émissaire? au château, ou pendant une de mes rares sorties? En l'un et l'autre cas, je ne pou-

vais qu'attendre le bon plaisir de mon informatrice ; or, c'est ce que je faisais fort inutilement depuis de longs jours, puisque la mystérieuse héroïne ne mettait plus les pieds dans la chambre bleue.

Restait à prendre l'initiative, à aborder la question avec des gens du dehors ; mais, là, quelle difficulté par suite de la vie retirée que l'on menait au château ! Pas une visite, aucune relation avec le voisinage ; personne ne venait et l'on n'allait voir personne, pas même le vieux curé de Naufreville, le marquis et lui étant en froid depuis de longues années (je tenais ce renseignement de M. de Fagues). Il y avait bien Meusey, où l'on recevait beaucoup, d'après Robertine ; mais, en deux mois et demi, nous n'y avions été que trois fois, au lieu de quatre ou cinq, selon le programme que m'avait tracé M. de Cheuvignon, et sans d'ailleurs y rencontrer aucun étranger. J'ai dit que Robertine n'aimait pas Meusey ; tout prétexte lui était bon pour remettre d'une semaine à l'autre l'ennui de s'y rendre. On pense bien que j'étais encore moins pressée de m'y montrer, surtout à la suite du voyage de Caen, M. de Fagues ayant, à cette occasion, passé la nuit à Naufreville. C'était plus qu'il n'en fallait pour donner prise aux soupçons de la comtesse, déjà si malveillante à mon égard ; même je n'étais pas sans inquiétude sur l'accueil qu'elle me réservait. Peu disposée par caractère à supporter un affront, je me sentais toutefois bien décidée à m'armer de patience jusqu'à la dernière limite ; je ne voulais pas perdre ma place, moins parce qu'elle était bonne que par attachement à ma chère petite Robertine.

Malgré cette appréhension, tout bien pesé, ne découvrant pas d'autre chance d'éclaircir le mystère qui m'entourait, j'en étais arrivée à souhaiter plus qu'à redouter la visite à Meusey ; et ce fut sans déplaisir qu'un matin je l'entendis fixer par le marquis au prochain lundi. J'en fus même tout à fait aise quand j'appris qu'il se trouverait du monde au château ce jour-là, les de Fagues devant donner un grand déjeuner. Nous arriverions, Robertine et moi, vers une heure, comme on sortirait de table ; elle était invitée au repas, et naturellement, je l'étais aussi par surcroît ; mais elle ne voulait pas y aller, et supplia son grand-père :

— C'est bien assez d'avoir à jouer dans le parc deux heures avec Théodelinde qui régente et Cyprien qui boude ; s'il faut encore subir leur compagnie tout le temps du repas, non, je m'ennuierai trop ! Je sais comment les choses se passent chez ma tante : on nous mettra tous les trois avec Mlle Gêvrot, à un guéridon, dans un coin. Cyp et

Théo s'empareront de tous les bons morceaux, puis ils se disputeront. Et je vois d'ici ma tante lançant des regards furieux à Mlle Gêvrot, sur qui elle fera retomber la faute. Ce n'est pourtant pas mademoiselle qui est chargée de leur éducation ; oh ! je crois bien que mon oncle ne demanderait pas mieux...

Son grand-père lui imposa silence, mais lui céda comme d'habitude. Pour ma part, je me réjouis d'éviter la petite table, ne doutant pas d'ailleurs que, si la comtesse l'eût osé, elle ne m'eût volontiers envoyé manger à la cuisine.

Le lundi venu, on se mit en route dans le cabriolet que Robertine appelait « berlingot », sous la conduite de Grand-Luc, assis de côté sur le brancard. Je le voyais de profil, et lui, me sembla-t-il, m'observait de coin :

— Vous étiez à Caen, il y a samedi huit jours, Grand-Luc?

— Oui, mademoiselle, je revenais de chez moi et je me suis arrêté en ville.

Robertine ne broncha pas ; elle se doutait bien que j'avais vu Grand-Luc dans la rue Saint-Pierre.

— Vous êtes de Domfront?

— Oui... c'est-à-dire des environs.

— Vous y avez de la famille?

— Oui... il m'en reste un peu.

Puis, d'une manière évidente, ne se souciant pas d'être davantage interrogé et se jugeant autorisé à parler puisque j'avais engagé la conversation, il reprit :

— Là où vont ces demoiselles, à Meusey, il y a près du château une belle chose à voir, une ruine de l'abbaye du Clos-Potel ; cela vaut la peine et si ces demoiselles veulent, je pourrais les faire passer par là à l'aller ou au retour.

L'idée plut tout de suite à Robertine ; elle connaissait le Clos-Potel, mais il fallait que je le connusse aussi.

— Peut-être au retour, dis-je, si nous quittons Meusey de bonne heure ; pour l'arrivée, nous ne sommes pas en avance.

Je pensais : il serait surprenant que Lise Rocreux ne soit pas déjà là, assise derrière un pan de mur, occupée à méditer sur les ruines et... à nous attendre ; et ce n'est pas en évitant de la rencontrer que je réussirai à apprendre quelque chose. Le détour par Clos-Potel ne viole pas les instructions du marquis : « Accordez-lui, de temps à autre, une petite promenade, à titre de récompense. » Eh bien ! je suis

contente de Robertine et je la récompense. Il est vrai qu'aujourd'hui M. de Cheuvignon a entendu nous envoyer à Meusey, non ailleurs ; de l'Abbaye, s'il ne questionne pas, il sera plus simple de ne pas parler ; s'il questionne, on avouera... Je prendrai l'air innocent de quelqu'un qui ne se croit pas en faute ; qu'ai-je à redouter? Depuis quelque temps surtout, le vieux marquis trouve bien tout ce que je fais et tout ce que je dis.

XV

J'en étais là de mes pensées quand la voiture accosta au perron du château. Le repas fini, tout le monde avait gagné le parc et l'on prenait le café devant la pelouse, à l'ombre des acacias. Il y avait nombreuse société : un couple âgé, un autre mûr, insignifiants ; une dame imposante et sa fille, ni belle, ni dans sa première fraîcheur ; un homme d'une trentaine d'années qui, à notre arrivée, se tenait debout au centre du groupe et discourait avec de grands gestes (on l'appela le baron) ; un adolescent, d'un visage agréable mais anxieux, soit par timidité naturelle, soit par inquiétude d'un cigare qu'il avait commencé de fumer et qu'il laissait s'éteindre sans oser le jeter ; enfin, deux ecclésiastiques ; en l'un je reconnus notre vieux curé de Naufreville, l'abbé Lourmat, et je sus que l'autre était le jeune desservant de Meusey.

Théo et Cyp étaient accourus au-devant de nous ; ils s'accrochèrent à mes jupes et me firent manquer ma révérence, à laquelle Mme de Fagues répondit froidement. Notre arrivée, du reste, ne troubla guère ce beau monde. Robertine circula, présentant son front aux uns et aux autres ; comme sa tante lui demandait pourquoi elle n'était pas venue déjeuner, elle répondit : « Pour ne pas quitter grand-père » ; puis elle revint vers moi, suivie de Théolinde et de Cyp, ce dernier criant :

— A quoi allons-nous faire jouer Mlle Gêvrot?

M. de Fagues, qui m'apportait une chaise, mit la main sur l'épaule de son fils :

— N'ennuyez donc pas Mlle Gêvrot !

— Et laissez-nous-la un moment, reprit la comtesse avec un sourire pincé à l'adresse de son mari.

— *Post prandium sta,* dit le curé de Naufreville ; c'est le précepte de l'école de Salerne, et il est sage : Après le repas, reste en place !

Le baron était, au contraire, partisan de la marche au sortir de table. On engagea là-dessus une discussion théorique ; puis, sur la proposition de quelqu'un, il fut décidé que, dans une heure, nous irions, tous en bande, faire une promenade à pied aux environs du château. Les enfants battirent des mains et Robertine demanda qu'on allât voir l'Abbaye du Clos-Potel. Son oncle appuya aussitôt. Je compris : évidemment, ils s'entendaient ; mais puisque c'était encore par Robertine que M. de Fagues apprenait où serait Lise Rocreux, je conclus qu'il ne devait pas être en relations directes avec celle-ci.

Le choix de l'Abbaye parut excellent ; un si beau site, pittoresque et romantique, le chemin ombragé, moins d'un quart de lieue...

— Cela ne vous fatiguera pas, chère amie? demanda le comte à sa femme.

Elle paraissait disposée à tout prendre en mauvaise part ; car elle répondit sur un ton sans aménité :

— Allez-vous me faire passer pour une infirme?

De quoi M. de Fagues tira une petite vengeance assez féminine (ce n'était pas la première fois que je notais quelque chose de cela dans son caractère), en se rapprochant de moi et en me présentant dans les termes les plus flatteurs au curé de Naufreville.

Depuis près de trois mois que j'étais sa paroissienne, je n'avais pas encore fait visite à mon curé ; par suite du dissentiment, dont j'ai parlé, entre le château et le presbytère, je craignais de mécontenter M. de Cheuvignon ; mon oncle, dans une lettre, m'en avait blâmée, et voici qu'aujourd'hui je m'apercevais un peu tard que je m'étais mise dans mon tort. Mais ce bon vieillard me parla avec affabilité, et il avait même commencé à louer mon assiduité aux offices et l'exemple de piété que je donnais à Robertine, lorsque la comtesse le rappela, avec quelque impatience, à la conversation générale.

Je reculai un peu ma chaise et j'attirai les enfants, en leur offrant de leur raconter des histoires ; le jeune desservant de Meusey, l'abbé Omer, qui était assis auprès de moi, imita mon mouvement et se joignit ainsi à notre petit groupe. J'avais eu le temps déjà de remarquer qu'on le traitait en inférieur ; parfois, on l'interpellait : « L'abbé ! » Alors il se soulevait sur sa chaise, comme un écolier à l'appel de son nom ; il répondait sans embarras, d'ailleurs, ni timidité, d'une voix forte de campagnard, puis se remettait d'aplomb sur son siège et se taisait jusqu'à ce qu'on le questionnât de nouveau. La franchise, non exempte de dignité, avec laquelle il acceptait sa situation de

demi-domesticité dans ce monde dédaigneux, me plut et contribua à la sympathie qu'il m'inspirait et qui me parut réciproque. Tout de suite nous engageâmes la conversation, et, lorsqu'on se mit en route pour le Clos-Potel, nous nous tînmes, lui et moi, en arrière. Pendant le trajet, il ne me fut pas d'un médiocre secours pour maîtriser Cyprien plus tracassier, plus inventif de mauvais tours que jamais. Je crois qu'il avait bu trop de vin au dessert ; c'est du moins ce que Théodelinde, plus convenable parce qu'elle posait à la petite dame, lui reprocha tant de fois qu'à la dernière le gamin, saisissant par le gland d'or sa casquette, voulut la lancer au visage de sa sœur ; ce fut moi qui la reçus... dans la main, car je l'attrapai au vol, et j'aurais eu plaisir à la lui confisquer si je n'avais redouté ses cris. L'abbé Omer la lui replaça sur la tête et réconcilia le frère et la sœur en accordant à l'un qu'il n'avait pas bu beaucoup de malaga et à l'autre que c'était encore trop.

— Moi je n'en ai pas eu, dit Robertine ; j'en aurais bien pris, si on m'en avait offert.

— Quand, puisque tu n'étais pas au déjeuner?

— Tout à l'heure, au jardin.

— Il n'y avait pas de malaga ; il n'y avait que du café et des liqueurs, et ce n'est pas pour les enfants.

— Eh bien ! j'aurais pris du café ou de la liqueur. Ou je ne suis plus une enfant, ou, si je suis encore une enfant, on pouvait aller me chercher un gâteau ou des bonbons.

— Tu n'avais qu'à venir pour le repas ; tu aurais eu de tout. Pourquoi n'es-tu pas venue?

— Je l'ai dit à ma tante ; j'aimais mieux ne pas laisser grand-père tout seul.

— Avoue donc que c'est Mlle Gêvrot qui n'a pas voulu.

— Ce n'est pas vrai !

— Maman l'a dit pourtant en te voyant arriver.

— C'est un mensonge... Et d'abord, laisse mademoiselle tranquille, ou je vais me plaindre à mon oncle.

— Ne touchez pas à la reine ! murmura Théodelinde... en s'inclinant, mais en s'éloignant prudemment, car Robertine était pâle de colère. Pour moi, je ne savais que dire, agitée de sentiments divers où dominait la joie de voir cette chère enfant prendre ainsi ma défense et me prouver son affection. Ce fut encore l'abbé Omer qui trouva un terrain de conciliation :

— Tout à l'heure, en rentrant, il y aura des bonbons et des gâteaux... pour les enfants sages, pour ceux qui ne se seront pas disputés... à partir de ce moment-ci. D'ailleurs, nous arrivons à l'Abbaye, rapprochons-nous de vos parents.

Le soubassement de la tour découronnée était, du haut en bas, revêtu d'un épais manteau de lierre ; carré, il offrait l'aspect d'un donjon. L'abside s'était écroulée, ainsi qu'une partie de la toiture ; seules, deux grandes arcades subsistaient, soutenant un reste de voûte. Les murs de la nef demeuraient debout avec leurs fenêtres de plein-cintre ; ceux du transept étaient plus délabrés ; une brèche s'ouvrait à gauche, un grand trou ovale presque à niveau du sol, comme une porte basse d'où l'on avait vue sur un superbe horizon. A terre gisaient quelques débris de chapiteaux et un vaste bénitier du dix-septième siècle, orné de curieuses sculptures. Voilà ce qu'il restait de l'église, dans son ensemble romane et de la fin du onzième siècle ; du cloître, encore moins ; peu de chose aussi d'une construction voisine, où l'on discuta s'il fallait reconnaître le réfectoire ou la grange de la dîme.

Le baron fit le cicerone ; il embrouillait bien un peu les styles et les dates, comme M. de Fagues le lui fit discrètement entendre à plusieurs reprises, mais cela avait d'autant moins d'inconvénient que les dames, selon leur habitude, n'écoutaient pas et que les hommes en savaient plus que lui... sauf pourtant l'adolescent au cigare. Délivré des affres du tabac, il avait retrouvé la sérénité de son visage et ses facultés intellectuelles ; mais celles-ci étaient au-dessous de la moyenne, de sorte que ses réflexions saugrenues nous procurèrent quelque gaieté. Il ne voulait pas croire que ce fût là un bénitier :

— Non, disait-il, cela servait à autre chose ; c'est plus vraisemblable.

A quelle autre chose? c'est ce qu'on ne put lui faire dire. Il répétait : « C'est plus vraisemblable », et le baron prétendit qu'il avait tout simplement pris le bénitier pour la chaire et qu'il n'osait l'avouer. Il avait réussi à se faufiler auprès de moi et me contemplait de ses yeux jolis et bêtes ; mais vite je tournai le dos à ses muettes adorations : je venais d'apercevoir Robertine arrêtée devant la brèche, avançant le haut du corps et se penchant. Elle regardait avec attention au dehors, en bas.

De ce côté de l'église, une pente raide et gazonnée descendait vers un ruisseau bordé de saules ; sur la rive opposée, juste en face, il y

avait un lavoir ; des femmes battaient le linge ; autour d'elles, quelques villageoises et des enfants se groupaient, les yeux levés vers l'Abbaye. Évidemment, notre belle société les avait attirés ; ils pouvaient suivre nos mouvements quand nous passions devant la brèche ou quand nous allions d'un bâtiment à l'autre. Parmi les femmes, j'en remarquai une qui se tenait à part, en arrière, adossée au tronc d'un arbre, les bras croisés ; elle était mise comme les autres, mais plus svelte, et je ne sais quoi, peut-être son attitude lassée où il y avait de la grâce, ou son isolement et son immobilité fixèrent mon attention. A cette distance, ma myopie ne me permettait pas de discerner ses traits, surtout dans l'ombre que le saule faisait sur elle ; je n'aurais pu savoir la couleur de ses cheveux, quand ils n'eussent pas été cachés sous sa coiffe ; mais ce petit visage, ce buste frêle si peu d'une campagnarde, tout la distinguait de ses lourdes voisines... Un moment, je crus saisir l'expression du regard ; illusion? idée préconçue? Pourtant n'est-ce pas ce qui se reconnaît, ce qui se transmet du plus loin?

Le comte vint nous avertir que l'on partait. En arrière de Robertine, je lui posai une main sur le bras, et de l'autre je lui désignai la paysanne solitaire.

— Le joli tableau rustique ! Je comprends que vous vous attardiez à le contempler ; mais l'heure avance et l'on vous réclame. Allons, Robertine, en route !

Comme elle rejoignait ses cousins, il ralentit le pas et nous pûmes causer un moment.

— Pour prendre votre revanche de n'avoir pas vu Lise Rocreux où elle était, vous la voyez où elle n'est pas.

— Monsieur le comte, parlez-vous sincèrement? Ne pensez-vous pas, comme moi, que c'est elle?

— Sous ce déguisement? fit-il avec une moue sceptique.

— Elle s'habille bien en homme ! mais je la reconnaîtrais partout à ses yeux.

— D'aussi loin? et vous dites avoir la vue basse !

— Je vous accorde que, cette fois, je n'ai pas vu, mais j'ai senti, j'ai eu l'impression. D'ailleurs, je savais qu'elle serait à l'Abbaye.

Et je lui contai la proposition de Grand-Luc de nous conduire, Robertine et moi, au Clos-Potel.

— Elle a en vous une ennemie terriblement vigilante et clairvoyante.

— Son ennemie, moi ! Comment serais-je l'ennemie d'une personne qu'aime Robertine et qui paraît l'aimer?

M. de Fagues s'arrêta sur place et me dit gaiement :

— Eh ! bien, vous n'êtes pas changeante... Il y a quelques jours, vous la traitiez d'aventurière, d'étrangère qui se cache et qui médite un mauvais coup...

— Vous preniez sa défense avec une telle chaleur !

Cette réplique m'avait échappé ; elle était la plus sotte du monde ; autant dire tout de suite au comte que, l'autre soir, j'avais eu un accès de jalousie ! Et tout en reprenant ma place à côté de l'abbé Omer et avec les enfants, je faisais dans mon esprit le compte de tous les défauts que M. de Fagues devait voir en moi : curieuse, incapable de raisonner, jalouse et... mal élevée ; car aussitôt ma réponse lâchée, impatientée contre moi-même, devant son sourire et son silence je n'avais pu retenir un mouvement nerveux : j'avais tapé du pied !

L'humeur égale et simple de l'abbé Omer m'aida à me remettre ; pendant le retour au château, les enfants, fatigués, nous laissèrent à peu près en repos. J'en profitai pour tâcher d'obtenir de l'abbé quelques renseignements sur le passé des Cheuvignon.

Il ne put guère m'en donner, n'étant à Meusey que depuis un an :

— D'autant plus, me dit-il, que M. le curé devient muet comme ne carpe dès qu'il s'agit du marquis. Tout ce que je sais, ou plutôt que j'ai entendu dire, c'est que la brouille entre eux remonte à une dizaine d'années, au temps de la mort de Mme Dieudonné de Cheuvignon, la mère de votre petite élève.

— Mais, à cette époque, M. l'abbé Lourmat ne pouvait occuper la cure de Naufreville?

— Il n'a dû rentrer, en effet, qu'avec le Concordat ; un prêtre assermenté l'avait remplacé ; mais lui n'avait pas pour cela quitté le pays. Je crois même qu'il vivait, plus ou moins caché, au château. Je tiens de lui que, même au fort de la Révolution, son autorité continua de s'exercer secrètement dans la paroisse. En tout cas, le marquis, jusqu'à la mort de sa belle-fille, était avec M. Lourmat dans les meilleurs termes ; il est donc probable que leur désaccord se rattache à une rupture entre les Cheuvignon et les Rocreuilly, M. le curé ayant pris le parti de ces derniers.

— Les Rocreuilly?

— Oui ; la vicomtesse Dieudonné était une demoiselle de Rocreuilly. Ses parents, qui avaient autrefois habité par ici, s'étaient fixés auprès

de Falaise, entre cette ville et Morteaux ; je suis d'un petit pays voisin, Trun, et, dans mon enfance, j'ai vu plus d'une fois le comte et la comtesse de Rocreuilly et leurs filles. Il y en avait deux.

— Quels étaient leurs noms de baptême?

— L'une d'elles s'appelait Clotilde et l'autre... Comment donc s'appelait-elle? Je ne me souviens plus.

— Faites un effort de mémoire, je vous en prie, vous saurez pourquoi je suis si curieuse de connaître ce nom.

Il s'arrêta, se prit comiquement le bout du nez, regarda la pointe de ses souliers ; puis, tout à coup, relevant la tête :

— Élisa ou Élisabeth, s'écria-t-il ; quant à vous dire laquelle fut Mme Dieudonné de Cheuvignon, je n'en sais rien.

— Qu'est devenue l'autre?

— Je ne le sais pas non plus. Les parents ont survécu très peu de temps à la mort de leur fille, Mme Dieudonné ; la sœur a quitté le pays ; on n'a plus entendu parler d'elle. C'est une famille disparue.

— Élisa ou Élisabeth de Rocreuilly, Lise Rocreux... Monsieur l'abbé, je suis frappée — ne l'êtes-vous pas aussi? — de la ressemblance entre ces deux noms.

— Lise Rocreux, répéta-t-il pensif ; cette aventurière qui prend part à des attaques de voitures publiques et qui se déguise en homme?

— On la dit sortie d'une noble famille.

— Comme vous, je l'ai entendu dire. Je n'avais pas pris garde à cette similitude de noms et je ne sache pas que, dans le public, on y ait fait attention. D'ailleurs, jusqu'en ces derniers temps, elle était plus connue sous d'autres noms de guerre : *Fleur de parterre* dans le Bocage et le *Petit lézard gris* dans la plaine de Caen. J'ai peine à croire qu'il faille voir en elle une des demoiselles de Rocreuilly ! Si pourtant vous aviez raison, si sous Lise Rocreux se cache Élisa de Rocreuilly, ce serait nécessairement la sœur de la vicomtesse... puisque celle-ci est morte ; et il est possible, en effet, que ce fût Clotilde qui épousa M. de Cheuvignon.

Est-ce que cette fois je tenais la vérité?

Lorsque ce nom de Rocreuilly avait été prononcé par l'abbé Omer, tout de suite m'était revenue à la pensée la réflexion de Robertine, dans la bibliothèque, la veille de l'arrivée du capitaine Norbert : « Lise Rocreux, c'est singulier ! » Et elle n'avait pas voulu me dire en quoi cela était singulier ; c'est qu'elle avait alors, comme moi à présent, remarqué l'identité de noms entre cette femme et sa tante ;

comment, en effet, ne pas reconnaître en l'un le décalque de l'autre? L'abbé, s'il ne l'avait pas tout d'abord aperçu, n'avait pas non plus osé le nier.

Lise Rocreux serait donc la tante de Robertine, ce qui donnait l'explication de son étrange poursuite, sans toutefois la donner bien claire, ni complète ; car, enfin, que voulait-elle? Elle ne se proposait pas de l'enlever ; ne m'avait-elle pas écrit : « Votre élève ne court aucun danger »? l'opinion de M. de Fagues, malgré les appréhensions du marquis, n'était pas moins nette en ce sens, et les faits la confirmaient. Elle ne voulait donc que la voir, l'approcher, lui parler, l'embrasser.

Certes, j'avais des raisons de connaître jusqu'où peut aller l'affection d'une tante, moi qui devais tant à la mienne. Mais ici il ne s'agissait ni de soins, ni de dévouement ; cette femme savait Robertine heureuse et respectait son bonheur ; elle ne pouvait songer, puisqu'elle l'aimait, à lui faire partager la vie de misère et de périls qui était la sienne. Ce qu'elle cherchait n'était donc qu'une satisfaction de son propre cœur, et tant de sollicitude étonnait un peu ! Il fallait supposer que, non mariée, ou mariée sans enfant, elle avait reporté un jour sur sa nièce une tendresse passionnée qui était dans sa nature et se trouvait sans objet ; après dix ans?... Ou peut-être encore l'avait-elle toujours particulièrement aimée, et dans son existence isolée et précaire, les souvenirs d'un temps heureux devaient avoir sur elle une puissante action ; cette enfant n'était-elle pas tout ce qui lui restait de sa famille et de son passé? Explication possible, et après tout, la seule.

Je saisirais la prochaine occasion de m'assurer près de Robertine du nom de sa mère ; si ce nom était bien Clotilde, il n'y aurait plus, malgré les obscurités, à mettre en doute que Lise Rocreux ne fût Élisa de Rocreuilly, la tante de Robertine. A découvrir un fait si important et si précis, je n'avais pas perdu ma journée.

XVI

L'occasion s'offrit, ou plutôt je la fis naître deux jours après : je donnais à Robertine sa leçon d'histoire romaine dans la salle d'Andromaque où nous étions venues chercher un refuge contre le soleil d'été. A vrai dire, l'agrément de cet ombrage vert inclinait à la

rêverie plus qu'au travail ; Robertine écoutait peu, et moi, tout en parlant des Flaviens, je pensais à autre chose, lorsque l'aventure de la reine Bérénice me permit de réveiller l'attention de mon élève et me donna la transition que je cherchais :

— Le joli nom, n'est-ce pas? lui dis-je et je lui expliquai qu'il était le même que Véronique, en lui demandant laquelle des deux formes avait ses préférences. Là-dessus, nous voilà lancées sur les noms que nous aimions ou n'aimions pas, examinant ceux des uns et des autres. ce qui rendit toute naturelle ma question :

— Comment donc s'appelait votre mère?

— Marie-Élisabeth, mademoiselle.

Je demeurai si déconcertée que, pour me donner une contenance, je repris le livre sur le guéridon où je l'avais posé un instant auparavant ; puis je réfléchis que Clotilde de Rocreuilly (puisque c'était la survivante) avait pu se faire un nom de guerre en empruntant quelque chose à celui de sa sœur ; il est vrai qu'elle aurait eu là une idée étrange ! Je voulus savoir du moins si Robertine, en Lise Rocreux, soupçonnait sa tante :

— Votre mère n'avait ni frère, ni sœur?

— Elle avait une sœur, ma tante Clotilde.

— Qui devait bien vous gâter?

— Je ne sais pas, je ne crois pas ; je n'ai d'elle aucun souvenir. Pensez que je n'avais pas quatre ans quand j'ai perdu maman ; et tout de suite, ici, on s'est brouillé avec sa famille.

— Et vous ignorez ce qu'est devenue votre tante? Personne ne vous a jamais parlé d'elle?

— Si pourtant ! Une vieille bonne, autrefois, il y a bien longtemps, me dit : « Vous ressemblez à votre tante Clotilde : vous êtes brune comme elle. Mais si ma tante était brune, je ne comprends plus...

Elle s'arrêta, rougit et leva sur moi des yeux inquiets.

Je l'attirai dans mes bras :

— Ma chérie, lui dis-je, en la pressant sur mon cœur, ouvrez-moi votre pensée ; vous n'avez pas de meilleure amie que moi ; personne ne vous aime plus tendrement et ne désire davantage vous consoler et vous aider. Robertine, ma chère petite, vous vous demandez, n'est-ce pas? si la dame en gris, qui vous embrasse si passionnément et vous prit vos fleurs, ne serait pas votre tante Clotilde?

Elle fit signe que non en remuant la tête.

— Mais alors, qui pensez-vous qu'elle soit?

— Ni ma tante Clotilde, puisqu'elle était brune et que je lui ressemble... ni maman, puisque les morts, dit-on, ne reviennent pas. Mademoiselle, est-ce que, par exception, ils ne peuvent pas revenir? une mère, pour revoir son enfant?...

— Non, ma chère Robertine ; ils nous voient de Là-Haut, du ciel où ils sont.

— Tous les morts ne sont pas au ciel ; maman, oui ! et c'est sans doute à cause de cela qu'on ne dit jamais de messes pour elle, alors qu'on en dit pour mon père... qui ne doit pas y être.

Je sursautai :

— Robertine !...

Elle releva la tête et me regarda de ses yeux graves :

— Enfin, mademoiselle, si l'on pensait qu'il est au ciel, pourquoi dirait-on tant de prières pour lui? Vous voyez bien qu'on n'en dit jamais pour maman parce qu'on sait qu'elle y est.

— Vous avez oublié votre catéchisme ! L'Église veut qu'on prie pour les morts ; dans le doute, en sa sagesse... il n'y a pas là manque de foi en la bonté de Dieu, au contraire...

Pitoyable théologienne, je sentis que j'allais m'embrouiller dans mes explications ; j'y coupai court moi-même :

— Enfin, vous ne devez ni tenir un pareil langage, ni avoir une telle pensée au sujet de votre père ; on croirait que vous ne l'aimiez pas, et...

— J'avais peur de lui. Oh ! je n'étais pas la seule. Il m'a battue plus d'une fois et je suis sûre qu'il avait dû battre maman. Grand-père n'osait pas lui parler ; il n'y a que mon oncle de Fagues qui ne tremblait pas devant lui. Ah ! mademoiselle, on ne sait pas quelle enfance j'ai eue. Jusqu'au moment où cette dame blonde et vous, vous êtes venues, presque au même temps toutes les deux, je peux dire que personne ne m'aimait.

— Votre tante de Fagues? vos oncles? votre grand-père?

— Ma tante me déteste. J'avais sept ans, je jouais sous la charmille et elle passait de l'autre côté avec mon oncle ; elle lui disait : « Vous êtes bien bon de vous inquiéter de cette petite ; ça, une Cheuvignon ! C'est une Rocreuilly toute crachée, et qui ne vaudra pas mieux que sa mère. » Ah ! mademoiselle, quand je pense à cela, que j'ai entendu ! à présent encore, j'aurais envie de lui arracher les yeux. Quant à mes oncles, mon oncle Norbert était loin, on ne le voyait qu'en passant, il ne savait rien. Mon oncle de Fagues, non plus, puis-

qu'il y a deux ans, il habitait Paris ; puis, quand il est venu à Meusey, et qu'il s'est aperçu de certaines choses, il a cherché à tout concilier. D'ailleurs, je n'osais pas lui dire, non par manque de confiance en lui, mais par crainte de son caractère et des suites.

— Qu'entendez-vous par là?

— Comme vous voyez mon oncle, il vous paraît très doux et très calme, et c'est vrai qu'il l'est d'habitude ; mais quand il s'emporte, c'est terrible. Un jour que j'avais la joue meurtrie, je lui avouai que mon père, en me donnant des leçons, avait toujours une grosse règle à la main, dont il me frappait sur les doigts, ce qui fait bien mal, et même parfois au visage. Si vous aviez vu mon oncle quand il apprit cela... l'éclair de son regard ! Il dit : « Je vais lui parler. » Je le suppliai de n'en rien faire, et il comprit que cela pouvait retomber sur moi ; mais il se rendit auprès de grand-père, et il y eut une scène, violente certainement, puisque grand-père, qui l'a toujours beaucoup aimé, ne voulait plus le voir pendant plusieurs mois.

— Votre grand-père prenait donc le parti de votre père?

— Il ne croyait pas, ou ne croyait qu'à moitié. Mon père ne se montrait pas, en sa présence, comme il était seul avec moi ; devant lui, sans être affectueux, il me parlait assez doucement ; il ne me maltraitait que si nous étions hors de vue. Puis, je vous l'ai dit, grand-père avait comme peur de son fils ; il recommandait de ne pas le contrarier. Il disait : « Il a été si malheureux ! il faut être indulgent pour lui ; prenez garde de l'irriter ! » Et il lui donnait toujours raison. Pourtant, grand-père est bon et je sais qu'il a de l'affection pour moi ; peut-être n'osait-il pas me la témoigner. Depuis que nous sommes seuls tous deux, ma vie est bien changée ; mais, longtemps, comme j'ai été malheureuse !

Elle replongea sa tête dans mes bras et je sentais couler ses larmes tandis que je refoulais difficilement les miennes ; puis une de ses mains quitta ma main qu'elle tenait étroitement et, suivant son geste habituel quand elle commençait de pleurer, elle chercha son mouchoir dans la poche de son petit tablier.

— Ma chère enfant, lui dis-je avec de tendres baisers, ces mauvais jours ne sont plus ; la Providence, en me mettant sur votre chemin, vous a amené une amie qui ne vous abandonnera pas. Vous avez eu raison de me donner votre confiance ; il n'y a rien que je ne me sente capable de faire pour vous. Dites-vous que l'avenir réserve des compensations au deuil et à la tristesse de votre enfance. Et moi, je veux

vous aider à sortir de l'épreuve et à entrer dans les jours heureux ; désormais, je n'aurai d'autre tâche dans ma vie que celle-là, ni de joie plus grande que d'y réussir.

Elle s'était redressée ; elle leva sur moi un regard plein de reconnaissance et me rendit mes baisers. Puis, elle se pelotonna contre moi ; son cœur battait convulsivement ; je voyais remuer ses longs cils noirs, encore humides. Elle demeura ainsi quelque temps ; je la laissai se calmer, la berçant un peu par moment, comme un enfant qu'on endort.

Oui ! ce que j'avais fait jusqu'ici surtout par curiosité, il me faut bien le reconnaître, à l'avenir je le ferai par affection pour cette pauvre petite dont l'enfance avait été si dure. J'éclaircirai le mystère qui l'entourait ; je saurai quel drame de famille pesait sur sa destinée ; je l'aiderai à s'affranchir, s'il était possible, d'un passé douloureux. A cette œuvre, je mettrai tout mon zèle ; j'en avais pris l'engagement vis-à-vis d'elle ; je le renouvelai vis-à-vis de moi-même dans ma conscience et dans mon cœur.

Tout en songeant à ce qu'elle venait de m'apprendre de triste et d'inattendu, je la dorlotais en silence et elle s'apaisait peu à peu. Je lui proposai alors une promenade par les sentiers et les prairies que l'on trouvait derrière le jardin.

— Nous cueillerons des fleurs des champs... sans faire de botanique. Venez ! pour aujourd'hui, c'est assez de souvenirs émouvants et d'évocations pénibles. Marcher vous fera du bien et je vous conterai en route quelque histoire plus amusante que celle de Domitien.

— Je veux bien, dit-elle en se relevant. Elle ajouta : J'aime toujours mieux me promener que travailler.

Et avec la mobilité de son âge et de sa nature, je la voyais déjà presque souriante, lorsqu'un mot m'échappa dont j'étais loin de prévoir les conséquences. Etait-ce d'avoir eu sous les yeux, sous mes doigts qui la caressaient, sa tête brune? Comme nous quittions le banc, une dernière fois je lui passai doucement la main sur les cheveux et je murmurai, moins l'interrogeant que répondant à ma propre pensée :

— Ainsi, votre maman était blonde?

— Oui, mademoiselle, on me l'a dit ; car moi je ne me souviens d'elle que poudrée. Et elle est poudrée aussi dans son portrait.

— Dans son portrait? Vous avez un portrait de votre mère? Vous ne me l'avez jamais montré?

— Il y a bien longtemps que, moi-même, je ne l'ai vu ; je ne sais pas ce qu'on en a fait. C'est la vieille bonne dont je vous ai parlé qui me mena un jour dans la chambre de débarras qui est après la vôtre. Le portrait était posé à terre contre le mur avec d'autres tableaux et toute sorte de choses ; un grand portrait, maman en belle toilette, très jolie et très ressemblante. Je voulus le revoir ; je retournai en cachette ; mais la porte était fermée à clef. Un jour pourtant qu'elle était ouverte, j'entrai dans la chambre, il n'y était plus. Pensant qu'on avait dû le porter dans les greniers, j'y montai, mais une fois là, je pris peur ; songez que j'étais toute petite ! Plus tard, j'ai osé y retourner et je crus bien l'apercevoir entre les caisses. J'essayai de le déplacer, je n'eus pas la force ; puis je craignais d'être surprise !

— Si vous voulez, Robertine, nous tâcherons de le retrouver ; demain, je vais faire ma visite à M. le curé, mais après-demain, nous pourrons consacrer tout le temps qu'il faudra à des investigations dans les combles.

On devine si elle accueillit ce projet avec joie et l'on comprend quelle importance j'attachais à découvrir le portrait. Puisque Lise Rocreux ne pouvait être la brune Clotilde de Rocreuilly, je voulais m'assurer qu'elle ne pouvait non plus être la blonde Élisabeth, de qui elle portait le nom si peu défiguré. Robertine croyait avoir vu sa mère sur son lit de mort ; je n'avais pas une raison aussi péremptoire d'être certaine qu'elle fût morte. Tout le monde le disait et M. de Fagues me l'avait dit ; mais je ne l'avais pas vu, et saint Thomas a toujours été, parmi les saints, celui que je comprends le mieux. Était-il donc inadmissible, et même sans exemple, que l'on fît passer pour morte une personne qui ne l'était pas? Les révélations de Robertine au sujet de son père évoquaient dans mon imagination un mari méchant et brutal, un ménage désuni, une jeune femme s'enfuyant un beau jour, seule ou non, probablement non... Il est vrai que cela supposait aussi une mère abandonnant sa fille, et dans quelles mains ! Mais après tout, que valait moralement cette Élisabeth de Rocreuilly? Si elle n'était autre que Lise Rocreux, ce n'est pas la carrière de celle-ci qui m'invitait à lui croire beaucoup de vertus ! D'autre part, si mon hypothèse était folle, un coup d'œil sur le portrait me le démontrerait : quelque changement que les années, la mode, la coiffure, les conditions de vie, si différentes, eussent pu apporter à la physionomie, il y aurait les yeux, les yeux auxquels je ne me

tromperais pas, les yeux de violette du jeune homme blond et de la dame en gris.

XVII

Malgré mon impatience de connaître ce portrait, je dus m'abstenir de toute recherche pendant quelques jours. Une exploration du grenier pouvait demander du temps ; les matinées n'y étaient pas propices à cause des allées et venues des domestiques dans la maison, de Rosalie surtout, de qui je ne tenais pas à attirer l'attention ; dans l'après-midi, il fallait bien réserver certaines heures au travail et d'autres à la promenade ou aux entrevues de Robertine avec son grand-père. Puis, dès le lendemain, commença une série de dérangements, la plupart imprévus : ce fut d'abord ma visite au presbytère.

Lorsque au déjeuner je soulevai cette question, j'eus la surprise agréable de trouver le marquis plus que conciliant. Je lui contai l'embarras dans lequel je m'étais vue à Meusey en présence de l'abbé Lourmat et mon regret de n'avoir pas suivi plus tôt les instructions de mon oncle qui m'avait recommandé de me présenter dès les premiers jours à mon curé.

— J'approuve monsieur votre oncle, me répondit-il, et même je vous blâmerais, mademoiselle Gêvrot, d'avoir tant tardé à aller rendre vos devoirs à l'abbé Lourmat si, de nous deux, je ne me jugeais le plus responsable de votre abstention. Vous n'avez pas été sans entendre dire ou sans voir assez promptement que je suis brouillé avec M. Lourmat, de sorte que c'est sans doute par déférence pour moi que vous avez manqué de convenance envers lui. Il y a là une raison de plus pour que je vous engage à réparer tout de suite une erreur où je suis mêlé. Allez donc dès aujourd'hui au presbytère ; prenez le cabriolet, Grand-Luc vous conduira.

Je le remerciais ; il ajouta d'une voix un peu basse en se passant la main sur le front comme pour écarter de fâcheuses pensées :

— La rupture entre M. Lourmat et moi remonte à un événement pénible et lointain... à une décision que j'ai prise, que je devais prendre ; lui ne voulut pas entrer dans mes raisons... Il ne transigea pas ; je m'emportai. Tout cela n'empêche pas que je rende justice à son caractère et à ses vertus. Je n'ai pas de rancune contre lui... non, je n'en ai pas.

— Dois-je le lui dire, monsieur le marquis?

Il laissa tomber sur moi son regard morne et devint hésitant :

— Vous *pouvez* le lui dire... mais non de ma part ; cela prendrait trop d'importance ; donnez-lui simplement votre impression.

Puis se levant de table — le repas finissait — il me salua d'un mouvement de tête et d'un geste de la main bienveillant, qui lui était familier pour prendre congé. Il me sembla qu'une larme venait au bord de ses yeux.

Le mystère, le secret des Cheuvignon ! c'était la première fois que le vieux marquis y faisait allusion devant moi ; peut-être même devant Robertine, qui avait écouté de toutes ses oreilles et qui demeurait silencieuse et pensive. J'étais heureuse pour cette chère enfant et fière pour moi-même d'être parvenue à ce point dans la confiance du marquis ; je me voyais chargée d'une mission délicate de rapprochement, associée à un éclaircissement, à une réparation peut-être du passé ; je m'applaudissais d'avoir osé ma question de tout à l'heure : *Dois-je le dire*, dont, au premier instant, j'avais été sur le point de regretter l'indiscrète audace.

Lorsque l'heure vint de faire atteler le « berlingot », il fut impossible de découvrir Grand-Luc ; Rosalie avoua qu'il avait disparu depuis la veille. On ne s'étonna pas ; ses fugues étaient fréquentes ; c'était un singulier serviteur. Le vieux marquis ne s'apercevait de rien, ne sortant guère de sa chambre, indifférent au train de la maison ; les domestiques ne se vendaient pas entre eux ; puis, si Grand-Luc manquait souvent à la besogne, on savait qu'il se rattrapait ensuite par son activité et son universelle adresse.

Le ciel était beau ; j'aimais tout autant m'en aller à pied. J'ai toujours été bonne marcheuse, peu brave en voiture et fort éprise de ma liberté.

En arrivant à Naufreville, je vis une calèche bleu de roi stationnant devant le presbytère ; les armes dont elle était écussonnée ne me laissèrent aucun doute : la comtesse de Fagues devait faire visite à l'abbé Lourmat. Peu soucieuse de me rencontrer avec elle, j'entrai dans le cimetière en attendant qu'elle me laissât la place, et je regardai les tombes et leurs inscriptions. J'errais, le temps passait, et Mme de Fagues ne sortait pas. Debout devant la sépulture des Cheuvignon, je m'émerveillais (au souvenir des récentes confidences de Robertine) des deux mauvais vers qui célébraient « la rare bonté » de Serge-Henry-Dieudonné de Cheuvignon, lorsque, derrière moi, une voix connue, celle de M. de Fagues, dit, répondant à ma pensée :

— Sa rare bonté signifie sans doute qu'il était rarement bon.

Puis, se reprenant avec force :

— Il ne le fut jamais ! Le marquis a fait graver ce distique pour complaire à son vieil ami, le chevalier de Moncray, qui se croyait le don poétique et qui avait la manie de composer des épitaphes. M. de Cheuvignon eût dû épargner à sa famille ces vers ridicules ; ridicules? odieux, quand on a connu le personnage ! Mais le pauvre marquis n'a jamais su refuser : il est la bonté... et la faiblesse même.

Je ne pus me retenir de penser que M. de Fagues ressemblait plus qu'il ne le croyait à son beau-père, lorsque je vis son visage changer d'expression à l'aspect de la comtesse qui, après s'être fait tant attendre, sortait brusquement du presbytère et, par-dessus le parapet du cimetière et les croix des tombes, fixait droit sur son mari le regard aigu de ses yeux bridés. Il se hâta de me saluer. Non sans comprimer une forte envie de rire, je le vis monter dans la calèche bleu de roi où l'attendait sans doute, entre Naufreville et Meusey, une semonce conjugale.

Le curé m'accueillit avec toute sa bonne grâce ; entretien banal, d'ailleurs, jusqu'au moment où je contai les dispositions du marquis. Alors, M. Lourmat toussa, se tourna vers la cheminée, auprès de laquelle nous étions assis, ébaucha le geste de prendre les pincettes comme pour tisonner le feu (absent, nous étions en août) ; puis, après un silence, me refaisant face d'un air de subite décision :

— Mais, moi non plus, je n'en veux aucunement à M. le marquis de Cheuvignon. Pourquoi lui en voudrais-je? Il ne m'a jamais offensé personnellement ! Je ne lui reproche que d'avoir méconnu dans ma voix l'autorité de l'Église : il lui a préféré l'honneur humain. C'est un gentilhomme... qui a vu faux. Il croyait bien faire. Mais, de ce qu'il a fait, les conséquences ont été graves et elles subsistent ; et tant qu'elles subsisteront, comme ce n'est pas à moi qu'il appartient de les effacer, que lui seul le peut, j'attends qu'il s'y décide... qu'il s'y résigne. Ah ! je sais bien que cela n'est pas facile ; mais il le faut, et plus M. de Cheuvignon s'obstine, plus il en résulte de mal. Tant qu'il n'aura pas consenti à revenir sur ce qu'il a fait, je n'ai pas, moi, à modifier vis-à-vis de lui mon attitude, qui est celle du blâme.

Parlant ainsi, il se leva ; j'imitai son mouvement et m'apprêtai à prendre congé, quand il me retint :

— Qu'allez-vous lui dire?

— De vos paroles tout ce que vous m'autoriserez à répéter, monsieur le curé.

— Rien de plus,. n'est-ce pas?

— Rien de plus.

— Eh bien ! dites à M. le mraquis que je n'ai pour lui et n'ai jamais eu que des sentiments de respectueuse estime et bienveillance ; mais que notre désaccord subsistera, sur le point qu'il sait, tant que lui-même n'aura pas défait ce qu'il a fait ; il comprendra. Adieu, mon enfant.

Comme je quittais le presbytère, la calèche était arrêtée de nouveau, cette fois devant la grille du pépiniériste, un gros bonhomme avec qui M. de Fagues demeurait à causer sur le seuil tandis que la comtesse remontait en voiture. J'étais trop loin d'eux pour les saluer ; mais elle m'avait aperçue et put ainsi constater qu'au lieu de revenir sur mes pas, j'achevais de traverser le village dans la direction de la maison Lefranc.

Ne faisant rien de mal et ayant bien le droit de me promener une heure de plus si cela me plaisait, je n'attachai aucune importance à avoir été vue prenant telle ou telle direction. Depuis le jour de l'ombrelle perdue, je n'étais pas retournée dans ces parages ; j'avais le caprice de revoir les fenêtres mystérieuses et la porte sur laquelle on m'avait infligé le nom d'Ève ; je reviendrais au château, comme les autres fois, par le chemin de traverse qui s'ouvrait à gauche, en face le Bois du Diable.

J'allais, réfléchissant à ce que m'avait dit l'abbé Lourmat, aux demi-clartés qui commençaient à se faire, aux conséquences possibles de ma démarche. Je songeais aussi au portrait, qu'il me fallait découvrir au plus tôt ; par lui, j'apprendrais si Lise Rocreux et Élisabeth de Rocreuilly, oui ou non, étaient une même personne.

Je ne sais vraiment pourquoi, contrairement à mon habitude de tenir la droite de la route, ce jour-là, je marchais à gauche ; bien m'en prit, comme on va le voir. Aux approches de la maison Lefranc, le chemin, se rétrécissant, faisait un léger coude entre des talus boisés ; comme je sortais de ce détour couvert et que déjà mes yeux se fixaient sur la porte verte du pignon Lefranc, j'entendis en arrière de moi un roulement précipité, des claquements de fouet, le bruit d'un équipage qui arrivait à fond de train. Je me rejetai vers le talus ; et tout justement je retrouvai la niche entre les coudriers où Robertine m'avait fait asseoir le jour du bouquet donné à Lise Rocreux. J'y

montai d'un saut, à temps pour voir passer devant moi un lourd cabriolet de louage, à caisse jaune, attelé de deux chevaux, celui de droite en renfort, en dehors des brancards ; de sorte qu'avec le peu de largeur de la route et les ornières profondes qui ne permettaient pas aux roues une rapide déviation, si j'avais suivi ma droite j'aurais été infailliblement écrasée, soit en roulant sous les pieds du cheval, soit que j'eusse été prise entre lui et le talus et aplatie comme une feuille.

Brusquement, le cabriolet s'arrêta après la maison Lefranc, en face le sentier qui la séparait du Bois du Diable et où Lise avait apparu à Robertine. A l'entrée du sentier s'avança quelqu'un dont je ne pouvais apercevoir que les pieds (ils étaient petits) ; on dut remettre une caisse au postillon. De celui-ci, je ne vis que les mains, quand, sans doute dressé debout sur son siège, il lança la caisse dans le cadre aux bagages, sur la capote. Ce fut l'affaire d'un instant ; la voiture repartit ; mais, à ma surprise, elle quitta presque aussitôt la route pour s'engager à gauche, dans le chemin de traverse qui ramenait au château.

J'en eus vite l'explication. A peine le cabriolet avait-il disparu qu'un galop se fit entendre dans les arbres du côté du village, et que deux gendarmes, penchés sur le col de leurs montures en sueur, passèrent comme une flèche. Laissant en arrière le Bois du Diable et le chemin de traverse, ils continuèrent leur course tout droit, vers la route de Cherbourg. L'idée ne leur vint pas — et je le comprends — que le cabriolet eût pu se jeter dans le petit chemin, si peu carrossable ; car, évidemment, c'était lui qu'ils poursuivaient.

Remise de mon étonnement, je quittai le réduit des coudriers et, non sans jeter un coup d'œil aux fenêtres de la maison Lefranc (ne doutant pas que derrière une d'elles Lise épiât mes mouvements), je pris à mon tour, pour rentrer, le chemin de traverse. Ce chemin passait derrière le jardin du château, puis, le contournant, allait rejoindre la route de Caen à Creully ; c'était à l'angle de ces deux routes que, le soir de mon arrivée en Normandie, nous avions, M. Lefranc et moi, rencontré Lise en habits d'homme ; et c'est aussi là, comme je le sus le lendemain, que devait se briser le cabriolet jaune. C'est pourquoi, contre mon attente, je ne le trouvai pas versé, obstruant le chemin, et je pus méditer tout à mon aise sur la scène à laquelle je venais d'assister.

Je la reconstituais avec cette mémoire des yeux dont M. de

Fagues m'avait parlé un jour à Meusey ; j'y assistais pour ainsi dire une seconde fois, revoyant nettement les détails dont je n'avais eu d'abord qu'une faible perception. Ainsi, l'attitude du postillon, un jeune garçon que je n'avais aperçu que de dos, parce qu'il était assis obliquement sur la banquette et qu'il tournait la tête à droite ; voilà bien la manière de Grand-Luc quand il menait le « berlingot »... de Grand-Luc disparu du château depuis vingt-quatre heures ! Et c'était bien de lui aussi, l'adresse et la vigueur avec lesquelles on avait lancé sur la capote de la voiture la petite caisse, qui devait être lourde... la même que j'avais vue jadis enfouir dans le jardin. Mais, l'homme qui occupait la voiture, qui était-il? J'avais à peine distingué une face à lunettes et à gros favoris d'un blond roux, un chapeau gris... Quant à la personne aux petits pieds qui se tenait prête au passage du cabriolet pour remettre la caisse, je n'avais pas d'incertitude : ce ne pouvait être que Lise.

Ni le postillon, ni le voyageur n'avaient dû me découvrir dans mon buisson ; il n'en était pas de même de Lise qui, de l'entrée du sentier, devait, tout en se dissimulant, guetter l'arrivée du cabriolet... En tout cas, j'étais bien résolue à ne dire à qui que ce soit ce que j'avais vu.

Rentrée au château, je montai aussitôt à la chambre du marquis, pour lui rendre compte de ma mission ; je le fis dans les termes que m'avait dictés l'abbé Lourmat. M. de Cheuvignon m'écouta avec attention et me remercia sans laisser voir ni satisfaction, ni mécontentement. Puis, j'emmenai Robertine dans la salle d'étude et je la fis travailler en attendant l'heure du dîner.

Frédéric Plessis.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

L'ANGLETERRE, LA FRANCE ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Il est entendu que les événements ne se répètent jamais. Les fameuses « lois de l'histoire » n'ont de réalité que dans la mesure où elles se cantonnent dans un rôle de *principes*. Comment y aurait-il *lois* sans répétition identique des mêmes conditions? Pourtant, comme l'histoire abonde en préfigures et en vagues recommencements ! Ne sommes-nous pas en train de revivre, de l'autre côté de la barricade, la période 1815-1840? J'ai seulement peur que l'incapacité de nos contemporains n'aboutisse à clore le cycle un peu plus tôt qu'il ne faudrait, à lui donner aussi une soudure sinistre.

En tout cas, les choses se passent à peu près comme en 1820, au moment où la France, aidée par la Russie, par l'Autriche, par l'Angleterre, c'est-à-dire, entendons-nous bien, tantôt par l'une, tantôt par l'autre (et tout l'art de nos négociateurs consista précisément dans ces utilisations successives), reprit sa place en Europe et remonta du fond de l'abîme qui s'était ouvert sous ses pas entre la Haie Sainte et Waterloo.

Aujourd'hui, grâce beaucoup à l'Angleterre, quelque peu à l'Italie, le *Reich* germanique, perdu entre deux eaux, recommence à flotter. Sa masse opaque encombre de nouveau le circuit européen. Qui donc aura le courage de parler français à M. Lloyd George, en lui nommant par son nom le vrai péril?

Serait-ce un discours si difficile à tenir? Serait-il impossible de recourir, une fois pour toutes, à la vertu des mots? Il y a une théologie orientale, où les choses n'existent qu'à mesure que Dieu les nomme. Un grand sens se dissimule derrière ce mythe. Une autre ne leur donne la vie, toujours dans les mêmes parages, qu'au moment où Dieu les voit. Mais nous, voyons-nous, savons-nous parler? Une espèce d'atonie mentale suspend ses brumes dans notre cerveau et dans nos membres.

La meilleure lecture à faire, en ce moment, pour n'importe lequel de nos hommes d'État, serait assurément les discours de Bismarck. Bismarck parlait dur et clair, comme un homme habitué à considérer des solides. Derrière les speechs de M. Briand, on n'entrevoit que des lueurs, des palpitations. Serait-il indécent d'imaginer un Bismarck français — c'est-à-dire raisonnable et sans maladie nerveuse — chargé de répondre à M. Lloyd George au cours de ces interminables colloques, aussi ridicules que ténébreux? Il irait tout de suite droit au but. Il laisserait de côté les astrologues, — pardon, les experts, — et les empoisonneurs, — pardon, les théoriciens démocratiques. Il ne recourrait guère aux statistiques et pas du tout aux fumées de la Justice et du Droit.

Qu'est-ce que le droit? Qu'est-ce que la justice? Qu'est-ce qu'une nation? Les Polonais de Haute-Silésie, très certainement les plus nombreux, de beaucoup, dans toute la province, et non seulement dans le triangle industriel, ont vendu, lors du plébiscite, leur âme à l'Allemagne, par horreur de la caserne et par amour de la bonne chère. Est-ce une indication juridique? Si l'Allemagne récupère ses forges et ses mines, elle en fabriquera des engins pour nous détruire. Le droit consisterait-il dans cette longue série de fraudes et d'aberrations? Notre droit, à nous, Français, de vivre en quiétude, ne trouverait-il donc pas un langage pour s'exprimer, des correspondances matérielles pour prendre corps?

Il y a quelque chose d'exaspérant dans ce tissu de mousseline vénéneuse dont on étoffe, depuis des mois, notre cri incessant au droit de vivre en paix. Où l'Angleterre veut-elle en venir? C'est cela qu'il faudrait demander à Lloyd George, une fois pour toutes. Une fois pour toutes, il faudrait lui arracher un oui ou un non catégoriques.

Qu'avons-nous gagné à surseoir, à patienter, à lanterner, à ruser avec cette explication définitive qu'il faudra bien avoir, tôt ou tard, avec les ministres de George V? Nous n'arrivons même pas à

nous faire payer. Les marks-or prennent le chemin de Scapa Flow. Nous ne les reverrons jamais, et jamais on n'aborde *la seule question véritablement intéressante : l'Entente cordiale*. Pourtant tout est là.

De deux choses l'une : ou l'Angleterre désire, par intérêt, maintenir l'accord avec nous, et alors nos ministres sont des incapables en ne tirant pas parti de cette situation, — ou elle n'a pas intérêt à se comporter comme notre alliée, et alors pourquoi tient-elle à se dire notre alliée? Certes, il est malaisé, je le sais bien, de saisir la réalité entre les deux prises étroites d'une alternative de ce genre, mais il est nécessaire d'essayer au moins de la saisir avec cet instrument. Le propre de toutes les situations étant de tendre à leur extrême, on peut toujours se demander, des relations franco-anglaises, si ce sont des relations d'amitié ou d'inimitié. Le jour n'est-il pas venu où l'on doive se le demander? Proclamer, comme le rite l'exige, à la fin de chaque palabre, l'unanimité des vues et des intentions, est une charlatanerie sans décorum, tout juste bonne pour des *minus habentes*, alors que la contexture des débats et le dispositif de résolution hurle à la germanophilie et à la brimade française.

De jour en jour, les phénomènes de désaccord s'accentuent donc entre Paris et Londres, et le tort universel consiste à nier cette course à la rupture. Très proprement, le dernier Conseil suprême s'est arrêté au point mort, prêt à repartir, soit du côté séparation, soit du côté rapprochement. L'art diplomatique a consisté, jusqu'ici, à tourner autour de ce point mort, sans avoir le cœur de choisir une direction.

En attendant, sur aucun des sujets soumis à la décision des plénipotentiaires, l'accord n'a pu se réaliser. D'un geste las, — d'un geste expressif, — on a renvoyé les litiges à des tiers, exactement comme on renvoie à la commission, dans nos parlements pourris, les lièvres qu'il ne faut pas encore lever. Cette démission du Conseil suprême atteste avec quelle rapidité vieillissent la paix de Versailles et ses organes. Comme un malade qui se retourne dans son lit et n'arrive pas à rencontrer de place sans souffrance, comme une étincelle qui parcourt un chiffon brûlé sans trouver de nourriture à sa faim, la Paix — la Paix de Tolstoï, qui est aussi la Paix d'Aristophane — parcourt, sans s'y fixer, les appâts qu'on lui ménage, la Commission des réparations, le Conseil suprême, demain peut-être ce qui reste épars de la Société des Nations à Genève, à la Haye, à Washington.

Étrange recours! Subtile procédure! Lamentable ajournement!

La *Gazette de Francfort*, avec une malice vraiment trop grosse, constatait pourtant, ces jours derniers, ce qu'avait d'irrémédiable le malentendu franco-anglais : « Lloyd George n'a devant lui, observait-elle, dans Briand qu'il préfère, que la politique de Poincaré, mais enveloppée dans une peau d'anguille, sur laquelle ne cesse de glisser la main qui veut la saisir. Enfin de compte, *même avec Briand, on n'a pu éviter l'éventualité d'une rupture* qui se serait produite plus tôt avec Poincaré. » Peut-on avouer, en termes plus clairs, que nos immenses sacrifices n'ont servi à rien? Ni l'Orient, ni l'Occident, ni les réparations, rien de tout cela ne nous sert. Une politique d'énergie nous eût conservé les pétroles, le Rhin et les marks. Y songerons-nous quand nous n'aurons plus rien à perdre?

La France réclame une politique française. Ce n'est pas la Société des Nations qui la lui donnera. On n'oublie pas que ce mot wilsonien s'est vidé peu à peu de son contenu, en prenant forme sous la main de M. Lloyd George. Tout récemment, les débats anglo-américains, relatifs à la conférence de Washington, ont bien mis en lumière que l'Angleterre, même si elle répondait à l'invitation du président Harding, ne laisserait pas détruire l'œuvre de 1919. Le vicomte Grey, au cours d'une manifestation pacifiste, l'a répété avec insistance. Dès maintenant, il semble que la politique britannique s'oriente du côté d'une réconciliation à effectuer entre la Maison-Blanche et l'entreprise de Genève. Quelle victoire pour Lloyd George, si, contrairement à l'attente universelle, les États-Unis s'enchaînaient eux-mêmes, à Washington, au char triomphal — encore que ce triomphe ait un masque — de l'Empire anglo-américano-africano-indien!

Toujours est-il que la décision du Conseil suprême, qui renvoie au Conseil de la Société des Nations le nœud gordien de la Haute-Silésie, avec mission de le résoudre, rentre assez dans la ligne de cette politique, pour qu'il soit expédient d'y insister. Les manigances de lord Curzon et de M. Lloyd George trouvent dans cette solution provisoire un soulagement définitif. Sans qu'il leur en coûte un shilling, sans qu'on puisse les suspecter d'une once, ils hypothèquent les préférences américaines d'un précédent fatal pour les projets de M. Harding. L'importance de la *Ligue* vient subitement de croître d'une façon démesurée.

Aussi bien ne serait-il pas inutile d'étudier de près l'usage (fort élégant) que fait de plus en plus l'Angleterre de la Société des

Nations et de son Conseil. L'énorme comédie des îles d'Aland, dénoncée ici même, prélude très bien à la tragédie silésienne. Dans l'une et l'autre affaire, *il s'agit d'assurer sur mer à l'Angleterre tout ce qu'on refuse à la France sur le continent.* Il ne semble pas qu'aucun de nos ministres aperçoive là le moindre principe d'une monnaie d'échange. Dans les deux cas, pourtant, c'est dans l'antichambre classique de la Société que se passent les cinq actes de toutes ces mauvaises pièces.

Sait-on beaucoup que l'Angleterre — rebelle à nous favoriser en Haute-Silésie — s'apprête à mettre la main sur Héligoland, par l'entremise de la Société des Nations? Narrer cette aventure n'est peut-être pas la plus mauvaise façon de s'occuper du triangle industriel. L'amiral Degouy a très finement analysé cette intrigue, montée à Londres avec un brio indiscutable.

Le président Wilson aurait, paraît-il, vu d'un mauvais œil la réannexion d'Héligoland, avec ou sans plébiscite. On n'insista donc pas au *Foreign Office* pour réformer le traité de 1890. Mais voici bien une autre affaire. Des élections viennent d'avoir lieu dans l'île, à coup de livres sterling, change compris, et les nouveaux magistrats municipaux du nocher, perdu dans le *Deutscher Bucht*, viennent, comme par hasard, de se plaindre à Londres que le nouveau *Reich*, moins habile que l'ancien, ne respecte pas les franchises immémoriales que la population tenait des ancêtres hanovriens de George V. Bref, on réclame, au nom de la Justice, du Droit et du principe des nationalités, une revision du pacte de 1890. Très visiblement, l'affaire s'oblique du côté de Genève.

L'habileté de nos négociateurs consisterait peut-être à l'y faire se rencontrer avec la Haute-Silésie. Il existe de même un ensemble de tractations, assez obscures, mais d'une signification aveuglante, entre l'Angleterre et les Baltes, que le même amiral Degcuy signale avec un grand bonheur d'opportunité : « Ce n'est plus seulement un *droit de regard*, dit-il, que les Anglais revendiquent dans cette Baltique, qui, il y a quelques années, leur semblait négligeable, c'est une véritable occupation navale qu'il leur faut, avec des stations, des points d'appui, parfaitement définis et reconnus : Memel, Riga, Libau, Revel, où, déjà, ils sont installés à *titre provisoire*, comme à Constantinople. On apprend aujourd'hui que les quatre grands ports seront appelés à ravitailler l'une des escadres légères de la *Home Fleet*, qui séjournera dans la Baltique d'une manière permanente. Cela suppose

des conventions conclues avec la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie.»

Cela suppose également une étonnante apathie du côté français. Quoi ! l'Angleterre agit, acquiert, en même temps qu'elle nous empêche d'agir, de nous préserver, et il ne se trouve pas chez nous un ministre, depuis sept ans, pour redresser un peu cette claudication scandaleuse ! L'incapacité gouvernementale à considérer, à *imaginer des ensembles organiques* et non des pseudo-ensembles du type Rhin-Orient, — fausse balance qui nous a toujours déçus, — éclate dans ce parallèle dont la toile de fond tend décidément à se fixer à Genève.

Gardons-nous donc bien de considérer, *a priori*, le renvoi de la question silésienne au Conseil de la Société des Nations comme une victoire de seconde zone. Les précédents de cet ordre ne sont pas en équilibre français. La *Société des Nations* couvre le plus souvent des manœuvres britanniques.

Aussi bien voit-on mal l'Espagne, la Chine, le Brésil, décider à bon escient d'un problème qui concerne la France d'abord. Leur intrusion posera par compensation et dans la coulisse les problèmes de Tanger et du Pacifique. Cela combiné avec la conférence de Washington peut fort bien conduire à l'internationalisation des gâchis.

René Johannet.

Le Conseil suprême et l'Orient.

Est-ce préméditation mûrement calculée ou simplement rigoureux enchaînement de cause à conséquence? Toujours est-il que les Anglais ne perdent pas de temps à exploiter en Orient les embarras européens de la France. Devons-nous leur en faire reproche? Ils poursuivent une politique qui peut prêter le flanc à la critique, qui a ses avantages et ses risques, mais qui se caractérise par une volonté d'action opiniâtre, mise au service de desseins nettement affirmés. Si les initiatives et les conceptions britanniques vont à l'encontre de nos intérêts, nous devons savoir à qui nous en prendre. Les hommes d'État de Londres n'ont pas à se faire les champions de notre cause. Au lendemain d'une victoire sans précédent, la France avait assez d'atouts pour jouer sa partie sur une scène où les plus graves revers n'avaient pu effacer le souvenir de succès éclatants. Tout n'est pas encore perdu, malgré l'incroyable série d'erreurs accumulées depuis et avant même l'armistice. Tout n'est pas perdu parce que les élé-

ments dont nous aurions dû nous servir travaillent, en dépit de notre inertie, à entraver les plans de nos adversaires. Mais nous allons à la catastrophe si, non contents de perdre des occasions et un temps précieux, nous favorisons nous-mêmes les projets d'éviction. N'est-ce pas précisément ce qui vient de se passer au Conseil suprême?

On ne voit vraiment pas ce que la question d'Orient avait à faire dans un débat imposé précipitamment sur le partage de la Haute-Silésie. Elle ne pouvait y jouer que le rôle de facteur de marchandage. Or, des expériences multiples nous ont enseigné que, de ces combinaisons, la France est toujours le mauvais marchand, parce que toujours elle doit payer les frais de courtage. La Conférence de San Remo lui a coûté les pétroles de Mossoul. A Londres, au mois de mars dernier, pour obtenir les sanctions contre l'Allemagne, nous avons dû passer l'éponge sur les méfaits de Constantin le filou. Fallait-il aller au-devant de nouvelles concessions? M. Briand était le maître de l'ordre du jour, puisqu'on lui avait laissé comme fiche de consolation le rôle de metteur en scène. C'était le cas ou jamais de limiter la discussion aux affaires allemandes. On ne l'a pas compris. Résultat : les Anglais se sont fait payer d'avance, comme il convient à des gens pratiques, puis ils nous ont laissé en plan avec la crise allemande sur les bras. Cela, c'est le comble.

Mais, direz-vous peut-être, qu'avons-nous donc cédé? La dernière session du Conseil suprême a, certes, coûté cher à la France, mais en Europe, l'Orient : on en a si peu parlé. A peine deux brefs intermèdes : juste le temps d'enregistrer quelques constatations banales. Les hostilités continuent entre Grecs et Turcs, sans que personne puisse en entrevoir la fin. Après l'échec éclatant de leur dernière intervention, les puissances n'ont qu'à se croiser les bras. C'est ce qu'on appelle la neutralité. Cette neutralité n'affecte d'ailleurs que les gouvernements, car les particuliers restent libres de profiter des besoins des combattants pour développer leurs petites affaires. Plus tard, on avisera à la revision du traité de Sèvres. Revision inévitable. En effet, ou bien les Turcs prendront le dessus et ils n'ont jamais voulu accepter le traité ; ou les Grecs conserveront l'avantage, et ils réclameront le prix de leurs sacrifices. M. Lloyd George n'a pas dissimulé que cette prétention lui paraît tout à fait légitime. Il a ajouté que les Anglais trouvent un peu lourds les frais d'occupation des Détroits. Tout cela vous semble-t-il anodin? Réfléchissez un peu.

Les puissances renoncent à imposer la paix. Donc elles reconnaissent un état de guerre régulier. Simple constatation. Comment? Jusqu'ici, les Turcs et les Grecs étaient des révoltés. Les premiers, depuis

le jour où ils ont refusé d'adhérer au traité de Sèvres, les seconds depuis la conférence de Londres au mois de mars dernier. A ce moment, l'Angleterre, l'Italie et la France avaient décidé de modifier le statut territorial de l'Asie. Le gouvernement d'Angora n'était pas défavorable. Mais sa bonne volonté n'a pas eu le temps de se manifester, car le roi Constantin a riposté au projet de revision par une offensive. Opération prématurée aboutissant à un échec. Excellente occasion pour les arbitres de châtier le coupable. Les puissances ont eu tout juste assez d'énergie pour se laisser jeter à la figure une offre de médiation. Entre temps, la Grèce trouvait les moyens de préparer sa revanche. Revanche militaire à Eski-Cheïr. Revanche diplomatique au Conseil suprême, où M. Lloyd George obtenait la consécration de l'état de guerre et la confirmation de la neutralité des maîtres de l'heure.

Confirmation de la neutralité. Quelle ironie ! quand on songe aux événements des derniers mois ! Le gouvernement de Constantin trouvant en Angleterre, malgré le blocus financier, tous les moyens de mener une campagne contre la volonté des puissances. La flotte grecque autorisée à se servir de Constantinople comme d'une base militaire et à franchir librement les Détroits pour bombarder des villages sans défense. Non seulement l'éponge est passée sur tous ces attentats, mais le certificat d'impunité autorise toutes les récidives. Bien plus, il les légitime, puisque la consécration de l'état de guerre annihile le traité de Sèvres au regard des Grecs et des Turcs. Comme ce traité a toujours été violé par les Anglais, il n'existe que par les charges imposées aux Français et aux Italiens. Constatons que ni les uns ni les autres n'ont protesté. La Consulta avait pris une autre indépendance sous la gestion du comte Sforza, si opportunément tombé. Or, quel prix l'Angleterre a-t-elle payé la docilité de M. Bonomi et du marquis della Torretta?

Voici donc la Grèce libre de mener la lutte pour le compte de la Grande-Bretagne. Car, ne l'oublions pas : c'est comme soldats de l'Angleterre que les Grecs sont entrés en Asie Mineure. Les péripéties de la guerre ne leur créaient aucun titre. Pas un de leurs troupiers n'avait pris part aux opérations de l'armée Allenby et l'armistice, conclu derrière le dos de la France dans les conditions si étranges que vient de narrer l'amiral Amet, laissait subsister l'intégrité des possessions turques en Asie. Les Grecs n'ont été autorisés à débarquer à Smyrne qu'au moment le plus critique de la polémique de Fiume, quand l'Italie avait quitté la Conférence. L'Angleterre faisait coup double. Elle se dégageait des promesses qui la liaient à Rome depuis 1917. Elle rallumait la guerre avec l'espoir d'écarter défini-

tivement la Turquie des Détroits pour lui substituer des serviteurs plus dociles de l'hégémonie britannique.

Le dessein se développe avec une sûre logique. Ce ne sont pourtant pas les occasions de l'entraver qui ont manqué. Il y en a eu une au moment de la préparation du traité de Sèvres. L'Italie et la France étaient parfaitement fondées à réclamer un statut oriental assurant l'indépendance de la Turquie et la véritable liberté des Détroits. Une seconde occasion peut-être plus favorable encore s'est présentée quand l'effondrement de M. Venizelos a révélé les surprises du panhellénisme. La défaite grecque a été encore une chance. Maintenant Constantin joue sur le velours. Il est si bien lié à la Grande-Bretagne, que celle-ci ne peut l'abandonner en cas de malheur. Et qui sait où peut s'arrêter le cours favorable de la fortune? A Constantinople? Pourquoi pas?

Le principe de la revision du traité de Sèvres est admis. Il est entendu que la Grèce aura le droit de revendiquer le prix de la victoire. Bien loin de nous la pensée de méconnaître la légitimité de cette prétention. Tout effort qui ne mérite pas châtiment mérite salaire. Un vainqueur ne peut pas rester dans l'absurde provisoire que la fantaisie des Alliés a institué à Smyrne. Une puissance assez forte pour rejeter les Osmanlis dans l'arrière-plateau d'Asie doit avoir une tête de pont assez solide pour donner la sécurité. Cette puissance ne peut pas tenir la Thrace et l'Asie Mineure sans posséder le trait d'union, c'est-à-dire Constantinople.

La complicité entre Athènes et Londres est-elle allée jusqu'à la promesse formelle? Les Grecs l'ont affirmé. Les Anglais ont démenti. Il résulte bien que la dénégation vise seulement la proximité de l'échéance et peut-être la précision de l'engagement. L'allusion faite par M. Lloyd George au Conseil suprême aux charges de l'occupation internationale des Dardanelles est fort significative. L'internationalisation n'est pas une solution définitive. Elle conduit à la paralysie comme à Tanger, quand elle n'expose pas à de dangereuses répercussions les moindres querelles. La vraie combinaison qui laisse tous les avantages en esquivant les charges est la méthode de l'homme de paille. Ce que l'Angleterre veut à Constantinople, c'est un nouveau Portugal, un État feudataire. La Grèce, État faible, avec ses côtes interminables et sa capitale à portée de canon des dreadnoughts, est le serviteur rêvé. L'Angleterre l'a déjà amenée sur la Marmara, à Gallipoli, en vue même de Sainte-Sophie. Les Détroits ouverts, Stamboul n'est plus qu'une curiosité archéologique. Ce qu'il faut, c'est maintenir le démantèlement des Dardanelles. Plus un canon sur terre. Le passage appartient au maître de

la mer. Ah ! Russes, Roumains et Bulgares, vous n'avez pas su vous accommoder du bon vieux portier ottoman, qui ne demandait qu'un bakchich. Maintenant, il faudra aller demander à Londres la permission de passer.

Jamais problème n'a été faussé plus délibérément que ce problème des Détroits, qui est le point essentiel de la question d'Orient. L'Angleterre est parvenue à créer la légende que le blocus des États riverains de la mer Noire était la faute de la Turquie. Théorie absurdement erronée, même pour le cas spécial de la dernière guerre, car si la fermeture des Détroits a coûté terriblement cher aux Alliés, c'est parce que la flotte britannique n'a pas eu le cran de poursuivre le *Gœben* et le *Breslau* et que les puissances occidentales ont méconnu les moyens traditionnels de mettre la Turquie dans leur camp. Mais, historiquement, la fermeture est une servitude imposée aux Turcs, et par qui? Par la Grande-Bretagne. Les Russes ouvrent la porte en 1833, par le traité d'Unkiar-Skelessi. Les Anglais s'empressent de la refermer et de mettre le verrou par le traité de Paris de 1856. Ils ne veulent pas que le pavillon de Saint-André puisse déboucher dans la Méditerranée.

Cette arrière-pensée a-t-elle disparu avec le nouveau régime qui supprime toutes les fortifications des Détroits? Nullement. Les navires de la mer Noire pouvaient bien aller jusqu'à Sedulbahr. Mais ils n'iraient plus loin que s'ils étaient en paix avec les Anglais, car autrement, ils trouveraient un barrage plus redoutable que les canons turcs. Par contre, la flotte britannique pourra librement mater le possesseur de Constantinople et dominer la mer Noire.

Ce n'est pas ainsi que l'on peut satisfaire les légitimes revendications des puissances qui ont trop longtemps attendu la fin du régime du *mare clausum*. Il suffit de revenir au droit commun. Les Détroits ouverts pour tous en temps de paix seront toujours, en temps de guerre, sous la dépendance de la puissance qui les dominera, soit par terre, soit par mer. Toutes les fictions d'exterritorialité n'y changeront rien. Par conséquent, la sagesse est de remettre la garde des Détroits à la nation la moins exposée à être entraînée dans des risques de guerre. Ce n'est pas la Grèce et encore moins l'Angleterre. Souvenons-nous, au contraire, de la vieille Turquie qui a été une alliée si fidèle pour la France jusqu'au moment où nous l'avons sacrifiée aux fantaisies russes, et pour l'Angleterre, jusqu'au jour des complots bulgares et arméniens. Elle n'était vraiment pas méchante, cette Turquie, quand il n'y avait pas de batteries Krupp ni de soldats allemands aux Dardanelles. Elle peut revivre encore, car l'Homme Malade a la vie dure. Ce n'est pas en favorisant les desseins du beau-

frère de Guillaume II et en rejetant les nationalistes d'Angora dans les bras des bolcheviks que l'on préparera la cure de salut.

Maintenant, nous devons attendre que les armées du roi Constantin aient donné leur mesure exacte, puisqu'on leur a laissé le champ libre. Il ne nous est pourtant pas interdit de défendre nos intérêts. D'autant que si nous restons inactifs, nous risquons de payer encore une fois, en Cilicie, les frais de la combinaison anglo-grecque. Libre à nous, puisque le traité de Sèvres est en lambeaux, de régler nos affaires avec les Turcs et de prendre tous les moyens pour ne pas être écrasés entre les Grecs et l'émir Feyçal. Si nous avions cette énergie, qui ne demanderait pas plus d'efforts que la campagne grecque n'en coûte aux Anglais, nous pourrions ne pas être mal placés pour régler la question de Constantinople, le jour où il faudra bien se décider à refaire la paix de l'Orient. Pour cela, deux conditions indispensables : nous affranchir de la politique britannique et avoir une politique française. Nous n'en prenons pas le chemin. Qui sait si les éclats inévitables du gâchis européen ne finiront pas par briser les chaînes? Ce serait bien notre tour de gagner en Europe la partie orientale.

SAINT-BRICE.

Le triomphe de l'unité bismarckienne et la restauration de la Prusse.

L'Allemagne subit une crise d'autorité. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir ce pays où les hommes et les choses acceptaient sans résistance une discipline très rude et que scandalisent aujourd'hui des apparences, somme toute assez bénignes, d'anarchie. Redevenu « monarchiste », l'empire ne désire pas tant la royauté d'un homme que celle d'un État. D'autre part, il se prononce décidément pour le fédéralisme et contre l' « unitarisme » démocratique.

De plus en plus, en effet, à mesure que le souvenir d'une révolution artificielle s'efface, on éprouve en Allemagne le besoin d'un État fort, assez puissant pour soutenir l'édifice du Reich, pour autoriser aussi la permanence des particularismes, contrôlés et limités par lui, pour réaliser l'unité allemande, selon la conception bismarckienne, qui est un compromis entre le fédéralisme pur et l'unitarisme. Le gouvernement du Reich n'est actuellement qu'un pouvoir abstrait et inefficace, quelque chose d'assez semblable à la fameuse Diète de Francfort, incapable de sanctionner ses ordonnances. L'Allemagne

se rend compte qu'elle ne saurait se passer de ce que les Suisses appelaient autrefois un *Vorort*, c'est-à-dire d'un État directeur supérieur à tous les autres et capable, en se confondant plus ou moins avec lui, de donner au Reich de la substance, au lieu de le laisser, désarmé et fantomatique, en face de ces réalités que sont les États traditionnels.

Le rêve unitaire, tel que le caressaient les démocrates, ne conserve aujourd'hui que peu de partisans. La question qui se pose avant tout est celle-ci : quel sera l'État-tuteur, la Bavière ou la Prusse?

La Bavière a eu son heure de prestige, malgré sa position excentrique vis-à-vis de l'Allemagne du Nord. Elle garde en réserve, en effet, pour l'œuvre de reconstruction, une dynastie moins compromise que celle des Hohenzollern. Elle a su demeurer indépendante, défendre quelques prérogatives essentielles sinon souveraines, apparaître, après la Prusse, douée de ce que les Allemands appellent *Staatsbewusstsein*, l'esprit étatiste. Enfin, après avoir subi l'assaut bolcheviste, elle semble s'être immunisée définitivement par un traitement fort rude et avoir pris la tête de la réaction politique et sociale. Elle peut aussi faciliter l' « annexion » de l'Autriche. Tels sont ses titres. Mais elle reste en marge du corps germanique dont elle n'est point le reflet ni le symbole. Elle s'est recommandée, il est vrai, par son dévouement aux idées particularistes et en servant ainsi la cause de l'unité allemande, celle que Bismarck forgea sur l'enclume de la victoire, par la guerre et pour la guerre.

Seulement, la Bavière ne pouvait avoir de chances sérieuses que si le rêve des démocrates, le morcellement de la Prusse, s'était réalisé. Or, la Prusse, au lieu d'être un danger, désormais, semble acquérir, chaque jour, un nouveau prestige. On sait cependant qu'elle a été sérieusement menacée après l'armistice. Quels étaient ses ennemis? Les socialistes et les démocrates qui lui reprochaient de conserver obstinément le suffrage à trois classes, et qui admettaient que le parti conservateur s'identifiât avec l'État prussien, tous ceux qui avaient de l'unité germanique une autre conception que Bismarck, tous ceux qui ont affaibli le Reich en voulant supprimer ses divisions traditionnelles. Les plus dangereux étaient des professeurs et des républicains sincères. Ils réclamaient en 1919, avec insistance, le dépècement de la Prusse au profit des États autrefois dépouillés par elle. Mais la Prusse fut sauvée par l'esprit particulariste. Les États du Sud eux-mêmes intervinrent en sa faveur, car ils craignaient que son affaiblissement ne fût le prélude du leur. La patrie des Junkers devint un instant l'enjeu de ce conflit entre le radicalisme unitaire et le conservatisme fédéraliste. Les unitaires se trompaient d'ailleurs, en croyant qu'avec le renversement des dy-

nasties et l'affaiblissement de la Prusse les plus grands obstacles à la constitution d'un État fortement centralisé disparaissaient. Ils se souvenaient sans doute que le parti conservateur prussien s'était toujours montré jaloux de limiter les prérogatives du Reich, qu'il confisquait à son profit, car il redoutait pour son pays la contagion démocratique. La Prusse apparaissait ainsi en Allemagne, à la fois comme l'obstacle principal à l'évolution démocratique de l'empire et comme le soutien du particularisme le plus étroit. On lui reprochait avec âpreté d'avoir sacrifié le Reich à ses calculs égoïstes, et, en pleine guerre, alors qu'il était politique de faire des concessions libérales au peuple qui se battait, d'avoir repoussé tout amendement au système aristocratique du vote des trois classes. Après la révolution, la haine des démocrates éclata. Le secrétaire d'État Preuss, chargé de rédiger la nouvelle Constitution, s'inspira des souvenirs de 1848.

Des idéologues, très nombreux un moment, exigeaient la dissolution de la Prusse, au nom de l'unité allemande, au nom d'une espèce de patriotisme germanique. L'unité qu'ils rêvaient comme leurs pères l'avaient rêvée sous les voûtes de l'église de Saint-Paul, était une chimère. Ils l'avouent aujourd'hui et se rallient pour la plupart à la conception bismarckienne. Mais, en 1919, l'action pouvait sortir du rêve. Malheureusement, à cette époque, nos hommes d'État se montrèrent incapables de se reconnaître entre ces diverses tendances, souvent complexes et contradictoires en apparence.

Ils hésitèrent entre le particularisme réactionnaire et l'unitarisme démocratique dont les conséquences, d'ailleurs, pouvaient être différentes de celles qu'escomptaient ses partisans. Au fond, les gouvernants français ignoraient les affaires d'Allemagne.

Le temps se chargea de juger ces velléités opposées du patriotisme germanique. Les « unitaires » durent promptement rabattre de leurs espérances. La tentative de « remplacer, selon le mot de Heine, les États par les partis », n'a pas plus réussi, absolument du moins, en 1919 qu'en 1848. On s'en aperçut lorsque l'assemblée de Weimar discuta et vota la nouvelle Constitution. Des hommes comme Erzberger, unitaire par haine de la Prusse, durent reconnaître que le particularisme n'était pas entretenu en Allemagne seulement par les dynasties et que l'opinion populaire y restait profondément attachée. On ne put, en effet, réaliser la république homogène et centralisée que rêvaient les démocrates et les socialistes. Le Reich fut doté, il est vrai, de droits plus étendus que sous le régime impérial. Mais les États s'acharnèrent à sauver, par l'intermédiaire des députés de la plupart des partis, leurs privilèges essentiels, leurs assemblées, leur législation financière.

Dans ces conditions, et les États subsistant, le partage de la Prusse que les démocrates avaient réclamé ne signifiait plus, comme ils l'avaient espéré, un renforcement de l'unité germanique. Il augmentait au contraire la *Klein-Staaterei* et tous les inconvénients qui en découlent, l'esprit particulariste, sous ses formes même les plus mesquines ; il rendait plus difficile encore l'établissement d'un budget commun, cet éternel obstacle à l'unité. On sent bien nettement aujourd'hui que la France a laissé passer une occasion précieuse en n'appuyant pas alors, par les moyens discrets que sut employer l'ancienne monarchie, les prétentions des démocrates — soi-disant universitaires — qui postulaient le morcellement de la Prusse. Tout le monde reconnaît maintenant en Allemagne que ces prétendus unitaires eussent mis en péril la véritable unité allemande, celle qui postule l'existence d'un État supérieurement puissant pour organiser et discipliner la traditionnelle anarchie germanique. Le rêve des démocrates privait l'Allemagne de son « épine dorsale ». En fortifiant les petits États, ils multipliaient les motifs de discorde. Ils faisaient du Reich un pouvoir sans appui, flottant au-dessus des querelles allemandes, incapable de coordonner dans le pays des gestes communs. Quel beau champ à exploiter par une politique française, éprise de continuité et quelque peu ingénieuse !

Après le vote de la Constitution, d'ailleurs, il était sans doute trop tard. Les Allemands, à Weimar, avaient repris conscience de leur particularisme traditionnel, et ils avaient plutôt renouvelé le pacte fédéral qu'approfondi l'unité dans un sens radical et centralisateur. Dès lors, ils furent enclins à respecter les États que l'histoire avait vus naître et grandir. Le cri de *Zerschlagung Preussens* s'apaisa. A peine en trouve-t-on un écho affaibli dans l'article 18 de la Constitution, qui abroge les privilèges politiques dont jouissait la Prusse. L'État prussien désormais est l'égal des autres États et il est même, en fait, dans une situation inférieure, car le nombre de voix dont il dispose au Reichstag ne correspond pas au chiffre de sa population.

Mais la Prusse se réhabilite de plus en plus aux yeux des Allemands, revenus de l'idéologie de 48.

L'expérience des deux dernières années a prouvé que le Reich ne pouvait se passer d'un État prussien, tuteur d'une Germanie sans équilibre. Le professeur Walter Otto, dans un livre qui fait du bruit, souhaite un renforcement du pouvoir central, mais repousse l'unitarisme, et, quoique Bavarois, se prononce fortement pour l'intégrité de la Prusse. Les *Grenzboten* écrivent : « Nous revivons l'époque de 1648, quoique sans empereur et sans grands électeurs, seulement avec un Reichstag en tutelle, dans un État qui est une monstruosité. »

On accuse partout les organes administratifs du gouvernement central de participer de sa faiblesse foncière. L'armée n'est plus disciplinée, dit-on, parce qu'elle est une *Reichswehr*, parce qu'elle est l'armée d'une entité sans vigueur, au lieu d'être l'armée de ces réalités concrètes, Bavière, Saxe, Prusse surtout.

Les employés des postes, des chemins de fer, ne sont plus désormais que les agents d'une société de transports en commun, non les représentants d'une organisation étatiste. Le relâchement de l'activité, de l'ordre vient de là. L'« animateur » prussien n'existe plus. Le laboratoire où se faisait l'éducation de l'Allemagne a disparu. On aspire à le restaurer. Sans la Prusse, il n'y a pas d'État véritable dans l'empire. Avec elle, au contraire, il existe un État-type, celui dont Hegel disait qu'il est « l'absolu sur la terre, le divin réalisé ». L'histoire, d'ailleurs, se prononce pour elle. Et on sait que la formation des Allemands est essentiellement historique. La Prusse a toujours été à un poste de combat. A partir du dix-neuvième siècle, elle a la garde du Rhin. Selon le mot de Gervinus, « sa cause ne se sépare pas de la cause de la grande patrie allemande ». La première, dans l'enceinte de la Germanie, où pullulaient les États vassaux, elle a eu un roi, elle a su restaurer une dignité et une autorité souveraines, apparaître ainsi comme la lointaine héritière du Saint-Empire. Elle est vieille et jeune à la fois. Cela suffit, aux yeux des patriotes, pour purifier ses ambitions et sanctifier ses conquêtes. Et quand on rappelle aux Allemands sa *Schroffheit*, sa rudesse bien connue, ils répliquent désormais qu'ils sont disposés à la subir de nouveau comme un moindre mal et comme un mal nécessaire.

L'impuissance journellement constatée du Reich accroît cette nostalgie vers l'État-roi, ce désir d'une « monarchie » fédérale, prélude des autres, peut-être. La création d'une administration des finances d'empire a prouvé qu'à l'extension de l'appareil administratif du Reich, les États étaient résolus à poser des limites très étroites. La perception des impôts exceptionnels provoquera de nouveaux conflits. Pour toutes les opérations de police, au sens le plus large du mot, le Reich doit recourir aux autorités locales. Mais son gouvernement ne possède une influence sur elles que s'il représente une force concrète ; que s'il s'appuie sur un grand État, c'est-à-dire sur l'État prussien. Voilà pourquoi le cabinet Wirth est si souvent un objet de dérision et ses ordonnances des prescriptions sans effet.

Partout désormais, d'ailleurs, on voit l'érudition ou le simple bon sens populaire s'attacher à justifier les anciennes erreurs de la Prusse. On montre qu'amputée des provinces polonaises, séparée de Kœnigsberg, elle n'est plus l'État étroitement particulariste d'avant-

guerre, où régnait le parti conservateur. Le danger de la suprématie de l'État prussien n'existe plus. Désormais, l'union des pays de l'Est et de l'Ouest, les uns en majorité agrariens, les autres en majorité industriels, les uns protestants et les autres catholiques, constitue un équilibre puissant. Ainsi formée, la Prusse reflète le Reich tout entier dans toutes ses diversités. Elle devient l'État le plus germanique. Un gouvernement d'empire appuyé sur elle est assez fort pour maintenir l'accord avec le Sud et pour ménager ses susceptibilités. Sans l'Allemagne du Nord, la puissance de l'empire s'écroule, car il ne peut être gouverné par la Bavière seule.

En outre, on recommence à attribuer à la Prusse un autre rôle que celui de tutrice de l'unité germanique. On espère apprendre d'elle le secret des prompts relèvements et des revanches immédiates. Est-ce que la renaissance de l'Allemagne, après la guerre de Trente ans, ne fut pas son œuvre? La Prusse est une école de devoir, de dévouement âpre et rude. C'est elle qui prendra la tête du nouveau mouvement d'affranchissement.

Ainsi, tout concourt à restaurer l'influence et le prestige de la Prusse. Nul pays ne renferme plus de techniciens, et on sait le respect servile qu'éprouvent les Allemands pour les spécialistes. D'ailleurs, ils ont l'habitude de penser *historiquement.* L'Allemagne a une tradition : celle de réparer promptement ses désastres nationaux. Cette tradition est une force. Mais nul État ne l'incarne aussi parfaitement que l'État prussien. Anéantir cet admirable cadre historique, ce serait enlever à cette tradition le sol où elle s'est nourrie. Ce serait surtout anéantir l'esprit étatiste en Allemagne, qui ne peut subsister que si s'affirme la supériorité de l'État-Sergent, de l'Etat-Dieu.

Ainsi la conception bismarckienne de l'unité triomphe encore de l'idéologie de Francfort. Le parti populiste vient de célébrer solennellement l'anniversaire de Bismarck. Son orateur, un pasteur, s'est écrié : « Imitons-le. Lui seul sut obliger les particularismes à l'unité sans les détruire. Lui seul permit les bienfaits du fédéralisme, qui est la base de notre union et qui nous rendit invincibles. »

L'Allemagne va se reconstituer autour de son axe traditionnel. La France, pendant deux ans, a regardé passivement, sans même éprouver cette curiosité aristocratique d'un autre siècle pour les choses de l'étranger, bouillonner la chaudière germanique, d'où pouvait sortir un monde nouveau. Maintenant, la rumeur s'apaise, la crise se dénoue, les consciences se réconcilient autour d'une idée directrice ; le flot redevient étale. Et bientôt le navire prussien, pavoisé de noir, de blanc et de rouge, reprendra sa course, guidant les destinées de l'Allemagne, et menaçant celles de l'Europe. PIERRE LAFUE.

LES LETTRES

LA NOUVELLE PLÉIADE

La Pléiade ! Reprenant le nom magnifique et sonnant, sept bons poètes de notre temps se réunirent sous ce vocable, voulant sans doute témoigner ainsi de leur vénération envers la brigade des grands poètes de la Renaissance et aussi de leur désir d'illustrer de même la langue et la poésie françaises. Leur première manifestation devait être de réunir leurs œuvres en un florilège précédé d'une éloquente préface. Hélas ! Gasquet nous a été enlevé sans qu'il ait pu voir ce beau volume (1) où se retrouvent des vers bien caractéristiques de son art, et qu'on ne lit pas sans regret, comme cette préface qu'il a sans doute écrite et bien certainement inspirée.

Tout Gasquet est dans cette préface. Il a toujours été sincère, véhément, grandiose sous un genre éloquent. Ce n'est pas que l'on ait toujours pu lire Gasquet, ligne par ligne, et le presser de trop près, mais, en se laissant porter par sa fougue, on rencontre toujours chez lui, quand on commence à se lasser de cette abondance, de magnifiques passages dans ses poèmes, et, dans sa prose, des envolées nourries d'un prophétique génie. Il croyait, et il le dit en termes nobles, au rôle social du poète ; il nous dit aussi que la poésie est une vérité qui presse plus que la science le contour des choses : véritable sujet à dissertation philosophique. Il croit que la guerre a donné

(1) Un volume édité par la *Librairie de France.*

aux hommes un immense besoin de poésie (ce que je voudrais bien croire) ; il abîme en passant Malherbe (qui survivra) ; il cite avec admiration *le Jeu de paume* d'André Chénier (qui n'est pas le pur Chénier). Il dit encore : « La *réalité obéit à nos chants* » : magnifique illusion, mais que le poète doit avoir. Il ajoute « qu'*il n'y a de poésie que de l'universel*, que *l'art doit être la vérité.* » Splendides affirmations, lancées avec une puissante abondance. Est-ce Gasquet qui a raison ou ceux qui souriraient? Tout, disait Moréas, est dans le ton. Ronsard a défini le meilleur :

Je n'aime point ces vers qui rampent sur la terre,
Ni ces vers ampoullez, dont le rude tonnerre
S'envole entre les airs.

Gasquet a d'ailleurs toujours aimé profondément la poésie ; mais, au contraire de Ronsard, il a bien chéri « ce rude tonnerre ». Peu de mortels après tout en sont capables ! Toujours un grand démon lyrique l'a agité. C'était une magnifique nature. Elle n'aurait eu besoin que de se dépouiller. Comme Eugène Montfort a raison dans les profondes pages émues qu'il a publiées sur le poète du *Bûcher secret!* Il est mort au moment où il n'était pas loin de pouvoir faire une œuvre digne de ces magnifiques dons que, partout, on rencontre dans ses livres. Il y a des fruits, nous dit à peu près Montfort, qui n'ont toute leur saveur qu'à la fraîcheur de septembre et des vins, les meilleurs, qui sont très longs à se faire. Ainsi était Joachim Gasquet. C'est encore Montfort qui montre qu'il y avait chez Gasquet plusieurs voix. Bientôt, elles se seraient, il n'en faut pas douter, splendidement accordées. Le cœur de Gasquet, qui n'était jamais médiocre, fut agité, en effet, d'un merveilleux tumulte lyrique. Il était toujours jeune et comme à son aurore.

Nous l'avons connu adolescent. Il était comme Gœthe qui, dans ses *Élégies romaines*, « *veut se rendre propice chaque dieu et chaque déesse* ». Merveilleux culte passionné et presque dangereux. Le dilettante accueille et goûte, puis n'agit pas. Ce goût de tout comprendre, de tout aimer, se combinait, chez le poète brûlant des flammes de son art, avec le besoin d'agir. D'où mille difficultés. Il admirait Mistral ; il admirait aussi Hugo, et sur le même plan. Il aurait voulu tirer la synthèse des inconciliables. Il aurait voulu accorder Hugo et Virgile, Jupiter et Jésus, la monarchie et le socialisme. Sans doute attaché pourtant à un port, comme l'a si bien montré Charles Maurras,

fallait-il que son vol, ivre de haute mer, accomplisse au loin de pareilles ellipses? D'où, des drames nombreux dans ce grand cœur passionné d'idées. Toujours il fut aussi le poète de *l'Arbre et des vents.* L'arbre est battu par les tempêtes ; il tient dans le bon sol provençal et français ; les vents mauvais ne le déracinent pas ; les fruits ne sèchent pas. Quel miracle ! Et cet arbre noueux avait plusieurs greffes ; chaque branche était riche de rameaux divers.

Il a bien aimé la poésie ; il a bien aimé la vie. Je n'ai senti une mélancolie que sous certains vers, très beaux, du *Bûcher secret.* A-t-il eu le pressentiment d'être menacé? Partout ailleurs ce gœthéen, plein d'une santé voisine de l'ivresse, aura connu de successifs et vastes enthousiasmes. Un beau paysage, le spectacle d'une grandev ille en travail, une grande œuvre réalisée lui donnaient de magnifiques plaisirs. S'il aimait Mistral, il avait un culte de Poussin. Sans doute, dans les fonds de Poussin, retrouvait-il les paysages classiques du pays d'Aix? Une bacchanale de Poussin, au Louvre, devant qui il s'arrêtait souvent, ainsi rêva-t-il son art. Parfois ses vers, riches et pleins, ne sont pas indignes de cette leçon. Ah ! s'il n'avait écouté que cette leçon de Poussin, ou celle de Virgile et de Mistral. Il y a, de ci, de là, dans Gasquet, des vers aussi beaux que ceux de Virgile. Il a dû souvent se réciter *l'Ode à Pollion*, « *Jam nova progenies...* » et « *Incipe, parve puer* ». Il n'ignorait rien des grandes leçons antiques :

Dans mon cœur, à grands flots, je sens couler ma mère,
La Terre, la nourrice éternelle des vers.

Malheureusement, son goût n'était pas toujours absolument sûr et de mauvaises admirations se mêlaient aussi. Il ignorait la valeur de certains silences ; il aimait peut-être trop, non pas tout ce qui est grand, mais quelquefois ce qui vise à la grandeur. Un jour il me dit qu'il admirait le moins bon Rubens beaucoup plus que le meilleur Chardin. Peut-être avait-il changé d'avis? Je ne le pense pas. Dans Chénier qu'il goûtait peu, il ne comprenait que les pièces oratoires. Enfin, surtout Hugo lui aura trop fait aimer le tumulte et l'éloquence à laquelle il était presque trop enclin.

Restera-t-il quelque chose de cette œuvre sortie, bondissante, d'un cœur magnifique et divers? Je le crois. Une grandiose rhétorique, qui n'est pas le meilleur de l'art, mais qui a sa valeur, relie beaucoup de morceaux. Certes, il n'aura pas toujours atteint à une réussite comparable à celle du Poussin qu'il a si noblement aimé. Il en est souvent

loin. On pourrait le comparer à un Lebrun oratoire et puissant. Son œuvre se distribue en de grandes compositions dont il faut se garder de lire de trop près un détail, de savourer un quatrain. Il aura composé des sortes de grandes fresques poétiques ; ce qui est loin d'être banal. D'ailleurs si un jugement plus sévère (et qui serait excessif, à mon avis) faisait croire à la non-durée de cette œuvre, Gasquet restera dans la mémoire de ceux qui l'ont connu.

Il fut un ardent chef de chœur. Il aima avec une passion superbe l'art et la beauté qui étaient choses sérieuses à ses yeux, sans qui il ne concevait pas la vie de la France. Il a admirablement aimé son pays. Il a eu une flamme intense, un cœur plein d'enthousiasme. Il voyait ses amis plus grands qu'ils ne l'étaient et il les aidait à se parfaire et à devenir un peu ce qu'il avait prévu qu'ils seraient. En sorte que son génie animateur va faire défaut à cette *Pléiade* dont la première manifestation est pleine de lui, soit par cette généreuse préface, soit par ses vers. La pièce *Au chêne* dont j'ai cité de grands vers, celles *A Poussin* et *A Jean Goujon* me paraissent être du meilleur Gasquet.

C'est là, près de ces monts et de cette prairie,
Au bord de l'eau courante et sous ce ciel mourant,
Que s'est ouverte en toi la fleur de la patrie
Et que, pour éveiller notre pays qui dort,
Sous ces arbres baignés d'austère rêverie,
Tu peignis les bergers d'un nouvel âge d'or.

En lisant cette préface de la pléiade, en parcourant ces vers larges et sonores, j'entends, je vois Gasquet comme aux beaux jours de notre jeunesse. Ses cheveux d'or frémissaient ; il agitait sa tête inspirée. Par de petites rues d'Aix, il allait revoir une maison du moyen âge où le Dante se serait arrêté. Le soir, marchant sur le chemin du Tholonet, il allait attendre Cézanne qui revenait du motif. Heures divines pour lui. Un amandier fleurissait ; le printemps éclatait. Croyant que la poésie est divine, il le faisait aussi croire à ses amis d'alors comme à ceux qu'il a rencontrés sur son beau chemin. C'est un titre qui lui donne droit à tous leurs regrets. Sa vie a été utile à la poésie. Il a bien mérité des Muses.

Il ne me reste que peu de place pour parler des poètes groupés autour de Joachim Gasquet dans ce beau recueil de la Pléiade. De Mme de Noailles, quelques poèmes de sa première manière enchantent toujours. Un délicieux panthéisme, une fraîcheur incomparable

animent ces vers. Ils sont légers et profonds comme certains jours de juin. Ils chantent, comme aucun vers ne l'a fait, l'azur d'un jeune ciel, le printemps, l'Ile-de-France. Depuis, dira-t-on? N'importe ; ces vers admirables le seront toujours.

Il fera longtemps clair ce soir, les jours allongent,
La rumeur du jour vif se disperse et s'enfuit,
Et les arbres, surpris de ne pas voir la nuit,
Demeurent éveillés dans le soir blanc, et songent.

Des meilleurs vers de Mme de Noailles (et ils sont si tendres et si prenants), à ceux de Pierre Camo il y a plus d'un lien. Pierre Camo a dû écouter les premiers chants du *Cœur innombrable;* mais son cœur est, au contraire, plein de nombre. Il jouit de chaque chose en voluptueux ; son goût est inné et cultivé, plein de mesure. On retrouvera de Camo dans ce recueil plusieurs de ses poèmes exotiques et français et cette belle *Ode à la paix*, digne d'être récitée par les jeunes gens et répétée par les hommes :

Et sans doute qu'alors, les dieux me faisant grâce
Et mon sort se changeant,
Sur quelque blanc vaisseau j'aurai franchi l'espace
Et le flot indulgent.

Ch. Derennes est à sa place, dans cette compagnie, avec plusieurs fragments de *Perséphone.* Derennes, très romantique, a un sens très musical du grand vers qu'il emploie. L'allégorie qui assemble les parties du chant semble un peu intellectuelle. D'abord obscure, elle s'éclaire, comme les ténèbres où *Perséphone* menait ses regrets. Sous ce symbole, Derennes a composé des vers mélancoliques et voluptueux, dont beaucoup sont admirables. Il a repris la grande strophe d'Alfred de Vigny et il excelle à manier ces sept vers assemblés. Souvent, quelle merveilleuse sonorité ! Il y a du Vigny chez Derennes, par la forme ; mais aussi, dans le fond, de l'Alfred de Musset, charnel puis désabusé. Il vit dans les regrets de l'amour. Son chant peut se relire. Il y a d'innombrables strophes aussi nobles que celle-ci dans Perséphone :

O champs, ô bois, séjour d'un immuable automne!
O temple illuminé d'invisibles flambeaux!
Voici donc le pays où veille Perséphone
Sur ceux de nos espoirs qui furent les plus beaux;

Puisse cette déesse au moment que j'arrive
Me dépêcher, portant une palme d'olive,
La colombe, éternelle hôtesse des tombeaux!

On lira aussi dans ce recueil si bien présenté quelques ardentes pages de Xavier de Magallon qui, des poètes assemblés dans la Pléiade, est celui qui s'apparente le plus à Gasquet ; mais Xavier de Magallon est lui-même. La pièce dédiée à Pierre Laprade, grand peintre de Rome et de Naples, a de beaux mouvements ; mais, surtout, la réponse à Mme de Noailles résonne d'un ferme accent. Il y a un grand poète stoïque chez M. de Magallon. Son discours a un ton cornélien, d'une rude austérité ; ce fier discours est rempli de fortes images ; la langue les porte avec sûreté et la cadence bien serrée donne un beau tour au ton seul de cette exhortation :

D'un monde aux dieux soumis ta grande âme est lassée,
Tout bonheur limité te paraît un affront :
Que deviendrait pourtant cette fière pensée
Si ne la contenaient les parois de ton front?

Fernand Mazade n'est pas sans de réels mérites ; ses scènes mythologiques sont d'un esprit très cultivé. Enfin, si Mme de Noailles ouvre le recueil, M. Paul Valéry le clôt dignement. Quels sont les liens qui unissent la poésie de Gasquet à celle de M. Valéry? L'un si sanguin, l'autre si subtil? M. Valéry écrit avec une extrême recherche ; ses vers, très savamment, mêlent une cadence d'une merveilleuse pureté à un sens qui, parfois, beau mystère, se voile, comme un corps de déesse, sous les nobles plis d'un rythme tout simplement merveilleux. D'un dosage racinien et mallarméen se sert M. Valéry. Il est vrai que, plus d'une fois, aux feux des pierreries de Mallarmé éclatait déjà un vers digne de Racine. J'aime surtout l'enchaînement des vers de M. Valéry. Même quand le sens est enveloppé, on se surprend, quoique avide de clarté, comme sous des ombrages, regardant passer ce pur flot cristallin sur d'hermétiques profondeurs dont disparaît le mystérieux lit. Plus souvent toutefois, on aimerait l'entrevoir. M. Valéry, avec une science unique, se sert de ces rimes jointes dont Racine et Chénier sont les grands maîtres ; il n'a pas dû se lasser d'étudier la musique de Bérénice. S'il voulait être à peine un peu moins obscur...

Ainsi se présente ce chœur bien choisi. Quelques poètes, un La Tailhède, eussent peut-être pu figurer encore, mais la Pléiade et le nombre sept cher à Gasquet qui croyait à la vertu des nombres ! Au

fond, qu'est-ce qui unit ces poètes assemblés? Ils ont tous leur talent, et divers. Gasquet croyait qu'il y a une vertu dans la guerre et, de là, surtout ces *Hymnes* (œuvre manquée, dit Ch. Maurras avec raison). Dans la *Préface* de *la Pléiade*, l'auteur semble annoncer un nouvel art sorti de la victoire, un lyrisme donnant aux hommes de nouvelles raisons de vivre. Or, le poème de Gasquet : *Chant doré*, date de vingt ans déjà ; les meilleurs poèmes de Camo et de Derennes sont remplis de volupté, de plaisir, de regret. En quoi témoignent-ils d'un état d'esprit nouveau? M. Valéry chante sur un ton secret. Quelques-uns peuvent l'admirer ; une race ne saurait l'entendre. Ces poètes assemblés n'ont pas ces sentiments communs qui unissaient leurs ancêtres de la vraie Pléiade ; et je le trouve heureux, car j'avais peur d'un art où le poète serait conducteur des hommes, comme l'annonce déjà l'auteur de la préface. Ce serait bien dangereux pour les hommes et pour la poésie !

Les poètes devenus classiques n'ont pas eu, de leur vivant, ce désir d'être des *vates.* Malherbe, Racine, La Fontaine, du Bellay n'eurent pas cette prétention. En revanche, la poésie pindarique est bien sujette à l'emphase. Je comprends que Gasquet n'ait pas beaucoup aimé le mot de Malherbe : *Qu'un poète n'était pas plus utile à l'État qu'un joueur de quilles.* Il y a d'ailleurs un peu de boutade dans ce mot. Malherbe a servi l'État ; mais non comme un pur inspiré. Sa raison, c'est la raison d'État. Un autre mot de Malherbe est bien juste : *Un poète ne doit attendre de son art que son plaisir.* Ainsi durent penser Baudelaire et Moréas ; quand le poète a de trop hautes prétentions lyriques, il tend à la boursouflure et au développement. Il est dangereux de vouloir donner des directives trop grandioses à la poésie.

Comme ce J.-M. Bernard, dont l'œuvre a le temps pour elle, nous enchante, qui répétait les vers de La Fontaine :

Les forêts, les eaux, les prairies,
Mères des douces rêveries.

Si l'on écoutait la préface de la Pléiade, on ferait trop de discours en vers. Il n'est de beauté parfaite que dans la limite et le naturel. Là seulement se retrouve l'universel. Il n'y a de grandeur que dans la simplicité.

MARC LAFARGUE.

L'HISTOIRE

LES PAPIERS D'ÉTAT AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE

L'AN passé, le recueil de M. Gabriel Boissy : *Pensées et Maximes des Rois de France*, a été accueilli avec la plus large sympathie et ce succès tient sans doute pour une part à ce que M. Boissy et ses collaborateurs princiers nous ont donné plus que nous ne leur demandions. On savait bien, parbleu ! que la plupart des rois de France avaient été de bonnes têtes politiques garnies de solides idées, mais on ne les savait pas écrivains si originaux et si fermes. La joie littéraire que nous leur devons a été d'autant plus sensible qu'elle était moins prévue.

Cela m'a donné envie de feuilleter à nouveau quelques-unes de ces collections où se trouvent réunis les principaux papiers officiels antérieurs à la Révolution : instructions des ambassadeurs, édits et arrêts du Conseil, lettres des contrôleurs généraux des finances, rapports des intendants de province, enquêtes des conseillers d'État... Ce voyage n'a rien d'austère. Si l'appareil critique dont s'entoure l'érudition moderne a quelque chose d'un peu rébarbatif, c'est un plaisir singulier et flatteur de songer que tant d'hommes savants ont passé une partie de leur vie à rédiger des commentaires et des notes pour que nous puissions, nous, profanes, entendre le texte sans effort.

Le règne de Louis XIV a produit une littérature d'État qui sonne bien, qui a grand air, qui a ce caractère de noblesse et de majesté

naturel du siècle. Mais j'avoue préférer les correspondances administratives du dix-huitième siècle : elles sont si peu administratives ! Quand un ministre écrit à un intendant, c'est sur le ton d'une conversation d'affaires entre gens distingués. Le style est net, simple, précis. Les phrases disent en peu de mots ce qu'il est nécessaire de dire. En quelques lignes, sans longueurs, sans digressions, l'affaire est exposée sur toutes ses faces. Mais tout est exprimé avec élégance, d'une manière à la fois courtoise et familière. Jamais un secrétaire d'État ne prescrit, n'ordonne, ne défend : il recommande, conseille, prie. Il écrit d'habitude : « Je vous serais obligé... » Entre lui et l'intendant aucune morgue, aucune servilité, aucun signe de subordination bureaucratique. Ce n'est que par de très légères nuances dans la formule finale qu'il est possible de découvrir quel est le supérieur et l'inférieur.

M. Ardascheff, qui a très bien étudié cette question, cite ce billet du contrôleur général des finances Lambert à l'intendant du Languedoc : « J'ai reçu, monsieur, avec la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le 29 du mois dernier, la copie des délibérations sur chaque article. Je vous remercie de cette nouvelle preuve d'affection. » Assurément, quoi qu'en ait pensé Tocqueville, le ministre de l'Intérieur n'écrit pas sur ce ton à ses préfets. Cela vient, sans doute, de ce que préfets et ministres sont étrangers les uns aux autres : les uns sont les hommes du Parlement, les autres de l'administration. Sous l'ancien régime, ministres et administrateurs appartiennent au même monde, à cette noblesse d'État qui possède héréditairement les charges de justice et qui, en règle générale, fournit au roi les fonctionnaires de tout ordre. Le style officiel eût été déplacé entre ces gens de bonne compagnie. Ils ne se seraient pas donné le ridicule d'écrire une autre langue que celle dont ils usaient dans leurs salons.

C'est quelque chose de bien curieux et de bien intéressant aussi qu'une instruction remise à un ambassadeur qui va occuper un poste important : Vienne, Stockholm ou Constantinople. C'est d'abord une peinture minutieuse et pittoresque de la cour où notre agent évoluera : on signale les précautions à prendre pour éviter les maladresses, les ruses à employer pour entretenir le roi qui est un taciturne, séduire le premier ministre qui est un glorieux, convaincre la favorite que le roi de France est fort riche et sait reconnaître les services rendus. Et puis c'est un grand exposé de la politique fran-

çaise, et c'est cela qu'il faut lire pour voir ce qu'est le bon sens porté au degré du génie.

Voici ce qui est dit à Choiseul après le renversement des alliances en 1757 : « En s'unissant étroitement à la cour de Vienne, on peut dire que le roi a changé le système politique de l'Europe, mais on aurait tort de penser qu'il eût altéré le système de la France. L'objet politique de cette couronne a été et sera toujours de jouer en Europe le rôle supérieur qui convient à son ancienneté, à sa dignité et sa grandeur ; d'abaisser toute puissance qui tenterait de s'élever au-dessus de la sienne, soit en voulant usurper ses possessions, soit en s'arrogeant une injuste prééminence, soit enfin en cherchant à lui enlever son influence et son crédit dans les affaires générales. »

Le commentaire est dans une autre instruction : celle du baron de Breteuil : « L'utilité que la France tire, de son côté, de cette réunion (l'alliance autrichienne), consiste en ce qu'étant rassurée sur le continent... elle peut... porter sa principale attention sur sa marine et diriger ses efforts à contre-balancer la puissance de l'Angleterre dont la supériorité sur mer doit intéresser sa prévoyance. » Ces mémoires, où sont exprimées avec une remarquable intelligence les conditions de sécurité territoriale qui sont nécessaires à la France pour qu'elle puisse avoir une politique maritime, ne seraient pas les seuls à citer. Il serait souhaitable que les plus importants de ces textes soient réunis en un volume qui compléterait celui de M. Boissy. Le public, sans doute, serait intéressé et, qui sait? peut-être cela servirait-il à nos hommes d'État.

PIERRE GAXOTTE.

Un caractère de femme : Mme de Maintenon.

Il semble que les vies du grand siècle soient les plus difficiles à pénétrer, malgré l'abondance des documents et des commentaires. L'éclat de cette époque éblouit sans éclairer. Une « tenue » invraisemblable dissimule les sentiments, les secrets, les évolutions des gens. Mme de Maintenon, plus secrète que personne, bénéficie encore, ou pâtit, comme on voudra, de ce surcroît de discrétion. Elle a toujours été mystérieuse. C'est ce mystère que Mme Saint-René Taillandier vient d'essayer de percer dans un beau livre (1). Mme de

(1) *Madame de Maintenon, l'énigme de sa vie auprès du Grand Roi*, par Mme SAINT-RENÉ TAILLANDIER, librairie Hachette, 1921.

Maintenon n'est évidemment pas au dix-septième siècle un personnage de premier plan ; sa figure se réduit à celle d'une gouvernante de cour. Mais quelle destinée, que celle de cette gouvernante appelée à exercer un contrôle sur la vie du grand roi !

Ce que Mme Saint-René Taillandier met admirablement en lumière, c'est que le dix-septième, c'est que Mme de Maintenon étaient dominés par des préoccupations religieuses. Le dix-septième siècle fut un temps de crise religieuse ardente, avec des secousses, des retraits, des recherches, des engouements, et Mme de Maintenon fut une dévote. Elle fut de cette espèce particulière de dévotes qui vibrent non sous la loi d'amour, mais sous la loi de crainte. De son éducation huguenote, du sang de son grand-père Agrippa d'Aubigné, elle tenait un tempérament de noble dévote scrupuleuse, et, par-dessus tout, le sentiment obsédant du « devoir », sur lequel un jour allait venir se greffer celui de la « mission ». La prédestination devient, dans cette conscience, une dignité complémentaire. Elle se considère non seulement comme une chrétienne tenue au bien, mais comme un instrument de salut général. On a le sentiment que, d'un bout à l'autre de sa vie, Mme de Maintenon a cru qu'on épiait sa vertu, qu'on éprouvait la profondeur et la sincérité de sa foi, et qu'elle était responsable de toute une religion. La restriction, la privation, la stricte rigueur dans l'accomplissement des grands et des petits devoirs sont à la base de cette vie ; depuis le rigorisme avec lequel on la voit, les jours de carême, à la table de Scarron, « déchiquetant un hareng », jusqu'à son geste d'écarter le « carreau » qu'on lui met à la chapelle de Versailles pour s'agenouiller, alors qu'elle est vieille et femme du roi depuis longtemps.

C'est un des mérites de Mme Saint-René Taillandier de nous faire discerner chez son héroïne la force et l'importance capitale de ce sentiment religieux. Il prend la place de « l'esprit d'intrigue » que Saint-Simon lui attribuait. Il explique cette vie avec tellement plus de vraisemblance ! A l'esprit d'intrigue dans la conduite de toute une vie, il eût fallu un but : et qui pourrait soutenir que cette femme arrivant à la cour par la coulisse pût avoir eu l'idée absurde de devenir l'épouse secrète du roi de France, alors que la reine vit, qu'elle est jeune, que le monarque est entouré de brillantes personnes et fort amoureux d'une jeune maîtresse? Et quelle ambition eut donc Mme de Maintenon, qui n'éleva même pas sa famille, lorsqu'elle fut elle-même à la portée des faveurs? Au contraire, la puissante passion qui la tenait est de celles qui mènent et règlent sûrement une destinée. Tout s'y plie et tout s'y ajuste ; le zèle de la religion, attisé en elle par une direction exigeante, la mena avec une force logique et sûre.

Mais cette « prudence » qui est son trait classique, ce ménagement, cette circonspection, cette gravité soupçonneuse, cet art de la feinte extérieure dans la profonde sincérité intime? Soyons-y indulgents. C'est là secret de fille pauvre, et rien autre. Être toujours en marge, toujours dépendante, n'avoir jamais qu'une place de bout de table, que cette table soit princière, royale, ou simplement familiale, c'est le sort de cette Françoise pauvre, l'éternelle invitée. Si, à trente ans, veuve, dans sa pension de famille, gracieuse, avenante, goûtée, courtisée aussi certainement, elle s'applique à retenir la source aisée et vive de sa conversation, c'est qu'elle ne doit pas *trop* plaire. Elle a besoin de sa réputation : ceux qui la protégeaient, honnête, ne l'eussent plus aidée, dévoyée ; si elle avait cédé à l'amour, on l'eût abandonnée à son sort. Le fragile équilibre de sa vie exigeait la vertu. Tout s'accordait dans cette conscience : la prudence humaine élémentaire s'y alliait avec une loi religieuse dont elle avait fait sa règle, et qui l'exaltait.

Cette fille de bonne race avait un culte inné pour le roi de France. Il avait, à ses yeux, le souverain prestige. Celui qui régnait, régnait sur elle. Elle était une sujette passionnée. Son jugement, fort net à l'ordinaire, elle ne l'incline que devant deux autorités : son directeur, l'abbé Gobelin ou l'évêque de Chartres, et le roi. Une preuve très curieuse nous en est donnée par la manière dont elle se décide à prendre la charge des enfants du roi et de Mme de Montespan. Le soin des bâtards lui répugne. Ils seraient enfants d'un prince quelconque qu'elle ne s'en chargerait pas. Mais, *si le roi le lui demande*, si c'est de lui qu'elle relève, si elle a à s'occuper de rejetons royaux qui appartiennent au roi et rien qu'à lui, tout change : et elle accepte.

Dès lors, la réussite inouïe de sa vie apparaît dans la rencontre merveilleuse qui fit concourir au même but ses deux passions : la foi catholique, le roi. Passions toutes cérébrales, dira-t-on, mais qui, cependant, l'entraînaient toute. Elle a, dans l'esprit, l'idéal d'une religion : la soumission totale à Dieu, à ses desseins, à ses lois ; et l'idéal d'un monarque : un roi chrétien parfait homme privé, presque bourgeois, au besoin, mais digne d'être proposé en modèle à toute la France qui a les yeux sur lui.

De curieux enchaînements de relations et de circonstances la conduisent à la cour. Dès longtemps, elle a déploré la vie orgueilleusement libre du roi ; maintenant elle le voit en personne, ce grand seigneur, cet homme « qui se sent né roi », ce beau voluptueux, ce souverain laborieux et perspicace qui s'entend à toute chose. Ses qualités vont-elles s'enliser dans les intrigues, se dissiper entre de folles femmes? Et un jour, Louis XIV cesse de la trouver bizarre et dé-

plaisante. Lui qui ne pouvait la souffrir, il l'écoute, un éclair passe dans cet œil connaisseur, elle sent qu'elle peut avoir quelque influence sur le roi... Le rêve qui s'ébaucha en elle à ce moment précis dut être d'une force extraordinaire : nullement un rêve conjugal, ce serait absurde, mais le rêve d'avoir à jouer, avec un enjeu magnifique, une partie vraiment royale. Il y eut sans doute, ensuite, au cours de tant d'années, — combien faut-il en compter? elle reçoit son « emploi » en 1667, et la mort de la reine est 1683, — bien des moments de langueur dans cette montée en grâce. Mais, aux bonnes étapes, elle indique son sentiment : « Il est vrai, écrit-elle en 1675, que le roi m'a nommée Mme de Maintenon, et que j'aurais de plus grandes complaisances pour lui que celle de porter le nom d'une terre qu'il me donne. » A la grâce même, réticente, de cette phrase, on sent qu'elle aurait, en réalité, *toutes* les complaisances. Il y a chez elle, à l'endroit de cet homme, une sorte d'enivrement silencieux.

C'est ainsi que Mme de Maintenon s'attacha le cœur de ce roi. Lui qui ne fut fidèle à personne, il lui fut fidèle trente ans. Il aimait qu'on l'aimât pour lui-même, « bonnement ». Très homme, il revendiquait ce privilège humain de posséder en personne les cœurs, d'être assuré dans ses affections. Très roi, plus peut-être qu'aucun de nos rois, il concevait le principe dynastique dans sa force et dans sa fragilité. Il lui était nécessaire que tout ce qui le prolongeait coopérât à son maintien, à son efficacité, à sa sauvegarde même. Il sentait bien l'éclat de sa vie, le rayonnement de sa personne, sa liberté souveraine de prince. Il jouissait de la mâle sensation du pouvoir, et il exerçait son « métier de roi » en conscience et en perfection, accordé, à travers sa royauté, aux dieux qui l'ont voulue ainsi. En même temps, il sentait le péril, les embûches, les charges qu'il y a à tenir entre ses seules mains l'immensité d'un royaume. Comme toutes les natures de valeur, il ne craignait pas la responsabilité, mais il l'éprouvait, et il avait besoin d'appui. Il est vraisemblable que Mme de Maintenon lui fut, tout d'abord, une sécurité.

Elle était française, profondément. Elle n'avait pas les plus beaux traits de la France, la générosité personnelle illimitée, par exemple, mais ce sérieux, cette sagesse, ce sens droit, étaient français aussi, et elle sentait les choses de France avec justesse. Dans la décision qui écarta du roi, veuf à quarante-cinq ans, une nouvelle alliance étrangère, il y eut la répugnance d'introduire encore à la cour et dans l'intimité royale, où s'étaient trouvées déjà la Palatine, Henriette d'Angleterre, la reine espagnole qui venait de mourir, une autre princesse d'Europe, et mûre comme il l'eût fallu. Restaient beaucoup de princesses françaises... On poussa, nous dit-on, Mme de

Maintenon dans l'intimité du roi. « On », ce serait une coalition de prêtres, de gens pieux, de sujets bien intentionnés, ligués pour le salut du roi... Sans méconnaître la force de telles conjurations, on peut tout de même penser que les décisions de Louis XIV restaient son affaire personnelle, et que c'est ici lui seul qui se décida. Depuis des années, il rencontrait en Mme de Maintenon un infatigable conseil, un travail persévérant et dévoué, le désir de la parfaite éminence royale, quelque chose de sûr, de clair, — la vérité à sa disposition. Et Louis XIV était une âme de bonne volonté. Épouse-t-on, cependant, la vérité? Il suffit de l'entendre. Il y avait donc, au fond de cette femme en chair et en os, dont on peut bien dire que c'était, tout compte fait, une vieille fille de quarante-huit ans, douée d'esprit, de bonnes manières, grasse, « aimable encore », dit Mlle d'Aumale, quelque chose de plus chaud, qu'envia Louis XIV. Il se choisit, pour sa sûreté, pour son intimité, pour son repos, pour son plaisir, — car il était homme de goût, — cette subalterne qu'il connaissait très bien et qui avait évidemment des charmes pour lui. La vie de cette femme, avec tout son bagage moral, sa force religieuse, son imminente endurance, passa à son côté, s'enhardit jusqu'à lui, se fondit à sa vie royale, et, en quelque sorte, l'augmenta.

Peut-être, pourtant, se fit-il illusion sur l'envergure de son esprit. L'influence de Mme de Maintenon n'est visible que sur un point : la dignité de la vie du roi pendant les trente années que dura leur union de gens mûrs. Hormis cette moralisation du souverain et de sa cour, elle semble ne pas avoir eu beaucoup d'idées. Vaste seulement au point de vue religieux, sa raison paraît, sur le reste, étroite. Le roi lui confie tout, en ce sens qu'elle entend tout ; mais est-elle consultée? On n'en voit rien. Elle a son avis sur les questions de convenances et de personnes. Sur les grandes questions françaises, guerre et paix, conduite du royaume, elle n'a qu'une attitude de femme, elle tremble, pleure et prie. On ne peut absolument rien trouver qui confirme ou infirme son prétendu rôle dans la révocation de l'Édit de Nantes. Elle-même, on le sait, a pris soin de faire savoir à la postérité, par Mlle d'Aumale, qu'elle ne fut pour rien dans cette décision. Le roi, assez mal renseigné peut-être, conseillé brutalement par Louvois, encouragé par quelques évêques qui croient ainsi lui plaire, prend seul ce grand parti. Quand il a demandé à Mme de Maintenon ce qu'elle en pensait, elle a répondu en se récusant : ceci la dépasse, cela n'est point dans ses compétences, et quant à elle, elle préfère toujours la douceur. Il est dans son caractère d'être une femme de persuasion. Et dans cette affaire capitale de la conversion des protestants, tout la porte à préférer, les considérant comme plus efficaces,

le tête-à-tête, le raisonnement, aux charges de dragons sur la grand'-place des « villes huguenotes ».

Il est à peu près certain que l'influence de Mme de Maintenon se borna au « privé », et fut nulle sur les affaires publiques. Fidèle miroir, elle présente au roi son esprit un peu immuable, sa conscience, sa fidèle tendresse. Louis XIV s'y est tellement imprimé, que, lorsqu'il questionne, ce sont ses propres raisonnements qu'il reçoit en réponse. Ce roi absolu, qui écarta toujours toute femme de toute affaire, n'avait vraiment besoin que de lui-même dans son gouvernement ; et s'il chercha quelque appui mental dans ce commerce avec Mme de Maintenon, c'était bien moins une inspiration, — peut-être, fort bourgeoise en somme, eût-elle été bien empêchée d'en fournir une, — que la certitude d'être toujours égal à lui-même.

Peut-on parler de leurs cœurs à tous deux? Des cœurs furent-ils engagés en cette paisible quoique incroyable aventure? Parvenus à la véritable vieillesse, ils gardaient leur accord de parfait ménage. Elle le trouvait « dépourvu de conversation », mais on remplaçait cette « auguste aridité », comme dit Mme Saint-René Taillandier, par de la musique.

Et pourtant, Louis XIV nous déroute, s'excusant en mourant « de ne l'avoir point rendue heureuse ». Quoi ! c'est là un mot de tendre amour ! Qu'entendait-il par ce regret mystérieux? Et elle, elle ne reste pas à portée de la chambre où il meurt et ne lui voit pas fermer les yeux ! La convenance, la discrétion prennent le pas sur le plus humain des sentiments... Dans la vie de Mme de Maintenon, ce qui retiendra toujours l'intérêt de la postérité, c'est cette sourde intimité conjugale de trente années avec l'un de nos plus grands rois.

E. Sainte-Marie Perrin.

LES SCIENCES

LA CONCEPTION SYNTHÉTISTE DES MATHÉMATIQUES ET LA PHYSIQUE

BEAUCOUP de personnes ignorent sans doute, en dehors du cercle des spécialistes, qu'il y a, parmi les physiciens français, un polémiste qui, pour la vigueur et même la verdeur, ne saurait le céder à aucun autre. Les préfaces dont M. Bouasse, professeur à la Faculté des sciences de Toulouse, orne les nombreux et remarquables volumes de son *Cours de physique* et de sa *Bibliothèque de l'Ingénieur et du Physicien*, amusent fort les étudiants, mais pas toujours leurs maîtres en Sorbonne. A côté d'attaques personnelles et de charges peut-être un peu vives, ces préfaces contiennent des exposés extrêmement intéressants sur les sciences physico-mathématiques en général et sur leur enseignement en particulier. Mais il arrive aux polémistes de dépasser la mesure et de donner dans le paradoxe. On ne saurait nier que cet accident arrive à M. Bouasse, même lorsqu'il paraît écrire non en polémiste mais en savant et en philosophe. « La physique, dit-il, cherche à reconstruire le monde, à le déduire, par voie purement syllogistique, d'un principe général une fois admis. » Dans ce travail de déduction, les mathématiques n'auront qu'à « dévider », suivant les méthodes qui leur sont propres, les conséquences logiques des hypothèses ou des principes une fois admis. Le rôle de l'analyste ou du physico-mathématicien consistera dans le traitement logique d'un principe.

Je voudrais essayer de montrer que cette conception du rôle des mathématiques leur fait, dans le développement de la physique, une part à la fois trop grande et trop petite. Trop grande, en ce sens que les progrès les plus importants de la physique contemporaine me semblent résulter bien plus et de l'expérimentation directe et d'un mode d'intuition particulier, que de déductions syllogistiques même enchaînées les unes aux autres avec la rigueur, la souplesse et la rapidité de « dévidement » que comporte l'analyse mathématique. Trop petite, parce que ce point de vue néglige le rôle prépondérant que les conceptions synthétistes en mathématiques nous paraissent jouer à la base de certaines théories modernes, celle de la relativité par exemple. Et par là, nous remontons vers la puissante source cartésienne, puisque le grand titre de gloire de Descartes a été, comme l'a fait voir M. Pierre Boutroux dans un petit livre dont nous avons déjà parlé ici, d'introduire pour la première fois dans la science mathématique la conception synthétiste et d'en avoir prévu la puissante fécondité. De là, aussi, un détour assez bref nous replacerait en accord avec M. Bouasse, qui veut quelque part que les physiciens fassent *leurs* mathématiques.

Mais si ce détour nous rapprochait de M. Bouasse, je ne sais trop ce qu'en aurait pensé le regretté savant que fut Pierre Duhem. Pour lui, également, une théorie physique « c'est un système de propositions mathématiques, déduites d'un petit nombre de principes, qui ont pour but de représenter aussi simplement, aussi complètement et aussi exactement que possible un ensemble de lois expérimentales. » Et rien, assurément, que de parfaitement légitime dans cette définition. Mais encore est-il permis de la juger à ses fruits. Malgré l'extraordinaire puissance logique qu'il possédait et une connaissance approfondie des ressources de l'analyse, à quoi cette conception de la théorie physique a-t-elle conduit Duhem lui-même? Quelle acquisition définie est sortie de ses énormes volumes sur la mécanique chimique, par exemple? Quel progrès a fait faire sa théorie de l'électricité? Il suffit, pour répondre, de voir de quels ordres d'idées relèvent toutes les découvertes récentes. De sorte que peut-être l'avenir retiendra-t-il beaucoup plus les enseignements de Duhem philosophe et historien que ceux de Duhem physicien.

« Pour un Français, dit encore Duhem, une théorie physique est essentiellement, un système logique. » Et il s'indigne de la manière dont procèdent certains physiciens anglais. Mais on est malheureu-

sement obligé de reconnaître que si les Français comptent, sans aucun doute possible, beaucoup plus de grands mathématiciens que les Anglais, ce n'est pourtant pas chez nous qu'a brillé la physique théorique depuis le milieu du dix-neuvième siècle. On est malheureusement obligé de reconnaître que ni la théorie électromagnétique de la lumière, ni la théorie cinétique des gaz, ni la thermodynamique statistique, ni les théories électroniques de la matière avec leurs étonnants développements sur la constitution des spectres lumineux, ni la théorie des quanta, ni la théorie de la relativité n'ont vu le jour chez nous. Bien plus, nous ne les avons généralement suivies que de loin et n'avons guère contribué à leur développement que d'une manière indirecte.

Affaire d'enseignement, sans doute, pour une grande part. Si nos élèves ont trouvé depuis bientôt cent ans, à la Sorbonne et dans nos grandes écoles, un enseignement mathématique extraordinairement brillant, il faut avouer que pendant longtemps aussi ils ont pu en subir les examens avec les plus beaux succès sans même connaître de nom les théories par qui la physique moderne s'élaborait. C'est une fois leurs études finies qu'ils devaient, par un effort personnel, commencer leur apprentissage, mais dans des conditions peu favorables, la liberté et la docilité d'esprit de l'étudiant leur devenant moins faciles : matériellement, parce que les nécessités de la vie commençaient, avec les devoirs d'une profession ; intellectuellement, parce que les plus ardemment portés vers la recherche scientifique avaient hâte de faire œuvre personnelle, ce qui les détournait d'une étude patiente, complète des théories ; ils n'en prenaient que ce qui leur semblait directement utilisable pour éclairer leurs travaux ou en augmenter l'intérêt. La base solide manquait, jusqu'à ce que, s'ils avaient la bonne fortune de pouvoir introduire des nouveautés dans un enseignement étroitement fixé par des programmes, ils eussent à apprendre pour enseigner. Car enseigner est toujours la meilleure façon d'apprendre.

Une réforme, donc, s'impose chez nous de l'enseignement de la physique dans les facultés et les grandes Écoles. Mais elle est plus difficile à réaliser qu'à concevoir. Car les programmes ne font, en général, que refléter une tradition. Pour les mathématiques, cette tradition existe, aussi féconde et vivante qu'il est possible, non pour la physique théorique. Certaines circonstances permettent heureusement d'espérer qu'elle est en train de se former.

Si les défauts de l'enseignement supérieur de la physique ont été coupables d'avoir retardé et rendu plus difficile la maturité de beaucoup de physiciens français, ils ne suffisent pas à expliquer que la physique théorique soit devenue si anémique au pays des créateurs de la mécanique analytique avec Lagrange, du système du monde avec Laplace, de la théorie ondulatoire de la lumière avec Fresnel, de la théorie électrodynamique avec Ampère. Ils n'expliquent pas comment un esprit de la taille d'Henri Poincaré ait pu consacrer bien des méditations aux théories physiques sans faire faire, osons le dire, de progrès sensible à la physique, du moins celle des phénomènes qu'on observe et qu'on étudie, des phénomènes qui tantôt ouvrent des horizons sur l'extraordinaire complexité de la matière, tantôt font invinciblement croire à la profonde unité de ses éléments ultimes. Cette disproportion entre les fruits et la puissance critique ou analytique déployée dans l'œuvre des Poincaré et des Duhem, en physique théorique, ne viendrait-elle pas de leurs conceptions (différentes d'ailleurs sous certains rapports) de ce que doit être une théorie physique? Ne viendrait-elle pas de ce qu'une théorie physique féconde n'est pas *essentiellement* un système logique? Les équivalences établies par Poincaré entre des théories d'aspect très différent ne sont-elles pas la preuve à la fois de la pénétration, de la profondeur de son génie critique et de la méconnaissance par lui de ce qu'on pourrait appeler, peut-être, le « tempérament » des physiciens? Le philosophe ou le logicien pourront admirer que les puissantes analyses de Poincaré ne laissent en apanage à certaines théories physiques qu'un caractère de *commodité* plus grande. Le physicien hochera la tête et, gêné par ce terme, dira peut-être que cette commodité est tout, ou bien demandera à quoi elle tient. Il pensera que la commodité des systèmes n'est pas une question, qu'elle ne saurait constituer un critère de la vérité. Surtout, du fond de lui-même, il trouvera, à la source de son activité, la foi en une vérité objective et en l'objectivité des éléments matériels que conçoit la physique. Il aura soif de saisir cette vérité par l'intuition. La construction logique d'un système, sous la forme d'une déduction mathématique, ne lui apparaîtra que comme un moyen, comme une chose secondaire. Quant à son intuition, elle sera, en général, constamment provoquée, excitée par l'expérience. Il pourra se faire pourtant qu'elle prenne sa source dans une conception synthétiste, de caractère mathématique. Et c'est ce qui, peut-être, est arrivé à M. Einstein.

Ceci nous conduit à examiner, avec M. Pierre Boutroux, comment cette conception synthétiste, posée par Descartes, eut dans le domaine proprement mathématique son apogée et son déclin.

Soutenu par la représentation géométrique, Descartes avait créé, par voie synthétique, la notion de fonction, c'est-à-dire d'une correspondance entre les valeurs de deux quantités variables, dont l'une peut être calculée au moyen d'une suite définie d'opérations algébriques dès que l'on connaît l'autre. C'était, dans le domaine mathématique, l'application de sa règle : partir d'éléments simples pour s'élever, comme par degrés, à la connaissance des plus composés. Que ce fût inclus dans la pensée cartésienne, comme le veut M. Pierre Boutroux, ou que ce ne le fût pas, toujours est-il qu'en étendant cette notion à une suite *illimitée* d'opérations algébriques, Newton et Leibnitz, en posant les bases de la théorie des séries convergentes et du calcul infinitésimal, trouvèrent le moyen d'appliquer l'algèbre à la physique. Descartes l'avait appliqué à la géométrie ou plutôt avait montré, à propos de géométrie, la puissance de l'algèbre. Mais il s'était dégoûté de son propre ouvrage et de ces questions « qui ne sont propres qu'à exercer l'esprit ». Une fois trouvé le moyen d'appliquer l'algèbre non seulement à l'étude des « figures », mais à celle des « mouvements », la voie se trouvait frayée à l'ensemble des découvertes, en mécanique d'abord, en physique ensuite, qui devaient remplir l'histoire scientifique du dix-huitième siècle et de la première moitié du dix-neuvième. Le mouvement était incomparablement fécond et purement analytique. C'est de la mécanique et de la physique de cette période que l'on peut dire, sans doute, avec le plus de justesse, qu'elles procédaient par déroulement mécanique d'une chaîne de sorites. A l'époque d'Auguste Comte la richesse de ce filon déductif commençait à donner des signes d'épuisement. De là un sentiment de malaise qui se manifestait, dès 1810, par ces paroles bien curieuses de Delambre : « Il serait difficile et peut-être téméraire d'analyser les chances que l'avenir offre à l'avancement des mathématiques ; dans presque toutes les parties, on est arrêté par des difficultés insurmontables ; des perfectionnements de détail semblent la seule chose qui reste à faire. Toutes ces difficultés semblent annoncer que la puissance de notre analyse est à peu près épuisée, comme celle de l'algèbre ordinaire l'était par rapport à la géométrie transcendante au temps de Leibnitz et de Newton, et qu'il faudrait des combinaisons qui ouvrent un champ nouveau au calcul

des transcendantes et à la résolution des équations qui les contiennent. » Cependant, pour Auguste Comte, qui n'était pas lui-même un créateur scientifique, et jugeait la science d'après ses parties acquises plutôt que d'après ses tendances et les difficultés qu'elle rencontrait à son époque même, l'exemple de Lagrange, faisant entrer la mécanique entière dans le moule de l'algèbre, fournissait la preuve typique de la hiérarchie nécessaire entre ces deux sciences.

Les faits ne devaient pas donner raison, du moins immédiatement, au pessimisme de Delambre en ce qui concerne les mathématiques. D'abord, l'une des plus originales créations de la méthode synthétique, l'invention des imaginaires, était, à son époque, très loin d'avoir encore donné tous ses fruits. On le vit bien avec Cauchy. En outre, la synthèse algébrique, ou si l'on veut algébrico-logique, n'avait pas elle-même fini d'inventer les combinaisons qui faisaient l'espoir de Delambre. Après la création du symbole imaginaire qui représente une certaine combinaison opératoire d'éléments algébriques ordinaires et d'un symbole nouveau, on envisagea non plus la combinaison des grandeurs, mais une combinaison d'opérations algébriques. Ce fut la théorie des substitutions et des groupes de substitutions. Un peu plus tard, on en vint à envisager les combinaisons non plus de grandeurs ni d'opérations, mais de postulats. Déjà vers 1830, Lobatscheffski et Bolyai avaient montré qu'en rejetant le postulatum d'Euclide, il était possible de construire une géométrie formant un système logique parfaitement cohérent et dans laquelle on peut, par un point, mener non pas une seule mais deux parallèles à une même droite. En 1854 encore, Riemann créait une autre géométrie, différente à la fois de celle d'Euclide et de celle de Lobatscheffski ; il n'y existe pas de droites parallèles ; les lignes droites n'y sont pas indéfiniment prolongeables et se coupent toutes entre elles. Les conceptions synthétistes de Riemann et ses travaux sur l'expression générale d'un arc de courbe devaient jouer plus tard un rôle capital. Enfin, groupant les résultats acquis par ses prédécesseurs, le savant allemand Hilbert montra, dans les dernières années du dix-neuvième siècle, qu'il était possible de constituer cinq groupes de postulats ou d'axiomes géométriques, et que ces groupes ou leurs combinaisons permettaient de fonder une série de géométries, toutes aussi vraies les unes que les autres, du point de vue purement logique. Ces conceptions, un peu surprenantes au premier abord et à la diffusion desquelles l'ouvrage d'Henri Poincaré, *la Science et l'Hypothèse*,

devait grandement contribuer, préparaient les esprits aux doctrines relativistes sur la courbure de l'espace et ses quatre dimensions.

Cependant les applications de la méthode synthétiste ne furent pas toutes favorisées du même succès. L'idée s'étant établie de plus en plus fortement que les mathématiques étaient une pure création de l'esprit, soumise seulement à des nécessités logiques, certains pensèrent qu'elles devaient trouver leur forme la plus haute et la plus compréhensible dans une sorte de logique générale de l'idée de relation. Ainsi fut créé ce qu'on appela la logistique. Mais, par l'effet peut-être d'une infirmité naturelle à l'esprit humain, cette forme extrêmement abstraite perdit en puissance effective ce qu'elle prétendait gagner en généralité. Privée par la volonté de ses créateurs de tout appui sur des faits mathématiques particuliers, elle perdit aussi contact avec tous les autres faits mathématiques. Elle donne l'impression d'une machine, péniblement montée mais qui ne saurait tourner qu'à vide. Du point de vue de la science positive, sa stérilité paraît avoir été absolue.

La démarche des mathématiciens dans le travail de découverte est actuellement toute différente. La pure logique y joue un moindre rôle et elle se rapproche beaucoup plus de la méthode expérimentale. Non certes que l'expérience serve à démontrer les propositions. Mais elle sert à essayer la qualité des points de vue ; les plus intéressants, les plus utiles, étant ceux qui, à l'usage, se montrent capables d'embrasser à la fois, de grouper, de comparer le plus grand nombre de faits mathématiques. Dans le domaine des pures mathématiques, la conception synthétiste semble donc peu en faveur et abandonnée pour le moment, en tant que méthode de découverte ou d'invention.

En physique, une évolution s'est aussi produite dans la méthode, mais plus complexe. D'abord, de grandes théories formant, comme le voulait Duhem, un édifice essentiellement logique appuyé sur le plus petit nombre possible de principes et vérifié seulement *a posteriori* par *l'ensemble* de ses conclusions (c'est encore un point auquel tenait Duhem) ne sont plus qu'exceptionnellement des instruments de découverte. Leur rôle est plutôt d'exposer des résultats définitivement acquis. Encore ces édifices logiques doivent-ils supporter bien des accrocs. Ni la théorie des électrons, ni celle des quanta ne présentent la belle ordonnance de la mécanique analytique à la manière de Lagrange. L'unité de la science s'en trouve singulièrement troublée. M. Boutroux remarque une extraordinaire diversité

dans les théories mathématiques modernes, qui semblent pousser leurs ramifications, sans souci apparent d'un ordre logique, dans les directions les plus variées. Combien plus grande est cette diversité en physique ! En mathématiques, les heurts, du moins, semblent évités entre les rameaux de l'arbre de science. Le physicien est au contraire provisoirement obligé d'accepter des contradictions flagrantes. Par exemple, dans la théorie des électrons, telle que l'a édifiée Lorentz, toute accélération du mouvement d'un électron est la source d'un rayonnement électro-magnétique dans l'éther. Pourtant, dans ces dernières années, une théorie a vu le jour, celle de Bohr, remarquablement féconde pour le classement et l'interprétation des découvertes de l'analyse spectrale, dans laquelle l'électron ne rayonne que si, à l'intérieur de l'atome, il saute d'une orbite à une autre ; les accélérations de son mouvement permanent sur une même orbite sont considérées comme sans effet rayonnant. Or, pareille contradiction ne fait rejeter ni l'une ni l'autre des théories. Sans trop de scrupules, le physicien se placera tantôt au point de vue de Lorentz pour interpréter certains groupes de faits, tantôt au point de vue de Bohr pour en expliquer d'autres.

Nous voilà loin d'édifices essentiellement logiques ! Ce qui a fait renoncer à ces systèmes, c'est la stérilité de ceux que de puissants esprits, cependant, comme Duhem, ont construits.

Les faits expérimentaux qu'il s'agit maintenant d'expliquer sont trop complexes ; la nécessité de les grouper au moins provisoirement, trop pressants, la nature intime des phénomènes, trop peu connue. Sans doute, on les mesure ; mais ces mesures sont trop grossières. Non qu'elles ne puissent être, dans certains cas, extrêmement précises ; mais elles sont l'évaluation quantitative de phénomènes globaux, dont il est peut-être impossible, par ces seules mesures, de deviner le *mécanisme*. L'expérimentation *exploratrice* et non pas seulement vérificatrice comme tendent à la concevoir les théoriciens de l'école de Duhem, est assurément, de ce point de vue, plus féconde en résultats que la déduction logique.

Ainsi, pour de nombreux physiciens, la méthode expérimentale redevient le principal instrument de découverte offrant à l'intuition un excitant continu. Ceux-là ne demandent plus à la théorie de s'adapter rigoureusement à un ensemble immense de faits, mais simplement de guider l'expérimentation non pas seulement pour des vérifications *a posteriori* mais constamment. Aussi, tous les échelons

de la théorie doivent-ils avoir une signification physique. A prendre ainsi les choses, il n'y a pas d'inconvénient, au contraire, à ce que les théories ne « collent » trop exactement sur les faits. Un certain « jeu », — le mot est de M. Émile Picard, — peut devenir utile.

Quoique tous les physiciens ne se l'avouent peut-être pas, beaucoup d'entre eux vivent dans cet état d'esprit. Ils s'en trouvent mal à l'aise, en présence de la théorie de la relativité. Elle constitue l'une des exceptions auxquelles nous faisions plus haut allusion. Alors que la conception synthétiste semblait avoir épuisé sa fécondité en mathématiques, elle a retrouvé en physique théorique matière à de nouveaux succès. Déjà relevaient de la conception synthétiste, les travaux d'Helmholtz sur le principe de la moindre action, et ceux du grand physicien américain Willard Gibbs sur la thermodynamique statistique. Dans la théorie de la relativité, la conception synthétiste intervient à la fois au point de départ et dans la création des moyens. C'est bien une conception synthétiste à la manière de Descartes que de concevoir *a priori* l'Univers comme doué de quatre dimensions dont l'une est le temps, avec un rôle particulier. Et c'est bien encore à l'ordre des créations mathématico-synthétistes qu'appartient l'invention d'une symbolique nouvelle, celle des « tenseurs », si utile, dit M. Eddington, à la compréhension profonde de nos connaissances en physique que « le calcul tensorial est la clef de tous les progrès que l'on peut faire sur ce sujet. »

La théorie de la relativité se présente donc avec des caractères primordiaux absolument différents des autres théories ayant actuellement cours en physique. Son ambition est de fournir à celles-ci un cadre. Or ce cadre, pour le moment, semble fort rigide. Les confirmations d'ordre expérimental auxquelles conduit la théorie n'en sont que plus remarquables. Nous avons eu déjà l'occasion d'expliquer ici même comment la théorie d'Einstein permettait de calculer le mouvement du périhélie de Mercure sans l'intervention d'aucune constante arbitraire qu'il fallût interpréter. C'est ici que la théorie « colle » sur les faits, sans aucun « jeu » ! Venant à la suite de calculs déroulés à perte de vue, sans qu'il soit possible à aucun moment d'en saisir la signification concrète, une pareille coïncidence remplit assurément le physicien d'admiration, mais d'une admiration inquiète. Confusément, il craint que le cadre construit par les relativistes ne ressemble un peu à une prison.

Louis Dunoyer.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. ÉTIENNE GROSCLAUDE

On peut avoir de l'esprit, beaucoup d'esprit, même l'esprit de mots, et avoir en même temps d'autres qualités auxquelles l'esprit ne nuit pas. C'est un truisme profondément vrai, à tous les égards, pour M. Etienne Grosclaude.

A la fin du mois d'août 1914, après la bataille de Charleroi, quand les Allemands marchaient sur Paris qui se vidait de ses habitants et de son gouvernement, M. Grosclaude, qui était alors directeur du Journal, *s'en alla voir le préfet de police. « Il se peut, lui dit-il, que l'ennemi entre dans la ville d'ici quelques jours. Evidemment, il prendra des otages. Dans ce cas, je viens me mettre à votre disposition. » C'était très crâne et l'on peut être certain que la conversation avec le préfet de police s'acheva sur des paroles spirituelles. Car la bravoure est bonne compagne de la gaieté. Brave, M. Grosclaude l'a d'ailleurs toujours été et des façons les plus diverses. Quoique protestant, il a été anti-dreyfusard et n'en a jamais démordu. C'est le courage civique, celui qui ne court pas les salons.*

Grosclaude, — il ne signe jamais autrement, — est un auteur gai. Il existe une anthologie des humoristes français où il figure en bonne place. Il est le maître incontesté de l'à peu près et Jules Lemaître adorait les siens. « Homère était atteint de cécité, qui se disputaient l'honneur de lui avoir donné le jour. » Ces désossements de mots font les délices des délicats qui reconnaissent, sous le jaillissement de la

drôlerie, le maniement subtil du langage. Le plus vulgaire fabricant de calembours est, au fond, un grammairien qui s'ignore, un obscur dévot de la langue française, un ver de terre amoureux d'une étoile. L'à peu près, qui est aussi vieux que notre littérature, est la forme raffinée et sublimée du calembour. Il devient un mode d'expression de la pensée. Henri Rochefort, Léon Daudet, après les auteurs de la Satire Ménippée, *ont su en faire une arme de la polémique.*

M. Etienne Grosclaude appartient à l'une des générations les plus spirituelles qu'il y ait eu en France, celle d'Alfred Capus et de Forain. Ces hommes d'une verve prodigieuse, d'un esprit étourdissant, ne sont pourtant pas, comme leurs prédécesseurs du second Empire, des hommes légers. Ils ont pour trait commun le bon sens et le goût des choses sérieuses, en plus de la finesse. Ils n'ont horreur que de ce qui est plat et ennuyeux. « On ne s'imagine Platon et Aristote, disait Pascal, qu'avec de grandes robes de pédants. C'étaient des gens honnêtes et, comme les autres, riant avec leurs amis. » A l'opposé, des auteurs gais sont souvent de meilleurs philosophes que des pédants en robe.

La première fois qu'Alphonse Daudet rencontra M. Grosclaude, que ses articles des Grimaces *venaient de rendre célèbre, c'était dans les couloirs d'une scène du boulevard. « C'est étonnant, dit l'auteur du* Nabab, *je vous aurais pris pour le médecin du théâtre. — Justement, j'ai été aussi carabin », répondit le jeune humoriste. Et le fait est qu'aujourd'hui avec sa voix grave, sa belle barbe grise, on le prendrait pour un prince de la science. C'est pourquoi sa conversation, extraordinairement amusante, frappe encore par contraste avec l'austérité de sa tenue.*

Les questions auxquelles il s'intéresse ne passent pas pour engendrer une gaieté folle. Ce sont les questions coloniales, maritimes, économiques. Mais il fait de la technique amusante. C'est lui qu'il aurait fallu charger, au moment de la paix, d'informer de ces affaires M. Clemenceau, un autre homme d'esprit, que les techniciens assommaient d'ennui et qui leur répondait : « Les questions économiques, ça n'est pas de ma génération », ou bien : « Le charbon, ça me noircit l'âme. » M. Grosclaude est le seul homme au monde qui sache faire rire en expliquant ce que c'est que le prix fob.

Il a atteint un résultat peut-être plus difficile encore en révélant que les colonies n'étaient pas la partie la plus ennuyeuse de la géographie scolaire. Le Français tient à ses colonies, comme on tient à une maison de campagne où l'on ne met jamais les pieds de peur d'y périr de soli-

tude. Le Français ne consent pas à céder un pouce de son domaine exotique, comme on s'en est aperçu lorsque M. Caillaux fit présent à l'Allemagne de deux antennes congolaises, et il n'est jamais las de voir s'augmenter notre empire. Mais il a si peu l'esprit colonial qu'il ne comprend pas qu'un homme de goût parte pour Madagascar. M. Grosclaude en a pourtant rapporté des anecdotes d'un grand sens. Entre autres celle-ci. Un jour, le résident général était venu demander réparation au ministre de la reine Ranavalo pour le meurtre d'un ingénieur français assassiné par les Sakalaves. Le ministre, en guise de réponse, se contenta de montrer un numéro du Petit Journal *où était relaté l'assassinat de deux vieilles dames à Neuilly-sur-Seine, et il ajouta : « Si votre préfet de police ne peut pas répondre de la sécurité publique aux portes de Paris, que voulez-vous que je fasse à quatre-vingts lieues de Tananarive? »*

Depuis, M. Grosclaude a fait plusieurs fois le tour du monde d'un auteur gai. Il a le pied aussi marin que parisien. Initié aux grandes affaires, il en a le sens et, ce qui est plus rare, le sens national. C'est pourquoi, pendant la guerre, il a pu rendre, notamment en Amérique, d'importants services à notre pays.

En parcourant la terre, pendant ces dernières années, ce philosophe, ce « moraliste » au sens classique du mot, a été frappé par l'insanité universelle. Le bon sens est ce qu'il estime le plus et il a même eu un moment l'intention de fonder un journal qui se serait appelé le Bon sens. *Il s'est aperçu que cette qualité française manquait étrangement à notre planète. Et, ayant, comme tous les vrais écrivains français, le culte de La Fontaine, il lui a emprunté son expression favorite, la « machine ronde », mais pour ajouter (on le reconnaît bien là) qu'elle avait « perdu la boule ». C'est le titre d'un recueil de chroniques, de fantaisies, de dialogues qu'un ami vient de recueillir parmi les nombreux articles qu'il a donnés aux journaux de Paris depuis dix ans. On y lit, dès la première page (ce n'est pas la seule que vous lirez), ceci qui était écrit au temps du coup d'Agadir : « L'Allemagne dispose d'un service de renseignements qui fait l'admiration de tous les peuples militaires... Il y a pourtant un point faible dans l'activité des agents secrets de cette nation éminemment policière. Son service des informations psychologiques est singulièrement défectueux. » Il y a peu de mots qu'on ait davantage répétés depuis* 1914. *Les avoir écrits dès* 1911 *n'était pas à la portée de tout le monde. C'est ainsi que bien des auteurs graves ne font que répéter les auteurs gais.*

Avec une indépendance complète vis-à-vis des hommes, jaloux de la liberté de ses opinions, sûr dans ses amitiés, intransigeant sur les questions d'intérêt national, M. Etienne Grosclaude est à cheval sur la diplomatie et les grandes affaires et il est comme une sorte de diplomate des grandes affaires. Peu de personnalités tiennent autant de place dans la société parisienne qui montre par là qu'elle sait estimer le caractère et l'esprit. Ses mots font fureur et ils ne valent pas seulement par la manière simple, rapide, sans avoir l'air d'y penser et en tout inimitable dont il les dit. Il arrive même qu'il ne les mâche pas, car il a l'esprit courageux. Nous finirons par celui-ci. A un déjeuner d'hommes, un financier ne cessait d'appeler un ancien président du conseil « M. le Président ». — Pourquoi dites-vous toujours M. le Président? fit Grosclaude. On se croirait en cour d'assises. » Il n'y a pas mieux chez Rivarol et Chamfort.

★★★

Réflexions sur la statuaire monumentale.

Les statues ont une mauvaise presse, et les sculpteurs aussi, naturellement. Il faut l'avouer, ce discrédit n'est pas injustifié. Quiconque a parcouru, pendant ses vacances, quelques départements français, a pu constater la laideur, ou, dans le cas le plus favorable, l'insignifiance des monuments élevés à la gloire de nos soldats ou de nos morts. J'entends qu'en pareille matière, une sévère critique peut paraître déplacée, et des esprits bien intentionnés estimeront souvent qu'il faille excuser l'exécution, en faveur de l'intention. S'il s'agissait, en l'espèce, de la gaucherie d'un art populaire ou de la franche maladresse d'un artiste consciencieux, mais trahi par l'imperfection de son métier, on pourrait en effet user d'indulgence, et même, ce soin pourrait être superflu, lorsqu'un charme naïf viendrait compenser les défauts d'une technique rudimentaire.

Mais en réalité tous scrupules doivent être bannis lorsqu'on sait à quels entrepreneurs, à quels fabricants en série sont commandés et payés au prix fort par quelque conseiller municipal tout à fait ignorant des choses de l'art, ou, ce qui est pire encore, ayant la prétention d'en connaître de par un parchemin élémentaire ou supérieur. Il m'est arrivé récemment de rencontrer un ami, que je n'avais pas vu depuis la guerre et qui ne se piquait alors d'aucune compétence artistique : « Vous devez, me dit-il, être à même, de par vos travaux habituels, de me désigner un jeune sculpteur de talent. » Je crus devoir

lui demander, afin de le conseiller utilement, si c'était pour un portrait ou pour quelque ouvrage d'ornement. Il me fut répondu qu'il ne s'agissait de rien de pareil, que l'on désirait avoir immédiatement l'adresse d'un sculpteur jeune, c'est-à-dire présumé modeste en ses prétentions (pécuniaires, s'entend), et capable, en quelques jours, d'établir un modèle de monument aux morts, ledit modèle devant être répété en marbre, en bronze, en ciment armé, en zinc au besoin, autant de fois qu'il y avait de communes dans un département, dont on ne fit pas difficulté de citer le nom. Mais il fallait se hâter, parce que l'option sur cette entreprise hautement artistique et patriotique était close le surlendemain. Le fait est que mon ami ne se vantait pas et que par son entremise il dépendait de mon « jeune sculpteur » qu'un morceau de sol français se couvrît ou non de monuments ridicules, si le hasard les eût fait naître tels ! On a peine à croire à la possibilité de pareilles combinaisons, mais il en est d'autres qui, pour être moins extravagantes, n'en sont pas moins funestes ; par exemple, ces concours truqués, où, sur la foi d'un jury qui comprendrait des personnages estimables, s'il arrivait qu'il se réunît, ce qui justement n'arrive point, des artistes de talent prennent part avec toute la conscience professionnelle dont ils sont capables, et dont le prix est décerné, en dernier ressort, par M. l'adjoint aux Beaux-Arts, flanqué de quelque fonctionnaire. A quelques rares exceptions près, dues à l'intervention d'édiles éclairés ou à d'intelligentes initiatives privées, corporatives ou autres, l'uniformité dans le grotesque ou la platitude restera la marque des monuments de la grande guerre.

Il est assez curieux de constater, au surplus, que beaucoup de sculpteurs formés intellectuellement à l'école des conversations de brasseries, généralement en retard de vingt ans sur le mouvement des idées, sont visiblement imprégnés d'un sentimentalisme humanitaire et pacifiste qui n'a, par malheur, rien de commun avec la haine lucide et raisonnable que vouent à la guerre ceux qui l'ont faite et subie. La plupart des « poilus » qui ornent nos sous-préfectures appartiennent au genre « pauvre petit soldat » si fort à la mode après le traité de Francfort, expirant sur la poitrine d'une Alsacienne d'almanach. Quant aux Frances et aux Républiques, elles ressemblent un peu à ces dames qui ont eu « des malheurs ». Cette formule trop discrète, lâche et niaise, corruption vulgaire du fameux « ... n'en parlons jamais », avait le don d'exaspérer Remy de Gourmont, lequel voulait avec raison que l'on parlât sans honte de « nos défaites de 1870 » et qu'on laissât aux vieilles dames à cabas le monopole de ces allusions pleurardes.

Les inscriptions révèlent aussi, bien souvent, un fâcheux état d'esprit et trahissent même parfois le désir de flatter des préjugés affreux, les sanglantes idoles dénoncées par Pierre Benoît, et de panser les blessures faites aux illusions humanitaires par la cruelle réalité. J'ai lu avec rage, avec désespoir, ces mots gravés dans une pierre : *Aux soldats de la dernière des guerres.* Certes, beaucoup de ceux qui sont morts dans une juste guerre ont espéré, ont voulu qu'elle fût la dernière, mais à présent, quand on voit le monde se débattre en d'interminables convulsions de convoitise et l'instinct barbare refluer dans le sang des races, cela fait pitié de voir un évident mensonge incorporé à une matière durable.

Vous pouvez compter, j'en appelle à tous les touristes, les monuments où soit exalté, avec plus ou moins d'art, le sentiment de la Victoire. Il semble bien que l'état d'âme du vainqueur, que la joie d'un peuple qui a repoussé et réduit à l'impuissance un ennemi redoutable apparaisse à ces artistes renchéris comme un enthousiasme de mauvais aloi. Ces délicats sont malheureux. Rien de vrai et de simple ne les satisfait. Le faux ne les inspire pas mieux.

On dira qu'une idée fausse peut inspirer des chefs-d'œuvre. J'en tombe d'accord, et même un fantôme d'idée, mais ces coups du génie demeurent exceptionnels, et l'exemple de Rodin montre qu'un prodigieux modeleur de torses et de bustes peut tomber dans le galimatias plastique, lorsqu'il vise au sublime métaphysique et à l'art cérébral et que sa nature intellectuelle n'est pas à hauteur de son génie créateur... et de son métier.

Aussi bien est-ce d'une moyenne qu'il est ici question, moyenne moins honnête qu'on ne l'eût souhaité. Or, il n'est pas douteux qu'une insuffisance absolue dans l'enseignement de la sculpture, d'absurdes méthodes scolaires résultent de la carence des vrais maîtres possibles et de l'incapacité de ceux qui ont pris les places vacantes, l'absence de toute direction ferme et indépendante aux Beaux-Arts, dans les sociétés, dans les salons, partout en un mot où elle pourrait s'exercer utilement ; s'il n'est pas douteux que toutes ces causes précipitent la décadence de l'architecture et, par voie de conséquence, de la sculpture, on peut bien penser que des préjugés périmés partout ailleurs et qui sévissent encore dans le petit monde des artistes et à l'École, en rétrécissant l'horizon intellectuel et moral des sculpteurs, limitent singulièrement le champ de leurs progrès.

Faut-il en citer encore un exemple? Les écrivains des dernières générations, ceux qui ont fait la guerre en particulier, ne sont pas aveuglés par l'esprit de parti. Je connais plus d'un bolchevik de nuance soutenue qui estime assez peu le talent de M. Barbusse, et

plus d'un catholique à qui le battage lyrique de tel néophyte donne la nausée.

L'absurde et lâche flagornerie ouvriériste, l'abdication du travailleur intellectuel aux « mains calleuses » du prolétaire, sacrées depuis Edgar Quinet, ne se donne plus cours que dans certains journaux modérés, soucieux de faire leur cour à M. Jouhaux.

Nous sommes quelques-uns à réciter avec délices la phrase vengeresse de Roland Dorgelès, dans *les Croix de bois* : « ... avec un faux col et des gants, on ne croira jamais que tu as été dans les tranchées, et le charretier du train de combat, le laveur des camions automobiles, le cuistot du colonel, le mécanicien en fusées, tout cela t'injuriera dans la rue et te demandera où tu te cachais pendant la guerre... »

Aussi est-elle un peu agaçante, cette insistance des sculpteurs à donner à leurs poilus des mains d'assassins, des moustaches, des bras de chevillards, des nuques de déménageurs et la bonne figure de l'ouvrier honnête des placards antialcooliques. Ah ! ce réalisme prétendu, qui n'est que basse démagogie, fait regretter le beau idéal et le style pseudo-romain de l'Empire. Et le jeune adolescent de la *Marseillaise* de Rude est autrement expressif, en sa nudité, que les figurants de MM. Picard et consorts. On ne voudrait faire nulle peine à ces hommes respectables et dont la carrière fut parfaitement digne que sont MM. Bartholomé et Antonin Mercié. Toutefois, quand ses collègues de l'Institut assurent à M. Mercié que son *Quand même* est le chef-d'œuvre de l'art français, cela ne laisse pas d'être un peu gênant pour ceux qui rendent hommage au patriotisme de ce sculpteur plus volontiers qu'ils n'admirent son art. Quant au *Paris* 1914-1918 de M. Bartholomé, Paris lui-même a déclaré qu'il ne se reconnaissait pas sous ces formes à la fois molles et guindées, ni sous ce masque au nez retroussé qui, s'il veut être mutin et frondeur, manque de légèreté, et, s'il prétend imposer, de vraie noblesse. Encore le *Quand même* exprime-t-il quelque chose de clair pour tous les yeux, mais la dame blanche de M. Bartholomé n'exprime rien du tout. Aussi le mieux serait de renvoyer en quelque lieu discret, et dos à dos, ces glorieux débris qui pourraient, comme dit le poète, se consoler entre eux.

Roger Allard.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

LE CONSEIL SUPRÊME ET LA QUESTION DE HAUTE-SILÉSIE. — *Le 31 juillet, l'assassin présumé du commandant Montalègre a été arrêté en Haute-Silésie.*

Le 4 août, à la suite de l'agression récemment commise contre le capitaine Langevin, membre de la Commission de contrôle interallié, le général Nollet adresse au gouvernement allemand une note dans laquelle il réclame des excuses officielles, des poursuites et des révocations contre les coupables.

Les réunions du Conseil suprême des Alliés ont commencé le 8 août, au quai d'Orsay. Le programme de la conférence était extrêmement chargé : règlement de la question de Haute-Silésie, question des renforts à expédier dans cette région, problème du ravitaillement de la Russie affamée, conflit gréco-turc.

La question silésienne a été abordée le 9, et, tout de suite, l'opposition s'est manifestée entre le point de vue français et le point de vue anglais. Et pour essayer une transaction, la commission des experts, renforcée par l'adjonction des hauts commissaires, est invitée à présenter un nouveau rapport faisant apparaître quelles communes de Haute-Silésie, pour des raisons économiques ou topographiques ne peuvent être séparées des grandes communes urbaines qui ont donné de fortes majorités allemandes.

En attendant ce rapport, le Conseil suprême examine, dans sa séance du 10 août, la question gréco-turque, et décide que les gouvernements alliés conserveraient une attitude de stricte neutralité dans la guerre d'Asie Mineure. Il décide également de provoquer la constitution d'une commission internationale chargée d'étudier la possibilité de porter secours à la Russie affamée.

La séance du 11 août met en évidence l'impossibilité de s'entendre sur le tracé de frontière en Haute-Silésie. Dans l'après-midi, M. Lloyd George remet une dernière note contenant un nouveau tracé de frontière en faisant remarquer qu'il ne peut aller plus loin dans la voie des « concessions ». En même temps, il annonce qu'il sera obligé de partir pour Londres, ce brusque départ étant motivé, disait-il, par de mauvaises nouvelles au sujet de l'Irlande.

Dans la séance du 12, devant l'impossibilité de concilier la thèse française et la thèse anglaise en présence, le Conseil suprême renvoie la

question du partage de la Haute-Silésie à l'arbitrage du conseil de la Société des Nations.

Le 13 août, la conférence de Paris prend fin, après avoir invité la Pologne et l'Allemagne à prendre les dispositions nécessaires pour assurer le calme en Haute-Silésie, en attendant le verdict de la Société des Nations.

Une commission sera nommée pour donner son opinion sur les procédures entamées à Leipzig ainsi que sur les jugements rendus par la Haute-Cour.

Il a été décidé enfin que les sanctions économiques prises contre l'Allemagne seraient levées, tandis que les sanctions militaires seraient maintenues.

En même temps que le Conseil suprême, s'est tenue à Paris une conférence des ministres des Finances alliés qui a examiné le partage du premier milliard. La valeur de nos frais d'occupation en Allemagne sera considérée comme compensée par la valeur des mines de la Sarre. La France, à l'inverse de l'Angleterre, n'aura donc aucun droit de priorité à invoquer sur le fameux milliard. Le gouvernement français fait toutes réserves sur cette décision.

France, 8 août. — *Mgr Cerretti, nonce du pape à Paris, remet au président de la République ses lettres de créance.*

Angleterre, 5 août. — *Fin de la conférence des Dominions.*

10 août. — *Réponse de M. de Valera au gouvernement anglais qui proposait, dans son memorandum du 22 juillet, d'accorder à l'Irlande le régime des Dominions. Le président de la « République irlandaise » persiste à réclamer « l'indépendance amicale, mais absolue ».*

14 août. — *Le cabinet anglais estime ne pouvoir souscrire à cette condition et refuse de soumettre les questions soulevées à un arbitrage étranger.*

Espagne. — *La situation des troupes espagnoles au Maroc continue à être critique. Le 3 août, la garnison de Zelouan s'est rendue aux Riffains. Le 4, les Espagnols ont dû abandonner la position de Nador. Après une longue défense au mont Anuit, le général Navarro est tombé entre les mains des insurgés.*

En présence de ces événements et de l'agitation qu'ils soulèvent dans la péninsule, Alphonse XIII a eu, le 5 août, une consultation avec les principaux chefs politiques du Parlement. M. Allendesalazar, président du Conseil, malade, a donné sa démission le 11 août.

M. Maura a constitué, le 13 août, un nouveau cabinet.

Russie. — *La situation économique est devenue désespérée. La sécheresse, jointe à la raréfaction de la production agricole qui a été la conséquence de l'établissement du régime communiste, a engendré*

la famine. Partout on signale des révoltes de paysans, d'énormes exodes vers les villes et les régions frontières. Le choléra a également fait son apparition.

Se reconnaissant impuissant à sauver la situation, le gouvernement des soviets fait appel à la collaboration des éléments « mencheviks » et même « bourgeois » pour constituer un comité de secours aux affamés.

SERBIE, 3 août. — *La Législative prononce la levée de l'immunité parlementaire de cinquante-huit députés communistes. La police arrête les membres du Comité exécutif du parti communiste.*

MAROC, 2 août. — *Soumission de l'ex-sultan Mouley-Hafid, prédécesseur et frère du sultan actuel Mouley-Youssouf. Cet événement marque la ruine définitive de l'influence allemande dans le Maroc français.*

A. M.

Le Gérant : ROBERT TISNÉ.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 26788.